…IÈME ANNÉE (1977) — Nº 1 490 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI 19 AU MERCREDI 25 MAI

…ECTEUR : Jacques FAUVET
…TEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
…TION ET ADMINISTRATION
… DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
…légraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

Nº 1490

Canada, 0,50 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 30 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.L. ; Liban, 175 p. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 80 m. ; Turquie, 6 L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 4.)

CHEQUE POSTAL : PARIS Nº 4207-23

…a droite l'emporte sur les travaillistes aux élections israéliennes

Les partisans du « Grand Israël » ont remporté une victoire éclatante aux élections législatives du mardi 17 mai. Quatre formations de droite, favorables à l'annexion intégrale de la Cisjordanie, occuperont, selon les estimations provisoires établies le 18 mai en fin de matinée, 60 des 120 sièges de la neuvième Knesset : le Likoud (41 mandats), les divers partis religieux (17) et le Shlomzion (2), formation dirigée par le général Sharon, transfuge du Likoud.

Le grand vaincu de la consultation est le Maarakh (parti travailliste), qui perdrait 19 mandats, passant de 51 à 32 députés. Les « Arabes indépendants », affiliés au Maarakh, ne seront plus que 2 (au lieu de 3 dans la précédente Chambre). Le principal bénéficiaire de la défaite travailliste est le Mouvement démocratique pour le changement (Dash), dirigé par le général Yadin, qui — selon les résultats connus — entre au Parlement, pour la première fois, avec 14 mandats.

Le Front Shelli, qui prône un règlement fondé sur le retrait d'Israël aux frontières de 1967 et la fondation d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, n'a enregistré aucun progrès : il conserve les 2 sièges qu'occupaient MM. Lova Eliav et Meir Pail.

En revanche, le parti communiste Rakah, qui défendait un programme analogue à celui du Shelli, a doublé le nombre de ses voix et passe de 4 à 5 mandats. Selon M. Tewfick Toubi, membre de son secrétariat, le P.C. aurait bénéficié de la majorité absolue des suffrages des Arabes israéliens.

Bien qu'hospitalisé lundi 23 mai à la suite d'un malaise cardiaque, M. Menahem Begin, le président du Likoud, désormais la première formation du pays par le nombre de ses députés, sera appelé à former le nouveau ministère. Il a, d'ores et déjà, annoncé son intention de former un « gouvernement d'union nationale ». Les premières réactions enregistrées au sein du Maarakh et du Dash étant très réservées, les tractations s'annoncent difficiles.

La victoire du Likoud a suscité une vive surprise à Washington, où règne l'inquiétude quant aux perspectives d'un règlement au Proche-Orient. M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a déclaré le 19 mai, à Genève, que la conférence prévue pour cette année pourrait ne pas avoir lieu. Un porte-parole de la Maison Blanche a cependant affirmé, mercredi soir 18 mai, que les relations entre Washington et Jérusalem ne seraient pas affectées.

M. Menahem Begin a mis indirectement en garde les Etats-Unis contre toute solution imposée du problème du Proche-Orient.

…événement …istorique

…ment est doublement
…e : pour la première fois
…a création de l'Etat
… il y a vingt-neuf ans.
…illistes y perdent le pou-
… fait sans précédent
…e bloc de la droite, le
…émerge comme la pre-
…rce politique du pays.
… de marée de la droite
…ste, qu'aucun sondage
…révu, s'explique moins
…rait de son programme
…le mécontentement sus-
…a manière dont le front
…e exerçait le pouvoir.
…ales financiers, le népo-
… corruption, les enrichis-
… illicites, lui avaient
…x qui voulaient toujours
… l'image de marque d'un
…ocialiste, animé par des
… idéalistes.

…n économique pourrait
…é davantage encore sur
… la consultation. Intensi-
… achats d'armements,
… pas pour ce faire à
…rès des 60 % du produit
…rut et à aggraver l'en-
… de l'Etat, le Maarakh
… l'autre choix que de
… niveau de vie de la
… L'augmentation des
… suppression de subven-
…r les produits de pre-
…ssité, la hausse des prix
…jouter aux effets d'une
… galopante, ont atteint
…s couches les plus défa-
…en particulier les juifs
… qui constituent 60 % de
…tion.

… domaine de la politique
…, le Maarakh n'a pas
…plir suffisamment ses
… pour favoriser la reprise
…onférence de Genève.
…ratique, il se distinguait
…koud en formulant des
… qui ne pouvaient dé-
…ue sur une impasse.

…oire du Likoud aurait
…e été plus étendue si
…lle formation, le Dash
…nt démocratique pour le
…nt), ne s'était pas
… comme un parti tra-
… rénové » prônant le
… sources du sionisme
… l'élimination de la cor-
… la réforme des insti-
… doit sans doute à l'élec-
…tionnel du Maarakh la
…s quatorze sièges qu'il
…ever.

… se limite à l'arithmé-
…lementaire. M. Begin
…acun mal à constituer
…n gouvernement sans
…les voix « modérées ».
…s du Likoud, ceux des
…et du Shlomzion (du
…ik Sharon) constituent
…uis la moitié de la
…ne telle coalition serait
…lus aisée à constituer
…ait homogène sur le
…tique tant intérieur
…r. Favorable à la « libé-
… de l'économie, à la
… du droit de grève, elle
…nexion de la totalité
…isjordanie, considérée
…artie intégrante de la
… ancestrale du peuple.

…it paraître surprenant
…ne M. Begin ait lancé
… à la formation d'un
…ent d'union nationale
…t les travaillistes dès
… connaissance de la
…s partisans du « Grand
… Toutefois, peut-il agir
…t s'il n'obtient pas la
… Maarakh, du Dash,
… encore, de ces deux
… à la fois ?
…uvernement constitué
…ent d'annexionnistes
…ucune chance d'ébau-
… négociation avec les
…es, encore moins avec
…iens, perdrait le sou-
… inconditionnel des
… et, isolé sur la scène
…ale, ne tarderait pas
… dans l'immobilisme s'il
…ait pas dans une quel-
…nture guerrière.
…ssainir la situation, les
…u 17 mai pourraient
… ouvert une phase de
… incertitudes, non seu-
…r l'Etat d'Israël, mais
… l'ensemble du Proche-

(…eudi 19 mai.)

Une victoire ambiguë

par ERIC ROULEAU

Beaucoup d'Israéliens ont sans doute été surpris par l'interprétation que l'on a généralement donnée à l'étranger des résultats de la consultation du 17 mai. Il doit leur paraître trop simple, voire fallacieux, de soutenir que la majorité du pays a opté délibérément pour la « *droite nationaliste* » et pour les partisans du « *grand Israël* ».

Il ressort en tout cas d'une première analyse du scrutin que l'émergence du Likoud comme première force politique du pays *est imputable moins aux gains* de cette formation et de ses alliés naturels, le Mafdal (les religieux) *et le Shlomzion du général Arik Sharon* (qui se sont assuré ensemble six mandats supplémentaires), qu'au *succès* du Dash, le nouveau parti du général Yadin, qui a enlevé quatorze des dix-neuf sièges perdus *par* le Maarakh (le Front travailliste). Or ce nouveau parti, dans son programme de politique étrangère, ne diffère guère du Maarakh, grand perdant de la consultation.

Tout comme le Dash, la droite a surtout bénéficié, selon divers sondages, des suffrages des jeunes (700 000 Israéliens ont moins de trente ans) et des couches qui constituent la base de la pyramide sociale (il y a plus d'un million de juifs d'origine orientale). Il va de soi que ni les uns ni les autres ne sont nécessairement animés par une idéologie conservatrice, et que rien ne permet d'affirmer que leur choix a été déterminé par leur volonté d'étendre le secteur privé et de restreindre les libertés syndicales.

Le comportement des travaillistes avant la guerre d'octobre 1973, les « *mehdalim* » (les négligences), qui ont coûté au pays de lourdes pertes en vies humaines, avaient profondément déçu ceux qui avaient accordé leur confiance au Maarakh. La baisse du niveau de vie, les scandales de corruption qui ont éclaté depuis la fin du conflit, ont porté à leur paroxysme le « ras le bol » et les aspirations au changement d'une bonne partie de la population. Quoi de plus naturel dès lors que les protestataires se tournent vers les formations de l'opposition ?

Or la relève du pouvoir travailliste ne pouvait se situer qu'à droite. Aucun parti de gauche, en Israël, ne peut prétendre à une audience nationale. Le Shelli, groupuscule hétéroclite de « super-colombes », se distingue moins par ses options sociales que par ses choix en matière de politique étrangère. Ceux-ci sont trop ouverts aux thèses arabes, palestiniennes en particulier, pour être susceptibles de rallier massive*ment les suffrages d'une popu*lation en état de guerre, qui demeure dans son ensemble pro*fondément méfiante* à l'égard de ceux qui juraient naguère sa perte. Pour des raisons *non moins évidentes, le parti commu*niste est encore moins bien placé pour recueillir une partie significative de l'héritage travailliste.

« Les jeunes en Israël, nous disait récemment M. Yossef Sarid, responsable de la campagne électorale du Maarakh, *ont tendance à assimiler la gauche à une sorte de cinquième colonne arabe ; leur contestation du pouvoir s'exprime donc sur la droite du front travailliste.* » Il en va de même pour les juifs orientaux, pour des raisons différentes.

Etrangers à l'idéologie socialiste du mouvement sioniste, qui est né et qui a pris son essor parmi les juifs ashkenaze d'Europe centrale et d'Europe orientale, originaires de pays sous-développés où le culte du chef est plus répandu que les pratiques démocratiques, plus attachés encore aux valeurs traditionnelles que leurs compatriotes venus d'Europe, les sépharades ont voté, dans une plus grande proportion, pour le parti de M. Menahem Begin, ainsi que pour les formations religieuses.

(Lire la suite page 2.)

M. Carter souhaite réorienter vers le tiers-monde la politique américaine

M. Carter, parlant le dimanche 22 mai à l'université Notre-Dame, dans l'Indiana, a esquissé les grandes lignes de la « nouvelle politique étrangère » *qu'entend mener son gouvernement. Le président américain a laissé entrevoir une réorientation vers le tiers-monde de sa diplomatie, déclarant notamment :* « Nous ne pouvons avoir une politique intéressant seulement les nations industrialisées considérées comme le fondement de la stabilité globale. » *Il s'est aussi félicité de ce que les Etats-Unis aient été* « libérés de la peur du communisme », *mais a mis en garde l'U.R.S.S. contre la tentation d'utiliser les conflits* « par Etats interposés ». *A propos d'Israël, il a indiqué que la victoire électorale de M. Begin n'entraînerait pas de changement dans les plans de règlement précédemment exposés à Washington.*

AFFRONTEMENT AVEC PRETORIA

Chargé du « dossier africain » par le président Carter, le vice-président Mondale vient d'avoir à Vienne, avec le premier ministre de Pretoria, des conversations dont personne n'attendait sérieusement qu'elles aboutissent à un compromis. Dialogue de sourds, illustré par deux conférences de presse séparées et que n'est même pas venu conclure le communiqué commun où les parties en désaccord, selon la jolie formule britannique, « *agree to desagree* ».

Pour la première fois, les Etats-Unis se sont exprimés avec une netteté proche de la brutalité sur les « *conséquences* » qu'ils tirent de l'obstination de M. Vorster à ne pas accorder aux seize millions de « *non-Blancs* » de son pays les droits civiques des Blancs : ils se refusent à « *accepter, ou encore moins défendre les gouvernements qui rejettent le principe fondamental du plein respect des droits de l'homme et de la participation politique et économique de tous les citoyens sans exclusive de race* ». Tandis que Pretoria continue à vanter les mérites démocratiques du « *développement séparé* », Washington tire un coup de semonce en annonçant n'avoir pas l'intention d'intervenir pour sauver les Sud-Africains des « *conséquences de leur politique raciale* ». « *Je pense que le message est clair* », a ajouté M. Mondale.

« *Dans quelle mesure pouvez-vous nous croire ?* », demandait presque simultanément aux participants africains à la conférence de Maputo M. Andrew Young, investi lui aussi, en dépit et peut-être à cause d'un franc-parler peu diplomatique, de la confiance du président Carter.

Ses exhortations à ne pas faire confiance à la seule lutte armée pour modifier la situation en Afrique australe ne sont évidemment pas *nouvelles*. En revanche, les Américains semblent enfin décidés à obtenir ces « *changements significatifs* » qu'ils ont toujours souhaités — fût-ce du bout des lèvres. Ils s'en prennent directement à Pretoria et usent d'une claire menace de pression afin de l'amener à bouleverser un ordre intérieur protégé *jusqu'à présent par le principe* sacré de la « *non-ingérence dans les affaires intérieures* ».

L'année dernière encore, les objectifs de la diplomatie américaine étaient beaucoup plus limités. Washington consentait seulement à se préoccuper du véritable scandale, condamné par la communauté internationale unanime, de l'occupation de la Namibie (Sud-Ouest africain) par l'Afrique du Sud et de l'anachronisme par lequel des colons blancs révoltés contre leur métropole maintiennent, à un contre vingt, un « Etat » de leur façon en Rhodésie.

A la veille de sa rencontre avec M. Vorster, fin juin 1976, en Allemagne, M. Kissinger avait déclaré devant le comité des affaires internationales de la Chambre des représentants : « *Ce que je veux élucider, c'est de savoir si l'Afrique du Sud est prête à séparer son propre avenir du sort de la Rhodésie et de la Namibie.* »

Il était d'autant moins question pour Washington, à l'époque, de s'en prendre directement à Pretoria que la « doctrine » américaine sur l'Afrique australe ne croyait guère à des bouleversements proches. L'étude commandée en 1969 à un groupe spécialisé du National Security Council par M. Kissinger concluait : « *Les régimes blancs sont installés durablement, et ce n'est qu'à travers eux qu'un changement constructif peut s'opérer. Il n'y a aucun espoir que les Noirs obtiennent des droits politiques par la violence.* » S'ils condamnaient les « structures coloniales » de Rhodésie et de *Namibie, les Etats-*Unis ne se souciaient pas de dicter sa conduite à M. Vorster dans l'Etat africain qu'il dirigeait.

Une pression directe

En avril 1976, à Lusaka, dans un grand discours qui devait poser *les bases d'une politique* africaine rénovée, M. Kissinger fit toutefois un pas important dans ce sens. Il assura en effet que « *l'Afrique du Sud doit venir, elle aussi, à la loi de la majorité* ». Toutefois, lorsqu'il rencontra à nouveau, en septembre 1976, à Zurich, le premier ministre sud-africain, M. Kissinger tentait seulement d'obtenir que celui-ci exerçât des pressions pour amener M. Smith à composition.

Aujourd'hui, c'est sur Pretoria qu'une pression s'exerce. Ce changement d'attitude a permis aux Occidentaux de ne *pas faire* trop mauvaise figure à la conférence de Maputo sur l'aide au Zimbabwe (Rhodésie) et à la Namibie. La déclaration finale laisse en effet ceux-ci libres de poursuivre la discussion de la question namibienne avec l'Afrique du Sud et « *prend acte* » des efforts de Londres pour régler le *problème rhodésien.* En fin de compte, les Africains n'ont pas succombé à la tentation de considérer comme de vaines promesses et une mise en scène diplomatique la nouvelle politique américaine en Afrique. C'est le signe que les « *petites phrases* » de M. Young et les remontrances de M. Mondale commencent à être prises au sérieux.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(Lundi 23 mai.)

Le Polisario traite en « mercenaires » les techniciens français de Mauritanie

Le Front Polisario a célébré les 20 et 21 mai, par des cérémonies organisées près de Tindouf, dans le Sud algérien, le quatrième anniversaire du déclenchement de la lutte armée pour la libération du Sahara Occidental. Le chef du gouvernement mis en place par les Sahraouis, M. Mohamed Lamine, répondant aux questions d'une cinquantaine de journalistes, n'a pas confirmé de façon explicite que les six Français disparus après l'attaque de Zouérate, en Mauritanie, soient prisonniers du Front.

M. Lamine a déclaré, d'autre part, au sujet des ressortissants étrangers travaillant en Mauritanie : « Toute personne physique ou morale, toute société étrangère venant, pour ses propres intérêts ou les intérêts d'autrui, renforcer le potentiel des pays qui nous agressent sera considérée comme mercenaire et traitée comme telle. » Cette interprétation inattendue du droit de la guerre a suscité de la part de M. de Guiringaud une protestation à laquelle on ne peut que s'associer.

Le désert insurgé

I. — Attendre l'adversaire

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE POUCHIN

Région de *Haouza*. — *Finies les* longues randonnées. Révolue l'époque de la grande aventure : Tindouf-l'Atlantique et retour dans la semaine. Ont-ils senti, ces soldats du Polisario, qu'à vouloir trop prouver aux témoins de leurs folles chevauchées, ils donnaient d'eux-mêmes l'image trompeuse de guérilleros au long cours, *sillonnant* sable et rocaille le temps d'un raid, avant de retrouver un abri sûr chez les « *frères algériens* » ?

Ils avaient, certes, amplement démontré que personne ne les empêcherait de courir le désert. Mais la preuve ainsi faite que l'occupant n'était pas maître du terrain, ne pouvait-on encore, perplexe, penser que ces « *chevaliers de la dune* » n'avaient… fait que passer ? Hier, contraints de rappeler au monde qu'ils existaient et qu'un repli, nécessaire mais provisoire ne signifiait ni désertion, ni renoncement, les combattants sahraouis veulent aujourd'hui montrer bien davantage : que cette terre — leur terre — eux aussi l'occupent, armés, au nez et à la barbe de leurs ennemis.

Nous n'irons pas voir l'Atlantique. Faute de temps, rien de plus. Car les invites n'ont pas manqué, claires et pressantes : « *Allez plus loin, continuez, c'est possible, vous verrez que nous ne bluffons pas, nous sommes partout…* » Mais d'unité en unité, de zone en zone, de poste-relais en base arrière, il faut maintenant près de trois semaines pour approcher d'El-Aïoun et s'en retourner. « *Pour comprendre notre lutte,* explique M. Salem Ould Salek, ministre de l'information du gouvernement sahraoui, *il faut avoir vécu parmi nos combattants. Organiser un convoi et vous emmener à l'océan, c'est facile, mais une promenade n'apprend rien…* »

La Land-Rover brinquebalante, prise de guerre sur l'armée marocaine, venait à peine de quitter le décor triste et obsédant de *pierres grisâtres qui s'étendait à perte de vue depuis bientôt trois* heures. Devant nous maintenant, une traînée de sable piquée de bosses et d'épineux : six années d'une sécheresse implacable ont achevé de brûler la végétation rachitique de l'oued Hamra. La vieille Land-Rover s'arrête : « *Vous y êtes !* », annonce notre guide, le doigt pointé vers une cahute faite de toile et de sacs de farine cousus et accrochés aux branches d'un arbre à demi mort.

Feignant d'ignorer notre trouble, les quelques hommes qui nous reçoivent ne diront rien avant d'avoir sacrifié, sans hâte surtout, au rituel des trois verres de thé.

Assis dans un coin d'ombre, entre une caisse de munitions soviétiques et un fusil mitrailleur belge récupéré lors de la dernière embuscade, *Mustapha nous attend.* Noir de peau, ce fils du désert nomadisait hier entre villes et points d'eau, troquant sur la côte les chameaux achetés au loin contre vivres et vêtements qu'il revendait sur les aires de parcours. Il a appris le français dans les écoles d'Atar et de Nouakchott, puis, contre l'Espagnol, il a rejoint les rangs alors clandestins du Front. Aujourd'hui, à vingt-deux ans, il conduit son unité, glissant de piste en oued, à l'affût du Marocain.

Il ne connaît pas l'Algérie, n'y est jamais allé, comme la quasi-totalité de ceux que nous rencontrons dans cette base, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Haouza. Une base, mais où donc ?

(Lire la suite page 4.)

AMÉRIQUES

Brésil

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1968

Les étudiants manifestent dans la rue pour le retour de la démocratie

Rio-de-Janeiro. — Les étudiants ont manifesté, le jeudi 19 mai, contre le régime militaire. Des meetings ont eu lieu dans plusieurs universités du pays. A Sao-Paulo, des centaines de jeunes ont défilé pendant une demi-heure en dépit de l'interdiction officielle et alors qu'un énorme dispositif policier avait été déployé pour les intimider. Des étudiants avaient décidé de faire du 19 mai une « Journée nationale de combat ». C'est la première fois depuis 1968 qu'un tel mot d'ordre a pu être lancé et suivi. Préparé, coordonné à l'échelon national, le mouvement est né de revendications universitaires, mais il s'est vite politisé. Les rassemblements de jeudi ont été organisés autour de deux thèmes principaux : l'amnistie des prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques. Souvent, les slogans ont dénoncé la nature policière et oppressive du régime.

A Rio-de-Janeiro, environ trois mille étudiants se sont réunis dans le préau de l'université catholique (PUC) et ont déployé des banderoles qui, partout ailleurs, passeraient pour académiques, mais qui, au Brésil, ont une saveur quasi révolutionnaire. Car il y a bien longtemps que les militaires au pouvoir ont découragé les porteurs de pancartes. *« Travailleurs, étudiants, unis contre l'oppression » :* on n'écrit pas ces quelques mots de la même façon à Rio qu'à Paris. Leur nouveauté plaide pour leur sincérité. D'autres proclamations, oubliées depuis longtemps, étaient affichées à bout de bras dans le campus : *« Résistance populaire »*, par exemple, ou *« Fin des tortures et de l'arbitraire policier ! »* Mais la vraie devise de la journée était celle que les étudiants de Sao-Paulo avaient donnée comme titre à un de leurs manifestes : *« Aujourd'hui, qui ne dit mot consent »*. Le 19 mai a été, en effet, la journée de la « reprise de la parole » après une longue période de silence et de répression.

Le soutien des professeurs

Les étudiants évaluent à quatre cents le nombre de prisonniers politiques pour lesquels ils réclament une amnistie et à plusieurs milliers celui des exilés dont ils demandent le retour au pays. La « journée de combat » a été lancée en réplique à une dizaine d'arrestations opérées le 1er mai par la police de Sao-Paulo, qui détient depuis cette date des ouvriers et des étudiants surpris alors qu'ils distribuaient des tracts. Des « comités du 1er mai » se sont formés aussitôt, composés de dirigeants universitaires, de parlementaires de l'opposition, de parents de prisonniers politiques.

Ce sont eux, avec les directoires étudiants, qui ont lancé la journée d'action. Comme on pouvait s'y attendre, le porte-parole de la présidence de la République, le colonel Toledo Camargo, également chargé de la propagande du régime, a parlé d' *« infiltration subversive »*. Le ministre de l'éducation, M. Ney Braga, s'en est pris, lui, aux « agitateurs ». Complainte classique qui a donné le prétexte au branle-bas de combat dans les casernes de la police militaire.

Le gouvernement, qui avait interdit les manifestations non seulement dans la rue mais aussi dans les enceintes universitaires, s'est efforcé d'éviter des heurts trop violents. Après avoir

De notre correspondant

dénoncé l'accord militaire qui le liait aux Etats-Unis pour éviter toute ingérence américaine dans la façon dont il applique chez lui la charte des droits de l'homme, il n'entend apparemment pas relancer la polémique sur un thème si cher à l'administration Carter. Une telle prudence a, évidemment, ses limites. Le 19 mai, néanmoins, elle a eu une double conséquence : à Brasilia, à Rio-de-Janeiro et à Sao-Paulo, la police n'est pas intervenue pour dissoudre les meetings qui avaient lieu sur les campus universitaires. A Sao-Paulo, où la tension était la plus vive car le comité organisateur avait maintenu son mot d'ordre de défilé dans la rue, les forces de police ont dispersé avec des bombes lacrymogènes une manifestation éclair. Une trentaine d'étudiants ont été arrêtés. Le secrétaire à la sécurité publique, le colonel Erasmo Dias, avait donné l'ordre de les relâcher après interrogatoire. Le mouvement pauliste a été appuyé par un manifeste de six cents professeurs, dont certains comptent parmi les intellectuels les plus brillants du pays. En quelques phrases, ceux-ci se sont prononcés en faveur du rôle nécessairement critique de l'Université et de l'exercice d'une liberté qui, à leurs yeux, doit pouvoir être pratiquée *« dans tous les domaines de la vie sociale »*.

La contestation étudiante naît, ou plutôt renaît, dans une Université qui a beaucoup changé en dix ans. Ses effectifs se sont en effet décuplés depuis le coup d'Etat militaire de 1964 ; elle connaît donc une crise de croissance aggravée par les méthodes autoritaires, la censure intellectuelle, les mesures d'intimidation qui ont la faveur des militaires au pouvoir.

Les mouvements marxistes-léninistes qui ont essayé de s'implanter en milieu étudiant ont, sans doute, contribué à organiser et à encadrer la journée d'action du 19 mai. Mais celle-ci n'aurait pas réussi sans la grogne qui s'empare des facultés comme du reste du pays. L'Eglise, les intellectuels, une bonne partie des classes moyennes, même certains milieux d'affaires, sont maintenant dans l'opposition au gouvernement. Le sachant, celui-ci a changé, en avril, les règles du jeu politique et électoral pour éviter une défaite cuisante aux législatives de 1978. Il n'a fait que démontrer, une fois de plus, son caractère arbitraire au moment même où il révèle quelques-unes de ses failles les plus graves : malgré de nombreuses mesures d'austérité, l'inflation continue en effet de plus belle (16 % de janvier à avril), plusieurs scandales financiers ont éclaté et montré la corruption qui règne dans une partie de la bureaucratie.

Le général Geisel tente de surmonter ces difficultés en utilisant un style populiste : il a allongé à un mois les congés des salariés et il n'a pas craint, au mépris des apparences, d'affirmer, à propos d'une récente réforme judiciaire, que celle-ci était destinée à rendre la justice plus populaire. L'inflation, la corruption et le populisme étaient quelques-uns des maux que les militaires dénonçaient dans le gouvernement Goulart lorsqu'ils l'ont renversé. Il est curieux de les rencontrer treize ans après dans leur propre régime.

CHARLES VANHECKE.

(Samedi 21 mai.)

LA MORT DE CARLOS LACERDA

Carlos Lacerda, ancien gouverneur du Guanabara et l'une des plus importantes personnalités politiques brésiliennes, est mort, samedi 21 mai, à Rio-de-Janeiro, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-trois ans.

Un « tombeur de présidents »

On l'avait appelé le « tombeur de présidents ». Après avoir conduit Vargas au suicide, Janio Quadros à la démission, après avoir comploté contre Kubitschek et préparé la destitution de Joao Goulart, Carlos Lacerda avait tenté de mettre fin au régime militaire, mais s'était brisé les dents. Privé de ses droits politiques en 1968 par ces généraux qu'il avait tant appelés de ses vœux, il vivait comme un rapace à qui l'on a retiré sa proie, non ses griffes.

Il fit sa dernière tentative en 1975. Commentant les premiers pas de la révolution portugaise, il traça d'audacieux parallèles avec la situation intérieure brésilienne. Lui qui se présentait comme un démocrate intransigeant, il s'en prenait aux essais de libéralisation du gouvernement Geisel. Il s'était mis à flatter la « ligne dure » de l'armée pour retrouver une audience parmi son public favori : les militaires.

Sept ans avant, il s'était réconcilié avec Kubitschek et Goulart, ses anciens adversaires, au nom de la redémocratisation du pays.

De telles volte-face lui étaient familières. Né en 1914 à Rio-de-Janeiro, il avait milité très jeune dans les rangs du parti communiste. Il était même allé jusqu'à lire publiquement un manifeste de Luis Carlos Prestes, secrétaire général du P.C.B. Plus tard, il devait faire de l'anticommunisme son arme de prédilection. Abusant de son talent et de son érudition, usant de ficelles qu'un stalinien n'aurait pas désavouées, il a dénoncé dans le moindre progressiste un agent de Moscou.

La corruption comme cheval de bataille

Journaliste, il fonde en 1949 un quotidien, Tribuna da Imprensa, *d'où il part à l'assaut contre Getulio Vargas, devenu président constitutionnel cinq ans après avoir été chassé de la tête de l'Etat comme dictateur, Carlos Lacerda choisit la corruption comme cheval de bataille. Il dénonce la « mer de boue » qui entoure le président. En 1954, il échappe de peu à un attentat conduit par un membre de la garde personnelle de Vargas, lequel se suicide quelques semaines après.*

Lacerda mène le même genre d'offensive contre Kubitschek. Il complote avec certains chefs militaires pour tenter d'empêcher son investiture. Leader de l'aile droite de l'Union démocratique nationale, parti libéral alors dans l'opposition, il multiplie les attaques contre le fondateur de Brasilia, dont la popularité, malgré tout, reste intacte. Il appuie la candidature et l'action de Janio Quadros pour aussitôt se retourner contre lui.

Elu en 1960 premier gouverneur de l'Etat de Guanabara, fondé avec Rio-de-Janeiro et sa banlieue quand Brasilia devient capitale fédérale, il se révèle un excellent administrateur et façonne le nouveau visage de la ville.

Apôtre d'un fort courant militaire

Après la démission de Quadros en 1961, le vice-président élu, Joao Goulart accède à la tête de l'Etat. Nouveaux complots, nouvelles campagnes furibardes du pourfendeur de gauchistes en tout genre. Goulart a des intentions réformistes. Il s'appuie sur les syndicats et flirte avec les communistes. Il devient donc une cible de choix pour Carlos Lacerda devenu l'apôtre d'un important courant militaire très vite disposé au putsch. Celui-ci a lieu le 31 mars 1964. Lacerda est naturellement « présidentiable » mais ne sera jamais président.

Il se heurte rapidement au général Castello Branco, premier président militaire, et perd alors toutes ses chances de diriger le pays. Il tente même de former un « Front élargi » avec Kubitschek et Goulart, ce qui lui vaut, en 1968, d'allonger la liste des victimes du régime. Privé de ses droits politiques pour dix ans, il est contraint au silence. L'ancien censeur des gouvernements corrompus se convertit alors aux affaires et à l'immobilier, où il fait fortune. Il tente un come back en se servant de l'image et de la présence de l'ex-général Spinola exilé à Rio. Mais son nouveau prêche tourne court.

Toute sa vie, il se sera donc montré un agitateur et un démolisseur de premier ordre. Il savait comme aucun autre mobiliser l'opinion publique lorsqu'il apparaissait à la radio ou à la télévision, et il utilisait tout son talent et toute sa fougue à faire tomber ses adversaires. Qu'aura-t-il apporté à son pays ? Beaucoup d'intelligence, comme l'affirment certains de ses fidèles ? Sans doute, et aussi une présence hors de pair au cours des vingt années que le Brésil a vécues après guerre en régime démocratique. Mais il a semé également beaucoup de haine et de confusion. Après tout, les militaires au pouvoir aujourd'hui ont été peu ou prou ses élèves et ils règnent au prix d'un nombre considérable d'idées fausses...

C. V.

(Mercredi 25 mai.)

PROCHE-ORIENT

LE SUCCÈS DE LA DRO[ITE]

LE PROGRAMME ÉLECTORAL DU LIKOU[D]

Le programme présenté par le Likoud aux électeurs israéliens comporte les principaux points suivants :

● POLITIQUE ETRANGERE ET SECURITE.

« *La Judée et la Samarie* (la Cisjordanie) *ne seront livrées à aucun pouvoir étranger. Entre la mer et le Jourdain, la souveraineté sera exclusivement israélienne.*

» *Tout plan prévoyant une renonciation à la moindre parcelle de la partie occidentale d'Eretz-Israël* (le territoire palestinien s'étendant sur les deux rives du Jourdain est considéré comme « Terre d'Israël ». Eretz-Israël) *entraînera inévitablement la création d'un Etat palestinien qui sera une menace à la sécurité de la population civile, mettra en danger l'existence d'Israël et sera une menace pour toute chance de paix.*

» *En dépit des préparatifs de guerre des ennemis d'Israël, le Likoud considère que la guerre peut être évitée. Le gouvernement du Likoud réalisera une synthèse de moyens politiques et de sécurité (...) qui permettra d'éviter une nouvelle agression et de nouvelles guerres.*

» *Les initiatives de paix du gouvernement du Likoud seront positives. Israël invitera ses voisins à une négociation directe en vue de la conclusion de traités de paix sans condition préalable et sans s'appuyer sur des solutions proposées par des tiers.*

» *Avec la signature des traités de paix qui mettra un terme à l'état de belligérance, les frontières seront fixées et des relations diplomatiques et commerciales s'établiront sur la base de la réciprocité entre tous les pays de la région.*

» *Le gouvernement du Likoud demandera à la jeunesse, en Israël et dans la diaspora, de s'installer dans toutes les parties d'Eretz-Israël et aidera tous les groupes et individus désirant prendre part au peuplement du pays, et cela sans que quiconque soit spolié de sa terre.*

» *L'O.L.P. n'est pas un mouvement de libération nationale, mais une organisation d'assassins qui est un instrument politique et une arme au service des Etats arabes et qui sert les ambitions de l'impérialisme soviétique. Le gouvernement du Likoud s'emploiera à la faire disparaître.*

● POLITIQUE ECONOMIQUE

» *Les Arabes d'Eretz-Israël qui solliciteraient la citoyenneté israélienne et s'engageraient à être fidèles à l'Etat seront admis dans la communauté nationale. Nous appliquerons une égalité absolue des droits et des devoirs pour tous les citoyens et résidents, sans distinction de race, de nationalité, de religion et de sexe, et une autonomie culturelle, religieuse et traditionnelle sera appliquée dans une pleine intégration économique de tous les éléments de la population.*

» *Le gouvernement du Likoud créera une infrastructure nouvelle pour l'économie nationale, s'emploiera à faire disparaître les entraves qui gênent le développement et l'assainissement de l'économie (...), et établira une économie libre fondée sur l'efficacité, l'initiative et la compétitivité.*

» *Il est possible de réduire l'inflation à des limites bien inférieures aux taux atteints ces quatre dernières années, et cela par la réduction du déficit des dépenses publiques.*

» *L'indépendance économique nécessitera une réduction du déficit de la balance des paiements jusqu'à près de 40 % en l'espace de quatre ans. Il faudra instituer une politique monétaire qui encouragera les exportations, limitera les importations et donnera à la livre israélienne sa valeur réelle sur le marché international.*

» *Le Likoud simplifiera le régime fiscal et supprimera les doubles impositions.*

» *La politique sociale sera fondée sur des accords entre employés et employeurs. L'anarchie qui a régné dans les rapports entre employés et employeurs, anarchie née de la faiblesse du régime travailliste, nécessitera l'instit[ution] de l'arbitrage obligatoire dan[s les] domaines vitaux afin de m[ettre] un terme aux conflits sociau[x qui] donnent naissance aux gr[èves] sauvages et entraînent la [...] de toute l'économie. »*

[Ce programme expose les posi[tions] d'un groupe de partis politiques [...] sous le nom de Likoud dans [une] sorte de fédération. La princ[ipale] composante en est le Herouth, [issu] de l'organisation clandestine [...] taire Irgoun Zvei Leoumi, et [dont] le président est M. Menahem B[egin]. Ses deux partenaires sont le [parti] libéral, dont le président [est] M. Simha Erlich, et le mouve[ment] Laam, que préside M. Ygal Horo[witz], ancien dirigeant travailliste, et [qui] est né de la fusion de deux pe[tites] formations : le centre indépen[dant] et le mouvement pour l'inté[grité] d'Eretz-Israël. Les 41 mandats [obte]nus le 17 mai par le Likoud [se] partagent de la façon suivan[te :] Herouth, 18 ; libéraux, 14 ; Laam, [...]

(Samedi 21 mai.)

Une victoire ambiguë

(Suite de la première page.)

Faut-il en conclure que la clientèle de la droite est entièrement acquise aux thèses annexionnistes ? Rien n'est moins sûr. Tous les sondages indiquent que les Israéliens, dans leur majorité, sont favorables à des compromis, à des concessions territoriales plus ou moins étendues, correspondant à la « qualité » de la paix que leur offriraient leurs voisins.

En tout état de cause, la compétition électorale n'a pas porté, ou très peu, sur le conflit israélo-arabe, considéré par la quasi-totalité des formations comme secondaire, dans la phase actuelle, par rapport aux problèmes de politique intérieure. L'opinion n'a pas eu le sentiment qu'elle était conviée à choisir entre les « faucons » et les « colombes », entre les partisans et les adversaires de l'annexion de la Cisjordanie dans son intégralité.

Le débat télévisé qui s'est déroulé à la veille de la consultation entre le chef du Maarakh, M. Shimon Pérès, et le leader du Likoud, M. Menahem Begin, a bien montré les limites des divergences qui séparent les deux hommes politiques. D'accord pour ne pas admettre le retour d'Israël, quoi qu'il advienne, à ses frontières de 1967, pour ne pas permettre la création d'un Etat palestinien et refuser tout dialogue avec l'O.L.P., ils ont rivalisé d'ardeur pour convaincre les téléspectateurs de leur volonté d'accroître le nombre de colonies juives implantées « *en Judée et en Samarie* ».

Sur un plan plus général, les propagandistes du Likoud ont eu beau jeu de soutenir que la « *prétendue modération* » du Maarakh, que ses dispositions à rendre une partie de la Cisjordanie au roi Hussein, n'ont pas été payantes. Brandissant à l'occasion l'épouvantail d'éventuelles pressions américaines qui aur[aient] comme objectif de priver I[sraël] de frontières « sûres », ils [fai]saient valoir la fermeté de M. [Me]nahem Begin, seul capable, [selon] eux, de défier la puissance [des] Etats-Unis.

Une intransigeance idéologique

Les équivoques entretenues, [les] slogans démagogiques lancés [de] part et d'autre au cours d[e la] campagne électorale, ont [sans] doute empêché nombre d'Is[raé]liens de mesurer les conséquen[ces] pratiques de leur vote [qui] risquent, pourtant, de donner [un] coup d'arrêt au processus de p[aix]. Un gouvernement homogène d[e] droite, sorte de « *front du re[fus]* » israélien, ne serait pas en me[sure] d'engager le moindre dialo[gue] avec les Arabes à Genève, [ou] ailleurs. Du coup, toute la s[tra]tégie de M. Carter dest[inée] à favoriser un règlement [de] compromis, serait remise en c[ause]. Les régimes arabes modérés [qui] ont misé sur une « *pax a[meri]cana* » s'estiment désormais [direc]tement menacés, et vont [sans] doute exiger de Washingto[n de] faire en sorte que le scrut[in du] 17 mai ne se traduise pas [par] une impasse prolongée.

Or, M. Begin est un ho[mme] connu pour son intransig[eance] idéologique. Il est sincère[ment] convaincu que la Cisjordani[e est] une partie intégrante et « *in[alié]nable* » de la patrie ances[trale] juive. Tout le monde s'ac[corde] pour estimer qu'il ne cédera [pas] « un pouce » de ce territoire [à un] pouvoir arabe, quel qu'il so[it].

A moins qu'un gouverneme[nt de] coalition comprenant des m[odé]rés ne soit finalement cons[titué], on voit mal comment le l[eader] du Likoud pourrait éviter, [à] terme, une crise dans les relat[ions] israélo-américaines.

ÉRIC ROULEA[U]

(Vendredi 20 mai.)

Les juifs américains craignent d'avoir à choisi[r] entre Washington et Jérusalem

De notre correspondant

New-York. — La victoire du Likoud — ou plutôt, comme le soulignent la plupart des éditorialistes américains, la défaite du parti travailliste — a fait l'effet d'une bombe dans la communauté juive-américaine et ne manquera pas d'avoir, sur son unité et ses rapports avec Israël, des répercussions sérieuses.

Officiellement, les porte-parole des principales organisations juives *(Conference of Presidents of Major Jewish Organizations* et *American Jewish Committee)* déclarent « *n'être pas émus outre mesure par le verdict démocratique rendu en Israël* ». Faisant peut-être de nécessité vertu, ils assurent même que M. Begin, en tant que conservateur, sera peut-être mieux placé qu'un libéral pour convaincre, le cas échéant, ses concitoyens de la nécessité de faire des concessions territoriales aux Arabes dans le cadre d'un règlement global. Et de citer par exemple Nixon, qui alla à Pékin, et de Gaulle qui « *accorda* » l'indépendance à l'Algérie. Derrière cette sérénité de façade et cet optimisme de commande, règne toutefois une grande nervosité.

Nombre de dirigeants des organisations juives craignent que leurs communautés n'éclatent après la formation du gouvernement Begin. Compte tenu de l'intransigeance de son chef, — beaucoup plus profonde, selon ceux qui ici le connaissent de longue date, qu'on peut l'imaginer. Les juifs américains pourraient bientôt être placés devant un choix difficile : soutenir Israël ou Washington. Jusqu'à présent, la plupart des juifs américains « *moyens* », qui sont favorables à un règlement de la crise par une solution de compromis qui réponde aux exigences de la sécurité d'Israël, s'étaient fait une raison face à l'intransigeance souvent manifestée par Jérusalem : il s'agissait, selon eux, de tactique, et le gouvernement israélien, bien que disposé à faire des concessions le moment venu, n'avait pas intérêt à abattre trop tôt ses atouts diplomatiques. L'inflexibilité fondamentale de M. Begin, encore réaffirmée depuis la victoire électorale, pourrait les diviser entre colombes et faucons. Pour la première fois, ils devront assumer leurs responsabilités et cesser de louvoyer autour de la question centrale : Israël doit-il, oui ou non, restituer peu ou prou les territoires occupés en 1967 en échange de la paix ? Le rabbin Alexander Schindler, président de la Conférence des présidents des principales organisations juives et chef de file du groupe « Réforme », doit se rendre en Israël dans les jours qui viennent. Il tentera de rendre sensible à M. Begin la réalité américaine.

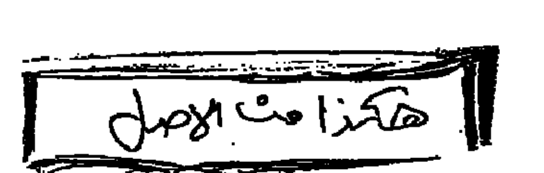
Le « lobby juif » à Washington (Israel American Action Commi[ttee]) risque, lui aussi, d'être pris pro[chai]nement entre le marteau et [l'en]clume. Un de ses membres n[ous a] confié, en privé, que si M. Beg[in lui] demandait de mobiliser ses am[is au] Congrès en faveur des thèses [tel]les que celle selon laquelle « *la rive [oc]cidentale du Jourdain est une zone [libé]rée* », il se verrait obligé de [lui] répondre : « *Impossible.* »

Pour beaucoup de dirigeants [des or]ganisations juives, la victoire [du] Likoud a été un véritable « [choc] culturel ». Sans être institutio[nnel]lement liés au parti travailliste, [ils] étaient en effet habitués, d[epuis] vingt-cinq ans, à travailler avec [ses] chefs, et lui portaient, pour de[s rai]sons historiques, un très grand [res]pect. Cela étant, le Likoud c[ompte] ici des amis solides au sein [de la] ZOA (Zionist Organisation of [Ame]rica), dont les membres, issu[s des] classes moyennes, se distingu[ent par] leur hostilité au socialisme. [Ce qu'ils] craignent par-dessus tout les [juifs] américains, c'est qu'en tirant [trop] sur la corde, en exigeant d[e la] communauté de se démarque[r par] rapport à la politique d'un pré[sident] qui bénéficie aujourd'hui d'un [large] soutien dans l'opinion, M. [Begin] n'aboutisse à attiser l'antisémi[tisme] toujours latent aux Etats-Unis.

LOUIS WIZNITZ[ER]

(Samedi 21 mai.)





…TIONALISTE AUX ÉLECTIONS ISRAÉLIENNES

M. BEGIN

…n avocat passionné du « Grand Israël »

…M. Menahem Begin n'a …nais dissimulé sa conviction … « Eretz Israël » (la patrie du …uple d'Israël) s'étend de la …diterranée au Jourdain. « La …t Palestine n'est que la tra…tion étrangère de la patrie …torique du peuple juif en terre …raël », déclarait-il en avril …1, lors d'un passage à Paris. …nséquent avec lui-même, il …st toujours opposé fermement …la restitution de la Cisjor…nie au royaume hachémite, et …té parmi les premiers à pré…iser la création « irréver…e » de nombreuses colonies …es sur la rive ouest du Jour… De même, M. Begin n'a …ais accepté la résolution du …seil de sécurité du 22 no…bre 1967, s'opposant à ce … le mot de « retrait » soit …sé dans toute évocation d'un …lement politique au Proche-…ent.

…e 1er juin 1967, à la veille … la guerre de six jours, … Begin avait mis fin à une …gue « traversée du désert » …entrant dans le gouvernement … coalition nationale présidé … M. Eshkol. Il n'y resta que … ans et le quitta avec éclat … août 1970, lorsque, ayant …cédé à M. Eshkol, Mme Golda … souscrivit au plan Rogers … prévoyait une solution né…ée de la crise israélo-…e. « En acceptant les propo…ns de paix américaines, dit-…rs, le gouvernement a égale…t accepté la résolution du …seil de sécurité du 22 no…bre 1967, ce qui signifie qu'il …ccepté un autre partage de …atrie. » Redoutable orateur, …n aux envolées lyriques, il … inlassablement le peuple …lien en garde contre les …ers d'un « nouveau Munich …Proche-Orient », et il déplore … « les amis d'Israël le …sent à capituler devant ses …mis ».

… le 16 août 1913 à Brest-…sk, M. Menahem Begin …ère, dès son plus jeune âge, … mouvement de jeunesse des …istes révisionnistes (BETAR). …tant enthousiaste et plein de …gue, il en devient le chef à …veille de la deuxième guerre …diale. Il est alors le disciple …nditionnel de Jabotinsky, … de l'aile « révisionniste » … ce mouvement, réputé pour … sionisme extrémiste. Après … études de droit à l'univer… de Varsovie, Begin est …é à diverses reprises par … autorités polonaises pour … organisé sans autorisation … manifestations contre la po…e de Londres.

… deuxième guerre mondiale …urprend à Vilna, capitale de …tuanie. Arrêté par les auto… soviétiques, il est envoyé …ibérie. Libéré en 1941, il est …isé à s'enrôler dans les … de l'armée dirigée par le …ral polonais Anders, et c'est … les ordres des Britan…s qu'il débarque, en 1942, … Palestine. Quelques mois plus tard, il se dressera contre ces mêmes Britanniques pour les chasser de Palestine. Dans ce but, il fonde, en 1943, le mouvement terroriste Irgoun Zvai Leoumi (organisation de l'armée nationale), qui refuse toute collaboration avec les autorités mandataires. En 1944, il « déclare la guerre à la Grande-Bretagne ». A partir de cette date, l'organisation dirigée par M. Menahem Begin se signale par une lutte implacable contre les autorités britanniques, contre les groupes armés arabes et, en même temps, contre la Haganah (l'armée clandestine juive), qui s'oppose aux méthodes terroristes de l'Irgoun.

Les portraits de Begin, dont la tête est mise à prix, sont affichés alors dans tous les postes militaires et les commissariats de police de la Palestine. Il réussit à échapper à toutes les recherches et à organiser une série de coups de main spectaculaires, dont le plus célèbre est le dynamitage du quartier général britannique, installé à l'hôtel King-David, à Jérusalem. Le 9 avril 1948, les hommes du groupe Irgoun massacrent les habitants du village arabe de Deir-Yassine, à quelques semaines de la proclamation de l'Etat d'Israël, suscitant une vive réprobation à travers le monde. « Horrifié » par cet acte terroriste, David Ben Gourion se décide alors à prendre des mesures contre l'organisation terroriste de l'Irgoun et son chef. Les relations entre les deux dirigeants sionistes se détériorent rapidement.

Le fondateur de l'Etat d'Israël engage l'épreuve de force lors de l'affaire de l'Altalena, un cargo bourré d'armes commandées par l'Irgoun, qui était arrivé dans les eaux israéliennes pendant la guerre d'indépendance. L'ONU ayant prescrit un embargo sur les envois d'armes pendant les négociations, pour tenter de rétablir la paix entre Arabes et Juifs, Ben Gourion ordonne que cet embargo soit respecté. Devant le refus de M. Begin, il fait couler le navire à quelques centaines de mètres de la plage de Tel-Aviv. Les deux hommes resteront des ennemis irréconciliables.

Après la fondation de l'Etat d'Israël, M. Menahem Begin dissout l'Irgoun et crée un mouvement politique de droite, le Hérout, qui, sauf une brève période, entre 1967 et 1970, est resté constamment dans l'opposition. Par ses positions franchement annexionnistes, M. Begin a influé sur la politique des divers gouvernements travaillistes qui se sont succédé à la tête de l'Etat, rendant plus difficiles les timides démarches de ces derniers en vue de parvenir à un règlement négocié au Proche-Orient.

JEAN GUEYRAS.

(Jeudi 19 mai.)

DE BEN GOURION A M. PÉRÈS

Vingt-neuf ans de gouvernements travaillistes

L'Etat d'Israël a toujours été dirigé depuis sa proclamation, le 14 mai 1948, par des gouvernements travaillistes. Le premier a été formé par David Ben Gourion, un des fondateurs du parti Mapai, le principal parti gouvernemental (travailliste). Ben Gourion, (mort le 1er décembre 1973), était à la fois premier ministre et ministre de la défense.

C'est ce cabinet qui dut faire face, dès le lendemain de la création du nouvel Etat, à la première guerre israélo-arabe, déclenchée par les Etats voisins. Ce conflit devait se prolonger jusqu'en février 1949, date de la signature des conventions d'armistice de Rhodes. Le 24 février, la première convention est signée entre Israël et l'Egypte, puis successivement entre Israël et le Liban (23 mars), la Transjordanie (le 3 avril) et la Syrie (le 20 juillet). Le 13 décembre 1949, Ben Gourion transfère la capitale du nouvel Etat à Jérusalem, mais la ville reste divisée.

En novembre 1953, Ben Gourion décide d'abandonner toutes ses fonctions officielles et se retire dans un kibboutz du Néguev. Son successeur est Moshe Sharett, un des leaders du Mapai, qui dirigera le gouvernement jusqu'en 1955.

Après les élections de novembre 1955, Ben Gourion revient à la tête du gouvernement. Il lance, en 1956, la campagne du Sinaï qui est occupé par les troupes israéliennes, pendant que les troupes anglo-françaises débarquent sur le canal de Suez.

Sous la pression des Etats-Unis, l'armée israélienne doit évacuer, en 1957, ses dernières positions dans le Sinaï et dans la poche de Gaza.

Après l'affaire Lavon, qui affaiblit son prestige, Ben Gourion forme un dernier gouvernement en novembre 1961, mais, dès janvier 1963, il se retire définitivement de la scène politique. Ses tentatives en vue de constituer un nouveau parti, le Rafi, avec le général Moshe Dayan, tournent court.

En 1963, Lévi Eshkol (mort en 1969), autre dirigeant du Mapai, lui succède. C'est pendant cette période qu'Israël remporte sa plus grande victoire sur les Arabes au cours de la troisième guerre israélo-arabe, celle de 1967, dite guerre de six jours. Le 28 juin, la partie jordanienne de Jérusalem est annexée et, la même année, les premiers colons israéliens s'installent sur le Golan et dans la bande de Gaza. Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité adopte la fameuse résolution 242 qui ne traite du problème des Palestiniens que sous la forme d'un « problème de réfugiés ».

Il reviendra au successeur de Lévi Eshkol, Mme Golda Meir, qui forme en 1969 son premier gouvernement et fut également l'un des dirigeants du parti Mapai (appelé désormais parti travailliste), de diriger le pays pendant la période troublée qui s'étend de 1967 à 1973. Le 2 janvier 1969, à la suite du raid israélien contre l'aéroport de Beyrouth, la France impose un embargo sur les armes à destination d'Israël. L'Etat juif devra dès lors s'appuyer presque exclusivement sur les Etats-Unis, pour ses fournitures militaires.

Dès juillet 1969, la guerre d'usure commence sur le canal de Suez ; le cessez-le-feu du 7 août 1970 ne mettra pas fin à la tension en Cisjordanie et à Gaza, tandis que le terrorisme palestinien fait rage (assassinat des athlètes israéliens à Munich en septembre 1972).

En octobre 1973, Mme Golda Meir doit affronter la terrible épreuve de ce que les Israéliens appellent la guerre du Kippour. Elle parvient pourtant, avec l'aide du général Moshe Dayan, ministre de la défense, à redresser la situation ; la guerre se termine par de nouvelles victoires israéliennes, mais, sur le plan politique, ce sont les Arabes qui l'ont emporté. Les critiques adressées au gouvernement de Mme Golda Meir expliquent le recul du parti travailliste aux élections qui ont lieu à la fin de l'année. En 1974, Mme Golda Meir démissionne. M. Itzhak Rabin est élu, en mai, chef du gouvernement, poste qu'il conservera jusqu'en avril 1977 lorsqu'il devra démissionner à la suite du scandale provoqué par la découverte d'un compte bancaire aux Etats-Unis au nom de sa femme. La démission de M. Rabin, le 7 avril 1977, entraîne la nomination, à titre provisoire, de M. Shimon Pérès, ancien ministre de la défense, comme premier ministre jusqu'aux élections du 17 mai.

Dans l'intervalle, le premier accord de dégagement a été signé avec l'Egypte, en janvier 1974, puis avec la Syrie, en mai de la même année. Le 1er septembre 1975, un deuxième accord est signé entre Israël et l'Egypte, mais la paix définitive se fait toujours attendre.

(Jeudi 19 mai.)

Nombre de sièges des travaillistes et de l'opposition de droite dans les Knesset successives

	25-1-1949	30-7-1951	26-7-1955	3-11-1959	15-8-1961	2-11-1965	28-10-1969	31-12-1973	17-5-1977
Travaillistes (Maarakh depuis 1965) (1)	67	65	64	68	63	67	63	54	32 (sous réserve)
(pourcentage)	50,4	49,8	47,7	51,4	48,9	51,2	49,7	39,8	
Opposition de droite (Likoud depuis 1973)	26	35	33	31	34	32	26	29	63 (sous réserve)

(1) Ces chiffres comprennent le nombre des sièges (entre 3 et 5) des partis arabes apparentés au Maarakh.

Le lent déclin d'un mouvement

On peut dater des années 60 le déclin des travaillistes israéliens, au pouvoir depuis plus de cinquante ans, d'abord au sein de la communauté juive en Palestine, et ensuite dans l'Etat d'Israël. Deux événements ont joué un rôle décisif : la transformation du Mapai en front travailliste en 1968 contribuant ainsi à la scission qui a donné naissance au parti Rafi de MM. Ben Gourion, Dayan et Pérès ; l'entrée au gouvernement, en juin 1967, du Hérout, parti de M. Menahem Begin, confiné depuis des décennies dans l'opposition. En s'associant à la droite nationaliste, les travaillistes l'avaient ainsi légitimé aux yeux de l'opinion.

En fait, le glissement à droite qui caractérise la vie politique en Israël depuis la guerre de 1967 n'a pas épargné le parti travailliste. La vague nationaliste et le mysticisme religieux qui déferlent sur le pays depuis la guerre d'octobre ont également exercé leur influence sur le grand parti gouvernemental.

Le déclin du travaillisme israélien tient à des raisons historiques multiples. Les fondateurs et idéologues du mouvement ouvrier juif en Palestine avaient rêvé d'y créer une société pluraliste dont la classe ouvrière serait la base et où elle exercerait son hégémonie. Jusqu'à la création de l'Etat, et même quelques années au-delà, les dirigeants travaillistes ont d'ailleurs appartenu à la classe ouvrière et vécu dans des conditions extrêmement modestes. Avec l'afflux des capitaux, les contributions de la Diaspora et les réparations de l'Allemagne fédérale, des changements socio-économiques et moraux très prononcés se sont produits dans toutes les couches de la société israélienne, entraînant un embourgeoisement de la classe dirigeante.

La « grande immigration » des années 50 avait changé la physionomie de la société israélienne. La plupart des nouveaux venus étaient encore profondément attachés aux idéaux nationaux et religieux du judaïsme. Le gouvernement ne s'est pas soucié de développer chez eux une conscience de classe. La politique de Ben Gourion, après la création de l'Etat, a plutôt abouti, en effet, à estomper les différences de classes au profit d'un nationalisme qu'ont avivé les conflits avec les Arabes.

Jetant Israël dans une crise économique aiguë, la guerre d'octobre 1973 a contraint le gouvernement à prendre des mesures économiques très impopulaires qui ont diminué considérablement le pouvoir d'achat des salariés.

Le déclin des travaillistes s'est amorcé aussi au sein de l'Histadrouth, pourtant leur bastion le plus solide. Dès l'époque du mandat britannique en Palestine, la centrale syndicale était la base même de leur puissance, car elle regroupait de façon originale les grandes entreprises aidant financièrement le parti au pouvoir dans des moments difficiles ou pendant les campagnes électorales et les syndicats eux-mêmes. L'emprise du parti Mapai, devenu ensuite parti travailliste, sur l'Histadrouth, qui englobe 95 % des salariés israéliens, lui était précieuse pour le maintien de son influence au sein de l'Etat.

Or deux phénomènes ont contribué à l'affaiblissement des travaillistes au sein de l'Histadrouth : la montée de technocrates éloignés des idéaux socialistes des pères fondateurs (tel, par exemple, le général Amid, P.-D.G. du complexe métallurgique Koor, qui a adhéré au parti Dash du général Yadin) et, parallèlement, dans les années 60, la grande percée de la droite nationaliste, le Gahal (devenu en 1973 le Likoud), dans ce bastion travailliste.

La défaite des travaillistes aux élections du 17 mai a donné l'alerte au sein de l'Histadrouth. En effet, si la droite vient à en prendre le contrôle, elle pourra mener non seulement sa politique intransigeante à l'égard du monde arabe, mais aussi sa politique sociale : restriction du droit de grève, facilités offertes aux capitaux étrangers, etc. L'élection, dans un mois, des organes dirigeants de l'Histadrouth revêt de ce fait une grande importance. Si le Maarakh maintient son pouvoir au sein de la puissante organisation, le Likoud aura peine à appliquer sa politique. L'Histadrouth jouera alors à nouveau un rôle de premier plan et ne sera plus soumise à la volonté du gouvernement, comme le souhaitait son secrétaire général entre 1969 et 1974, M. Itzhak Ben Ahron. Ce dirigeant socialiste avait prévu, il y a une quinzaine d'années, le déclin du mouvement travailliste israélien. Dans un article devenu classique : « Pour un changement audacieux avant la catastrophe », publié en 1963, il avait appelé à la création du Maarakh, front parlementaire des partis socialistes, qui devait prendre forme deux ans plus tard. Cela permit de retarder de quelques années la débâcle des travaillistes. Toutefois, les chefs du Maarakh ont sous-estimé les mises en garde et les demandes de « changement profond » de leur politique sociale. Ils l'ont payé lourdement mardi.

AMNON KAPELIOUK.

(Vendredi 20 mai.)

UN VRAI PATRIOTE

Des dizaines de milliers de voix ont été accordées à M. Flatto-Sharon, recherché par les autorités françaises pour escroquerie. Un inconnu qui n'a découvert Israël et le sionisme qu'à la suite de ses ennuis avec la justice française éveille soudainement l'admiration des Israéliens, avec qui il ne peut même pas dialoguer, ignorant totalement l'hébreu.

Le providentiel chauffeur de taxi des journalistes nous a expliqué pourquoi : « Il y a tant de dirigeants qui ont envoyé à l'étranger de l'argent volé en Israël... Au moins, Flatto est un patriote. Il place en Israël l'argent qu'il a volé à l'étranger. »

A. K.

Le conflit du Sahara occidental

LE DÉSERT INSURGÉ

(Suite de la première page.)

A pied, l'œil grand ouvert, nous referons le dernier kilomètre du long voyage qui nous a conduit des campements algériens jusqu'à ce coin de désert. Tout était là et nous n'avions rien vu . maquisards d'un maquis plutôt rare, les Sahraouis ont le génie du camouflage. Ici et là, nichés au creux d'un bosquet, une jeep mauritanienne équipée d'un canon de 106 mm, un mortier que son serveur bichonne, une mitrailleuse 12,7 mm venue de France, via Rabat, d'autres pièces lourdes et d'autres Land-Rover, des cabanons rapiécés et, tout au bout, un trou entouré de pierres plates : le puits. « *Celui-là*, dit Mustapha en souriant, *les Marocains ne se sont sûrement jamais doutés qu'il existait. Et il y en a bien d'autres. L'an passé, ils racontaient qu'ils nous avaient coupé la route de l'eau...* »

tionnel pour que naisse l'esprit du soldat national révolutionnaire. »

Respect ? Discipline ? Règlements ? A entendre ceux qui nous ont reçu on chercherait en vain des traces de hiérarchie : « *Entre le ministre de la défense et les hommes qui sont là, il n'y a personne et tout le monde* », assure, d'un ton fort sérieux, M. Mustapha, auquel nous demandions de rencontrer le « chef » de la base. *Nul n'est dupe, bien sûr : on* n'affecte pas un soldat, on ne disperse pas des unités, on ne déménage pas une base au gré des humeurs de chacun.

Mais plus qu'un désir manifeste de ne point lever le voile sur l'organisation et la logistique *du Front, la boutade de M. Mus*tapha traduit une volonté, tout aussi perceptible, de ne pas accrocher le moindre privilège à une hiérarchie « naturelle » fondée sur la compétence ou l'habileté particulière de quelques-uns.

El-Aïoun passe là, dans ce décor lunaire, qui domine toute la région. « *Territoire libéré* », proclament fièrement les Sahraouis, *qui nous accompagnent. Les Ma*rocains pourtant avaient occupé la place (de même que Jdiria et Haouza, plus à l'Ouest) avant même que la « marche verte » ne se mît en branle, en novembre 1975. « *Mais ils n'ont pas pu soutenir nos harcèlements et nos bombardements*, affirment les hommes du Polisario, *et ils ont dû céder le terrain en mai 1976.* »

A Rabat, on préfère justifier l'abandon de certains postes (Farsia n'est pas le seul exemple) en expliquant que « *les impératifs stratégiques des forces armées royales ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de l'armée espagnole* ». De là à laisser l'adversaire contrôler une place qui coupe Mahbès du reste du territoire... Les légionnaires espagnols s'étaient-ils donc plantés sur cette pierraille hostile pour faire villégiature ?

La « *reconquête* » sahraouie reste bien sûr fort limitée et son développement, d'un point de vue strictement militaire, semble encore illusoire. Mais les vrais avantages marqués par les guérilleros sont ailleurs : dans leur capacité à « *tenir le terrain* », à harceler sans cesse, à se dérober ou à résister aux opérations de ratissage entreprises en commun par les forces mauritaniennes et marocaines. Et plus encore : *dans leur détermination* à porter la guerre chez l'ennemi par de longs raids, des contreforts de l'Atlas au fleuve Sénégal. Ainsi s'explique la récente opération sur Zouérate qui, au-delà de son impact psychologique et de ses conséquences sur l'économie mauritanienne, pourrait annoncer une nouvelle phase de la guerre, ce que certains appellent déjà « *la bataille des villes* ».

1977 sera-t-elle « *l'année de l'effondrement des forces annexionnistes* », comme l'affirment les Sahraouis ? Même en faisant la part de la propagande et du volontarisme nécessaires pour « *mobiliser les énergies du peuple tout entier* », on aurait de bonnes raisons de juger le parti un peu aventureux. A demi claquemurées dans leurs garnisons, harcelées dès qu'elles en sortent, les armées de Rabat et de Nouakchott ne sont pas pour autant au bord de la déroute. Comment les maquisards sahraouis pourraient-ils tenir un poste ou une bourgade d'où ils auraient bouté l'occupant sans *devenir eux-mêmes la cible*, visible, cette fois, d'une aviation que ne peut sérieusement menacer l'armement dont ils disposent aujourd'hui ?

ILES CANARIES
LA PALMA
LANZAROTE
Santa-Cruz
FUERTEVENTURA
GOMERA
TENERIFE
Las Palmas
Cap Juby
HIERO
GRANDE-CANARIE
Ifni
MAROC
Goulimine
Oued Drâa
ALGÉRIE
Tarfaya
Tindouf
Tah
Hagounia
Houza
Mahbès
FER
EL AÏOUN
Jdiria
Gara Djebilet
Hamra
SMARA
SAGUIA
Bir Lahlou
Amgala
EL HAMRA
Cap Bojador
Bou Craâ
Tifariti
OCÉAN
PHOSPHATES
ATLANTIQUE
Guelta-Zemmour
Bir-Moghrein
SAHARA
OCCIDENTAL
Dakhla
Tropique du Cancer
Aoussert
RIO DE ORO
Zouerate
S A H A R A
F'Derick
MAURITANIE
Al Aouina
la Güera
Nouadhibou
Cap Blanc
Atar
Routes revêtues
Pistes
kilomètres
0 100 200

La base vient de s'installer. La nuit dernière encore, elle était un peu plus loin. Mais depuis trois jours les Marocains font donner leur aviation, absente du ciel pendant un mois. Entre 11 heures et midi, les F-5 passent et repassent très vite, à haute altitude, lâchent parfois quelques bombes et s'en vont. « *Bien sûr, ils savent que nous sommes dans la région*, explique un guérillero, *mais jamais où exactement. Ils tentent de nous repérer, mais n'osent pas descendre trop bas. Ils bombardent ce qu'ils croient voir bouger: hier, c'était trois ânes autour d'un puits.* » Forfanterie ? Les hommes du Polisario ont du mal à admettre que la surveillance aérienne et les bombardements intermittents les affaiblissent ou les gênent.

Les recettes de l'école coranique

Il est clair, en tout cas, que cela ne les émeut guère. Au moindre vrombissement, si le site s'y prête, on masquera le véhicule sous l'arbre le plus proche, et l'équipage s'égaillera, chacun vers son buisson ; surpris en terrain découvert, on stoppera net, pour que s'efface le nuage de poussière arrachée à la piste, et l'on attendra que l'alerte cesse. La mobilité des bases, la dispersion en petites unités, suffisent, en général, à protéger du danger venu du ciel. Mais les sorties de bombardiers et d'avions de reconnaissance n'en gênent pas moins les déplacements de trop longs convois en pleine journée. Qu'importe ! Nous nous déplacerons, ces jours-là, avant l'aube, tous phares éteints, par une nuit sans lune. Les Sahraouis ont des yeux de chat !

16 heures : le soleil déclinant brûle encore le lit desséché de l'oued Hamra, mais, autour des cabanons, la vie reprend. Pour les unités au repos dans la base, c'est l'heure de l' « école » : assis en cercle au pied d'une dune, cinquante hommes, jeunes et vieux, tous vêtus de la même djellaba, *dont l'ocre pâle se fond avec la* couleur du sable, écoutent sagement l'instructeur en treillis debout au milieu d'eux.

Au tableau — une planche de bois peint, — on a dessiné la carte du pays.

La révolution pédagogique n'a pas *gagné le maquis où triomphent* encore les vieilles recettes de l'école coranique : un à un, les combattants se lèveront à l'appel de l'instructeur pour répéter la leçon du jour. Tout comme ceux de la classe d'à côté qui, tapis entre deux arbres, rabâchent devant le maître — un ancien de la police nomade, du temps des Espagnols — le cours élémentaire de formation militaire : « *Le travail pour le renforcement de l'organisation dans l'armée impose la discipline révolutionnaire et le respect des règlements. Il fonde l'éveil politique et culturel et élève le niveau organisa-*

Quand, la nuit venue, l'oued se transforme en bivouac, rien ne distingue plus, autour du feu de bois, le maître de ses élèves, ni le chef anonyme du jeune guérillero : tous plongeront les doigts dans la cuvette en fer blanc pour manger, sans trop y regarder, l'ordinaire sahraoui, une bouillie blanchâtre faite de pain cuit dans le sable, le lait concentré et de graisse. Heureux les jours où l'on tue un corbeau...

Ainsi vivent les maquisards du désert, en attendant que l'adversaire se montre. Mais, si l'on en croit les Sahraouis, les « *bonnes occasions* » sont de moins en moins fréquentes : « *Avant ils se terraient, maintenant ils s'enterrent* », plaisante l'un d'eux pour expliquer le calme apparent *qui règne sur la région. Dans la* plupart des bourgades qui s'égrènent sur la « grande » piste, de Mahbès à El-Aïoun, il semble en effet que l'armée d'Hassan II ait creusé assez d'abris pour rendre presque inoffensifs les bombardements d'artillerie. A Houssa tout au moins, les guérilleros ont quasiment renoncé à « *perdre des boulets* ».

Reste donc à guetter les sorties, rares certes, mais indispensables, au moins pour le ravitaillement. Tout se passe alors très vite : les petites unités dispersées aux alentours se regroupent ; les hommes au repos à l'arrière remisent cahiers et crayons. L'embuscade aura lieu à l'endroit et au moment choisis par les maquisards. Les témoignages des prisonniers (rencontrés plus tard dans le désert algérien) montrent que la tactique est à peu près toujours la même. M. Mohamed Lahbib, quarante ans, un Marocain de Tétouan, rappelé en février 1976 (matricule 2943), était depuis six mois en garnison à Guelta-Zemmour, quand, le 27 mars dernier, il dut intégrer l'escorte d'un convoi d'une soixantaine de camions chargés d'aller « *faire les courses* » à El-Aïoun.

La tactique est simple, l'objectif évident : fixer l'adversaire et couper, chaque fois que c'est possible, *ses lignes de communications*. Sur ce plan, il est incontestable que les Sahraouis ont, en l'espace d'une année, redressé une situation, qui était devenue très précaire après l'exode massif des réfugiés vers la région de Tindouf. En mars-avril 1976, Marocains et Mauritaniens se targuaient de contrôler l'ensemble du territoire. Ils étaient maîtres, il est vrai — outre El-Aïoun, Smara et Dakhla (ex-Villa-Cisnéros), — de la quasi-totalité des villages, postes et points d'eau connus.

« Territoire libéré »

Les temps ont changé. Sur une colline pelée, battue par tous les vents, on visite aujourd'hui les ruines de ce qui fut le camp militaire de Farsia. La seule piste qui relie Mahbès, près de la frontière algérienne, à Smara et à

DOMINIQUE POUCHIN.

(Mercredi 25 mai.)

Prochain article :

UN PARTI-ÉTAT

A Tripoli

La conférence des ministres des affaires étrangères islamiques adopte une position très prudente au sujet de l'Érythrée

Tripoli. — La huitième conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques a terminé ses travaux à Tripoli. Trente-huit des quarante et un Etats membres de la conférence étaient représentés, dont vingt-six par leurs ministres des affaires étrangères. Parmi les invités et les observateurs figuraient le Nigéria, trois organismes internationaux l'ONU, l'O.U.A. et la Ligue (arabe) et huit associations et mouvements islamiques, dont le Front MORO des Philippines.

De notre envoyé spécial

C'est d'ailleurs l'archipel philippin qui, après la Palestine, a, dans une certaine mesure, eu la vedette au cours de ces assises. A plusieurs reprises, le Dr Treiki, ministre libyen des affaires étrangères et président de la conférence, a expliqué le point de vue de son gouvernement en ce qui concerne le sort des minorités musulmanes philippines. *L'octroi du statut d'observateur aux* représentants du Front de libération MORO, « *à titre exceptionnel, de manière à ne pas créer de précédent pour les autres organisations similaires* », peut être considéré comme un succès du gouvernement libyen, qui soutient directement ce mouvement dont le siège est installé à Tripoli. Cependant, plusieurs délégations africaines se sont, semble-t-il, opposées à une condamnation formelle du gouvernement de Manille. Le communiqué final de la conférence affirme à ce propos que : « *La conférence a chargé de nouveau la commission quadripartite de poursuivre sa mission de médiation entre le Front de libération MORO, qui est le représentant légitime du mouvement des musulmans du sud des Philippines, et le gouvernement de Manille.* »

Un ton plus modéré pour la Palestine

Pour ce qui concerne la Palestine, plusieurs délégations africaines, dont celle du Gabon, ont fait savoir qu'elles désapprouvaient les condamnations trop catégoriques de l'Etat d'Israël. Elles ont demandé qu'un ton plus modéré soit adopté. Le communiqué dispose notamment que « *la conférence constate avec regret que l'entité sioniste persiste dans sa politique d'occupation, d'expansion, d'annexion, de destruction de bâtiments et d'expropriation de biens ainsi que d'expulsions massives des Arabes vivant dans les territoires occupés* ».

Dans son discours inaugural, le colonel Kadhafi avait proclamé, à l'ouverture des travaux : « *La solution du problème palestinien n'est détenu par aucun dirigeant arabe, et surtout pas par ceux qui en font commerce et recherchent la protection de l'impérialisme. La guerre et la paix sont entre les mains du peuple palestinien, et notre devoir consiste à soutenir, avec tous nos moyens, ce peuple opprimé...* »

D'autre part, « la conférence appelle tous les Etats à fournir toutes les formes d'assistance aux peuples palestinien et arabe dans leur lutte légitime. » Elle « *réitère les liens étroits qui unissent les musulmans à la ville sainte de Jérusalem et le devoir des Etats islamiques de la libérer et de la mettre de nouveau sous contrôle arabe* ». Enfin, elle « *confirme la résolution qu'elle a adoptée à Djeddah pour l'expulsion d'Israël des Nations unies et de toutes les organisations internationales* ». Israël a été, une fois de plus, mis en parallèle avec l'Afrique du Sud lors des discussions consacrées à l'Afrique australe.

Le communiqué affirme : « *La conférence réitère l'engagement des pays musulmans à lutter contre le racisme en Afrique du Sud, en Zambie, au Zimbabwe et en Palestine occupée.* »

La France et Mayotte

La conférence a été très sévère à l'encontre du gouvernement français à propos de Mayotte. Le communiqué final condamne à ce propos « *les prétendus référendums imposés aux habitants de ce territoire et organisés les 8 février et 17 avril 1977, qu'elle déclare nuls et non avenus. Elle rejette d'avance également toute autre forme de référendum ou de consultation susceptible d'être organisé à l'avenir ou toute loi ou réglementation adoptée par les autorités françaises et tendant à donner une base légale à la présence française sur le territoire comorien de Mayotte* ».

La question érythréenne a occupé en revanche une place très réduite dans les préoccupations des délégués à Tripoli. Ceux-ci ont refusé de se laisser entraîner par le délégué de la Somalie qui, entendant assimiler le cas de l'Erythrée à celui de l'Ogaden, voulait les amener à se prononcer en faveur du retour de cette province à la Somalie. D'autre part, alors que certaines délégations arabes semblaient disposées à soutenir sans réserve la cause érythréenne, les délégations africaines ont fermement réaffirmé que, pour elles, la rébellion portait atteinte à la charte de l'O.U.A. qui impose le maintien scrupuleux des frontières africaines actuelles.

Le communiqué final, qui ne consacre que quatre lignes à cette question, fait d'ailleurs siennes, pratiquement sans réserve, les thèses africaines puisqu'il affirme : « *La conférence a étudié la question de l'Erythrée et décidé de coordonner ses efforts avec ceux de l'O.U.A. en vue d'un règlement juste et équitable dans le cadre de la fraternité afro-asiatique.* » Non seulement aucun *des trois mouvements érythréens de* libération n'a été invité ni n'a obtenu le statut d'observateur, mais aucun d'entre eux ne s'est, à aucun moment, manifesté dans les couloirs de la conférence.

La défense des minorités opprimées

L'absence de trois Etats membres de la conférence islamique, réputés parmi les plus conservateurs, le Soudan, l'Egypte et l'Iran, pouvait laisser supposer que les éléments les plus progressistes céderaient à la tentation d'imposer le vote de résolutions très intransigeantes. Or c'est au contraire un sentiment de relative modération qui se dégage de l'ensemble des travaux de Tripoli. Par ailleurs, ces assises, par la place occupée par la question philippine notamment, ont constitué une illustration de la politique de défense des minorités opprimées que le colonel Kadhafi entend mener à travers le monde. Enfin, cette rencontre a montré qu'il existait une solidarité islamique, dont les fondements ne *sont plus exclusivement linguistiques*, culturels et religieux. C'est au nom de cette solidarité que les délégués, qui ont reconduit le Sénégalais Karim Gaye dans ses fonctions de secrétaire général de l'organisation de la conférence islamique, se retrouveront à nouveau, à Dakar cette fois, pour leur neuvième session.

PHILIPPE DECRAENE.

(Mercredi 25 mai.)

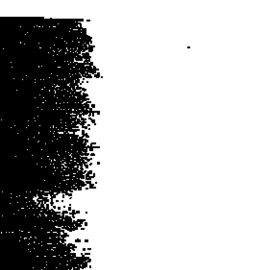
TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

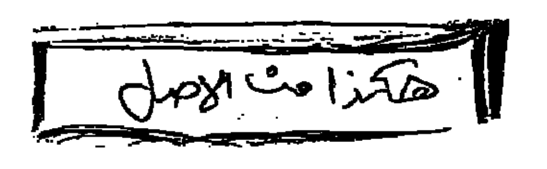
(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois (F.F.)
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	59
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	58
T.O.M. (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ..	92

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants pour les renouvellements de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.





A LA CONFÉRENCE DE MAPUTO

L'Afrique « militante » et l'Occident ont amorcé un rapprochement

De notre envoyé spécial

...ito. — La « conférence ... pourrait faire date ... histoire de l'Afrique ...ale. En dépit de sa ...tion, la « déclaration ...uto » sur la Namibie ...Zimbabwe (Rhodésie) ...té quelques réserves ...part des puissances ...tales, notamment des ...nis et de la Grande-...e. Accompagné d'un ...amme d'action », ce ...'en a pas moins été ...par acclamations par ...férence internationale ... soutien aux peuples ...babwe et de la Namibie ...ui s'est achevée samedi ...mai.

...t de condamner leur ... cette « déclaration de ... laisse les Occidentaux ...oursuivre la négociation ...stion namibienne avec ...u Sud. En ce qui concerne la ...Rhodésie, elle « prend ...forts que le Royaume-...ance administrante, a ... parvenir à un règle-...cié dont l'objectif est ...indépendance du Zim-...nstaurant le gouverne-...la majorité en 1978 ». ...e en outre à un em-...ralisé sur les fourni-...es à l'Afrique du Sud et à un arrêt de « toute forme de collaboration nucléaire » avec ce pays.

Les Britanniques se sont montrés les plus réservés sur une déclaration qui, tout compte fait, prouve à quel point les Africains se sont montrés attentifs aux arguments des Occidentaux en faveur de règlements négociés. La délégation de Londres semble avoir craint en effet que la « déclaration de Maputo » la gêne dans ses négociations avec Salisbury, que son Parlement puisse en prendre ombrage ou que, plus tard, les Nations unies lui rappellent l'existence d'un engagement formel. Les Occidentaux se sont inquiétés d'une référence à l'urgence d' « élargir la portée des sanctions de manière à inclure toutes les mesures envisagées à l'article 41 de la charte des Nations unies », ce qui impliquerait la rupture de toutes les liaisons avec la Rhodésie. Ils y voyaient une contradiction avec la poursuite des négociations engagées.

M. Young a assez bien traduit le sens des réserves occidentales en avouant qu'à ses yeux, « le problème est de ne pas trahir la négociation ». Autrement dit, l'effort de compromis accompli par plusieurs délégations africaines n'a pas permis d'obtenir l'adhésion complète des cinq pays occidentaux (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, France et Allemagne fédérale) qui tentent de régler « pacifiquement les conflits namibien et rhodésien ». Au lieu d'une explication de vote, puisqu'on s'est bien gardé de proposer un vote, les Occidentaux ont opté pour une « explication de consensus », si l'on peut dire, en choisissant d'émettre des réserves sur les deux textes plutôt que de les rejeter.

La réunion, à Maputo, d'une centaine de délégations n'en a pas moins constitué une rencontre d'un grand intérêt. Si les mouvements de libération ont été les plus sceptiques sur l'intérêt des initiatives occidentales, le Mozambique, qui assurait la présidence de la conférence, et la Tanzanie, qui préside le comité de décolonisation des Nations unies, ont été les plus actifs dans le dialogue avec les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité des Nations unies.

Après avoir rencontré les principaux responsables de la lutte armée en Afrique australe, M. Andrew Young a pu également écouter quelques réflexions vivement applaudies de M. Olof Palme sur la nature du débat dans cette région du monde. S'adressant visiblement au délégué américain, l'ancien premier ministre suédois a fait des remarques assez exemplaires : « Pourquoi devrions-nous classer les mouvements de libération dans la catégorie des ennemis de l'Occident ? (...) La liberté des hommes est plus importante que celle du mouvement des capitaux. » Ou encore, à propos des « exploiteurs » et des « exploités » : « Nous ne pouvons pas éluder la question : de quel côté nous plaçons-nous ? » Questions aussi gênantes que celles que M. Palme avait déjà soulevées, voilà quelques années, à propos d'une autre tragédie, celle du Vietnam...

Peut-être faute de pouvoir faire autrement, les puissances occidentales ont accepté de se rendre à Maputo pour y plaider leur bonne foi et y entendre un langage qu'elles avaient, jusque-là, tenté d'ignorer. Ce pas-là a été franchi. S'appuyant sur des considérations de tactique, les quelques réserves occidentales sur la « déclaration de Maputo » ne sauraient remettre en cause un engagement de principe. Une reculade occidentale aurait désormais des effets désastreux. M. Young a affirmé ne pas y songer, ses partenaires en ont dit pratiquement autant. Ne serait-ce qu'à ce titre, Maputo constitue déjà un succès indéniable pour l'Afrique noire face au « pouvoir pâle » d'Afrique australe. Il reste à voir comment il se traduira dans les faits.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Mercredi 25 mai.)

(Dessin de PLANTU.)



Mali

L'ancien président Modibo Keita est mort

M. Modibo Keita, ancien président du Mali, est mort lundi 16 mai, a annoncé un communiqué émanant de sa famille et diffusé le 17 mai par Radio-Mali. L'information ne faisait aucune référence aux anciennes fonctions du disparu, le présentant simplement comme un « instituteur en retraite ».

Il y a moins de trois mois, le colonel Moussa Traore, chef de l'Etat malien, avait solennellement annoncé à l'occasion de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing à Bamako qu'il libérerait son prédécesseur Modibo Keita, emprisonné depuis le coup d'Etat du 19 novembre 1968. En fait, les dirigeants maliens avaient longtemps hésité sur la conduite à adopter à l'égard de l'ancien chef de l'Etat. Après avoir affirmé, en 1969 notamment, qu'ils le traduiraient en justice, ils s'étaient plutôt employés à le faire oublier. Après le coup d'Etat, Modibo Keita fut très vite transféré à Kidal, poste militaire saharien à plus de 1 000 kilomètres de Bamako, au centre de cette « VIe région » dont on ne parle pas sans quelque crainte au Mali, tant les conditions de vie y sont réputées pénibles.

Cependant, comme plusieurs autres de ses pairs africains — les anciens présidents Diori Hamani (Niger), dont la santé donne des inquiétudes, Hubert Maga, Sourou Migan, Apithy et Justin Ahomadegbe (Bénin), tous maintenus en détention, — Modibo Keita conservait de nombreux amis à l'étranger. Leurs interventions en sa faveur demeurèrent vaines. En juillet 1975, la junte libéra une quinzaine de ses anciens collaborateurs, dont M. Seydou Badian Koyate, ancien ministre du plan, écrivain et dramaturge. Ils refusèrent, en revanche, d'élargir Modibo Keita. En février 1973, le chef de la junte avait dit crûment : « L'ancien président est en résidence surveillée. La seule chose que nous pouvons faire est de l'y maintenir. »

Il est difficile de savoir si Modibo Keita était resté réellement populaire au Mali. Son éviction par l'armée avait été accueillie avec un relatif soulagement par une population qui s'était lassée des excès de certains de ses familiers. En effet, celui qui présida aux destinées de son pays dès l'indépendance et pendant huit ans était très mal entouré. Quelques-uns de ses proches collaborateurs, qui au demeurant ont immédiatement et discrètement rallié le nouveau régime, furent ses plus mauvais conseillers.

Adepte d'un socialisme africain

Ce nationaliste combatif et tenace, entré fort jeune dans l'arène politique, fut presque jusqu'à sa chute un homme respecté par ses compatriotes et écouté sur la scène internationale. Sa distinction, son autorité naturelle et souriante avaient plu au général de Gaulle, qui dit un jour à propos de sa haute taille : « C'est le seul chef d'Etat qui ne m'oblige pas à baisser la tête pour lui parler. »

Né en juin 1915 à Bamako, Modibo Keita appartenait à une famille musulmane malinke et passait pour un fervent adepte de l'islam. Elève à l'Ecole normale William-Ponty à Dakar, pépinière des cadres de l'ancienne Fédération d'Afrique occidentale française, il y avait connu la plupart des hommes politiques de la génération des indépendances africaines. D'abord instituteur dans la brousse soudanaise, puis à Bamako, à Sikasso et à Tombouctou, il fut l'un des premiers militants politiques de son pays et l'un des cofondateurs du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.), créé lors du congrès de Bamako de 1946. Il collaborait alors à divers journaux africains, dont l'Essor et l'Afrique noire, dans les colonnes desquels il se signalait par son goût pour la contestation.

Peu enclin au compromis, décidé à engager sans faiblesse le combat contre l'administration coloniale, il vit, avec une certaine nostalgie, le R.D.A. s'assagir et rompre avec le parti communiste français avec lequel il avait momentanément fait route. Incarcéré durant quelques jours à la prison de la Santé, il aimait rappeler, du reste sans amertume, cet épisode de la lutte anticolonialiste. Idéologiquement proche du président guinéen Sekou Touré avec lequel il sympathisait beaucoup, il passa longtemps néanmoins pour l'un des dauphins possibles du président Félix Houphouët-Boigny à la tête du R.D.A., qui était alors le plus grand des partis politiques d'Afrique noire.

Elu conseiller général du Soudan en 1948, Modibo Keita devint conseiller de l'Union française en 1953, puis siégea, en 1956, à l'Assemblée nationale française, dont il fut l'un des vice-présidents. En juin 1957, il fut secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer dans le gouvernement Bourgès-Maunoury, puis, en novembre de la même année, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans le gouvernement Félix Gaillard.

Fédéraliste convaincu et partisan, à ce titre, du maintien d'un exécutif fédéral à Dakar, il milita pour la création de l'éphémère Fédération du Mali, dont il fut président d'avril 1959 à août 1960, date de la rupture entre Dakar et Bamako. Il quitta ensuite la capitale sénégalaise pour regagner son pays, devenu la République du Mali, et y mena avec fermeté, et parfois même de façon autocratique, les affaires de l'Etat, imposant le respect aux factions qui s'affrontaient au sein de l'Union soudanaise, le parti gouvernemental. Adepte d'un « socialisme africain » presque identique à celui dont le président Sekou Touré se faisait le zélateur en Guinée, il dénonça, comme lui, les ingérences étrangères en Afrique noire. Il prêcha le non-alignement, comme l'avait fait jusqu'à sa mort le dictateur ghanéen Kwame Nkrumah. Avec ce dernier, il peut être considéré comme l'un des grands dirigeants de l'Afrique noire « révolutionnaire » telle qu'elle existait au lendemain des années 60. Il avait d'ailleurs reçu en 1963, un an après Nkrumah, le prix Lénine de la paix.

PHILIPPE DECRAENE.

(Jeudi 19 mai.)

Grèce

Le gouvernement allège l'impôt sur les petits revenus et majore les taxes sur les consommations de luxe

---

Les grèves revêtent un caractère de plus en plus politique

De notre correspondant

Athènes. — *Le gouvernement de M. Caramanlis a pris, jeudi 19 mai, une série de mesures que l'opposition considère comme plus spectaculaires que vraiment efficaces. De nouvelles taxes vont être créées pour freiner le gaspillage et réduire certaines dépenses de luxe. Ainsi, une taxe de 25 % frappe le caviar, les boissons, les fourrures, les pierres précieuses, les magnétophones, etc. A partir du 1er octobre, une taxe spéciale de 150 % frappera les dépenses des cabarets, les boîtes de nuit et les cercles de jeux. Déjà, pour entrer dans un casino, les Grecs doivent présenter un certificat indiquant qu'ils ont payé leurs impôts. Le premier résultat est qu'hier soir, au casino du Mont-Parnès, il n'y avait que trois étrangers devant les tables de jeux.*

A partir du 1er janvier, la taxe de circulation sur les voitures augmentera en outre de 100 % ; l'impôt frappant les grosses cylindrées progressera de son côté de 150 % dès octobre. Le gouvernement envisage également d'interdire la vente à crédit pour les automobiles. Les nouvelles taxes, qui frappent surtout les classes moyennes, n'affecteront pas outre mesure l'oligarchie de ce pays.

A l'inverse, l'exemption d'impôts concerne tous les revenus inférieurs à 60 000 drachmes par an (environ 9 000 F) au lieu de 30 000 (4 500 F) jusqu'ici. L'opposition estime que cette mesure, qui satisfera environ trois cent cinquante mille contribuables, est équitable mais qu'elle ne couvrira pas le prélèvement opéré par l'inflation depuis trois ans sur le pouvoir d'achat et supporté par des ouvriers et des employés.

Commentant, mardi 17 mai, la vague des grèves qui déferle sur le pays depuis le début de l'année, le premier ministre, M. Caramanlis, a souligné les dangers qu'elle pouvait présenter pour l'économie mais aussi pour la défense nationale. Déjà, le 2 mars dernier, M. Caramanlis avait déclaré que beaucoup de grèves « étaient inutiles ou absurdes », et que, si le gouvernement cédait par démagogie, l'inflation serait inévitable. Son appel à la modération et à l'autodiscipline des syndicats et des organisations professionnelles ne semble pas avoir été entendu, car la Grèce connaît aujourd'hui une série de grèves qui illustrent un climat social et politique pour le moins agité.

La grève des agents de l'aviation civile entraîne l'interdiction des vols de nuit pour tous les aérodromes grecs, et cela au début d'un important mouvement touristique. Le gouvernement a dû faire appel à trois cents officiers et sous-officiers de l'armée de l'air. D'autre part, la grève des médecins des hôpitaux et celle des infirmières donnent lieu à des controverses dans la presse. M. Miky Theodorakis a l'intention de porter plainte contre les médecins d'une clinique athénienne, qui, par suite de la grève, n'auraient pas donné à son père, décédé samedi dernier, les soins indispensables qu'exigeait un accident cardiaque.

A propos de la grève des médecins, les milieux gouvernementaux notent qu'elle fut décidée par trois cent soixante et un membres sur un total de quatre mille. D'autre grèves, comme celles des architectes et des ingénieurs électriciens, entre autres, auraient également été décidées par des minorités obéissant à des considérations politiques beaucoup plus qu'à des motifs strictement professionnels.

Le premier ministre a relevé aussi toutes les mesures prises en faveur des travailleurs et insisté sur les charges écrasantes dues ces trois dernières années au quadruplement des dépenses militaires.

En fait, M. Caramanlis et son gouvernement se heurtent à une « opposition réelle » bien plus dynamique que l'« opposition légale » représentée par les partis politiques. Déjà, la grève des professeurs de l'enseignement secondaire en mars dernier a bouleversé l'année scolaire et créé un malaise qui n'est pas encore dissipé. De même des grèves comme celle des mineurs des entreprises du groupe Bodosakis, qui dure depuis soixante-quatre jours, illustrent les difficultés que rencontrent les autorités dans leurs efforts d'arbitrage. Or les préavis de grève se multiplient.

Dans les milieux de gauche, on estime que les déclarations de M. Caramanlis visent essentiellement les organisations professionnelles qui échappent au contrôle d'une C.G.T. grecque considérée comme trop proche du pouvoir. On estime également que ces déclarations laissent prévoir des mesures tendant à réglementer plus strictement le droit de grève. Un projet de loi retirerait pratiquement ce droit au corps des fonctionnaires. L'extrême gauche dénonce les licenciements de cadres syndicalistes.

Cette « opposition réelle » ne se limite pas aux seuls syndicats et organisations professionnelles mais semble s'étendre aux pêcheurs en eau trouble qui aimeraient bien créer des difficultés à M. Caramanlis. Ce dernier doit tenir compte des sourdes menées de certains armateurs, industriels, hommes d'affaires et divers milieux de droite, qui cachent de moins en moins leur hostilité.

MARC MARCEAU.

(Samedi 21 mai.)

EUROPE

Italie

Les étudiants extrémistes sont désormais isolés

De notre correspondant

Rome. — Si les affrontements redoutés à Rome le jeudi 19 mai n'ont pas eu lieu, à Padoue, en revanche, une centaine de militants « autonomes » sont descendus dans les rues, l'arme au poing, brûlant des voitures, cassant des vitrines et se heurtant aux forces de l'ordre à coups de cocktails Molotov. Sept d'entre eux ont été arrêtés.

A Milan, dès l'aube, quatre charges de plastic immobilisaient le métro et désorganisaient ainsi le travail de nombreuses usines de la région. L'attentat a été revendiqué par une « Organisation combattante ». Dans la journée, plusieurs autres actes de violence, apparemment sans rapport entre eux, étaient signalés : un enlèvement, l'assassinat d'un bijoutier et de deux jeunes gens victimes d'un règlement de comptes, des coups de feu tirés contre un responsable de la santé à Seveso, commune proche de Milan victime d'un nuage toxique au cours de l'été 1976. A ces exactions en tous genres il faut encore ajouter un attentat contre une maison d'édition à Turin, une agression à main armée contre le siège de la démocratie chrétienne à Florence et des heurts entre manifestants et policiers à Gênes et à Cagliari.

Un « pas en avant »

Pour protester contre la suppression de plusieurs jours fériés, dont l'Ascension, le « mouvement » étudiant avait projeté une manifestation nationale à Rome, le 19 mai. Avec l'extrême gauche, il reproche aux dirigeants syndicaux de s'être inclinés devant cette mesure. Pour « *ne pas offrir ses heures de travail au patron* », un grand rassemblement avait donc été convoqué dans la capitale, bien que l'interdiction de manifester reste en vigueur jusqu'à la fin du mois. Mais le caractère dramatique (deux morts) des affrontements des 12 et 13 mai à Rome et à Milan a incité les organisateurs à réfléchir.

Après d'intenses débats, les assemblées étudiantes ont mis en minorité les « autonomes » et adopté la position suivante : on ne manifesterait à Rome que si le ministre de l'intérieur l'autorisait (ce qui fut aussitôt exclu) et, à défaut, on se contenterait d'un rassemblement à l'intérieur de la cité universitaire. Désapprouvant cette modération, les « autonomes » ont voulu, malgré tout, descendre dans la rue, mais se sont ravisés. C'est moins la mobilisation de cinq mille policiers et carabiniers qui les a retenus que la détermination de leurs camarades, résolus à éviter toute violence « qui se retournerait contre le mouvement et ferait le jeu des forces réactionnaires ».

Il fallait un certain courage à un « mouvement » dépourvu de dirigeant pour isoler les extrémistes qui, par violences, avaient cassé son unité début avril. Tous les partis louent ce « pas en avant », sachant que les violences ne sont dangereuses que dans la mesure où les « *adeptes du P. 38* » réussissent la jonction avec la masse des jeunes, étudiants ou chômeurs. Certaines formations — notamment le P.C. — regrettent néanmoins que l'isolement des extrémistes n'ait pu être obtenu plus tôt, et lui reprochent son « manque de netteté ». « *Isoler les extrémistes est une bonne chose*, remarque le P.C., *mais après ?* » Le « mouvement » étudiant ne semble pas avoir d'objectif réalisable à court terme. Il est lui-même coupé des formations traditionnelles de gauche et des syndicats, de même que les « autonomes » sont isolés en son sein.

Les partis cherchent, pour leur part, à s'accorder sur un programme minimum en trois points: l'ordre public, l'économie et l'université. Une première réunion de leurs experts a révélé de profondes divergences entre communistes et démocrates-chrétiens. Mais les deux grands partis ont besoin, l'un et l'autre, de cet accord minimal auquel ils pensent arriver à la fin du mois. Reste à savoir si cet éclaircissement détendra la situation ou s'il ne fera, au contraire, qu'exaspérer les contestataires et les partisans de la « *stratégie de la tension* ».

ROBERT SOLÉ.
(Samedi 21 mai.)

Irlande du Nord

SCRUTIN CONTRADICTOIRE

Le résultat des élections du 18 mai pour le renouvellement des vingt-six conseils de districts d'Irlande du Nord n'a guère éclairci la situation. C'est le moins qu'on puisse dire. Deux partis modérés — l'un catholique, l'autre interconfessionnel — marquent des points. Mais le pasteur Paisley, organisateur de la « grève générale protestante » du début de mai, triple sa mise.

Le parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), qui regroupe les catholiques hostiles à l'IRA, passe de 83 à 113 sièges ; le Parti de l'alliance, la seule formation interconfessionnelle, considéré jusqu'ici comme un parti « bourgeois » et peu représentatif, passe de 63 à 70 élus, après avoir gagné des voix, semble-t-il, dans les quartiers ouvriers, aussi bien catholiques que protestants. Le parti du pasteur Paisley passe de 21 à 74 sièges. Contrairement aux prévisions, l' « homme fort » des loyalistes obtient ainsi le succès massif qui lui avait échappé lors du piteux échec de son mouvement de désobéissance civile.

Le grand perdant est le parti unioniste officiel, celui des protestants modérés, qui n'a plus que 174 élus au lieu de 216. Après sa défaite, son leader, M. Harry West, s'est empressé d'annoncer qu'il était plus hostile que jamais au partage du pouvoir avec les catholiques.

L'échec de la « grève générale » du pasteur Paisley avait fait naître des espoirs chez les modérés. En lançant son initiative, il espérait rééditer à son profit le mouvement de protestation qui, en mai 1974, avait illustré la mauvaise humeur de la communauté majoritaire face aux initiatives de Londres et provoqué la chute du premier exécutif interconfessionnel de la province. Mais, malgré les manœuvres d'intimidation de ses partisans, le pasteur a été peu suivi. Dix jours après le début de la grève, il était contraint d'avouer son échec.

Son succès électoral prouve que, si une majorité de protestants « durs » désapprouvent ses méthodes trop « musclées », ils partagent avec lui l'espoir de voir rétablir la suprématie « loyaliste » sur l'Ulster.

M. Mason, le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, doit donc affronter une nouvelle fois une situation ambiguë. L'échec de la grève loyaliste avait été salué comme une victoire pour Londres et, accessoirement, pour sa politique d' « ulstérisation », le mouvement ayant été contrôlé plus par la police que par l'armée. Les succès spectaculaires du S.D.L.P. et du *Parti de l'alliance* sont, certes, un encouragement pour Westminster, qui a fait du partage du pouvoir entre les *deux* communautés d'Ulster un préalable à tout règlement politique. Mais la victoire du pasteur Paisley prouve — s'il en était encore besoin — que les loyalistes ne sont pas prêts à renoncer à leurs illusions. On peut, par ailleurs, s'attendre à une réaction de l'IRA provisoire devant les succès des modérés et des protestants extrémistes, ses deux plus farouches adversaires.

Enfin, la participation n'a été que de 55 % contre 68 % en 1973. C'est peut-être le signe que les consignes de boycottage de l'IRA provisoire ont été observées, mais c'est aussi la marque du manque d'intérêt d'une population excédée pour un scrutin qui n'a guère de chance de faire avancer sérieusement la cause de la paix.

(Lundi 23 mai.)

FRANCE

M. Giscard d'Estaing met ses partisans dans l'embarra…

On peut aujourd'hui faire état au sein de la coalition gouvernementale d'une contradiction entre deux conceptions de la stratégie de la majorité : *l'une pragmatique, l'autre abstraite*. La première est celle qui guide désormais la conduite des chefs des principaux partis. La seconde est celle qu'énonce le chef de l'Etat.

A l'exception du parti radical — *dont* les instances dirigeantes, modifiées par le dernier congrès, n'ont pas toutes été mises en place — les formations majoritaires ont, dans leur ensemble, fait savoir qu'elles accueillaient favorablement les propositions de *« pacte majoritaire »* faites par M. Chirac. Ce qui revient à dire qu'elles admettent la possibilité d'une négociation directe avec le R.P.R., qui n'impliquerait pas forcément l'intervention du premier ministre. En ce sens les récentes déclarations ou prises de position de MM. Jean Lecanuet, Jacques *Barrot, Jean-Pierre Soisson* ou Bertrand Motte convergent.

Telle est la démarche pragmatique : ni les responsables du C.D.S. ni ceux du nouveau parti républicain (ex-R.I.) ne sont des inconditionnels de M. Chirac, loin de là. Mais force leur est de reconnaître que celui-ci est, en quelque sorte, maître du jeu, puisque d'une part il dispose d'avantages déterminants (les militants, les élus sortants, les candidats), et puisque, d'autre part, il rend impossible par son attitude la concrétisation de l'autorité de M. Barre sur l'ensemble de la majorité. Il est donc nécessaire de s'entendre avec lui et d'y préparer les militants, même si la reconversion est délicate.

La démarche présidentielle, bien différente, trouble les responsables *de la majorité, car elle ne leur paraît* pas inspirée par une analyse très stricte des réalités. Elle semble même affectée par le refus d'admettre certains faits, si ce n'est par de l'aveuglement. Un peu comme si le chef de l'Etat se refusait … naître le rôle joué, face à lui, … président du R.P.R.

Après avoir établi, lors de … intervention télévisée du 29 … une distinction entre les tâches … vernementales et économiques … vant du premier ministre) et … tâches politiques (relevant des … tis), le président de la Répu… semble avoir estimé qu'il … ainsi trop de champ libre … M. Chirac. D'où les correctifs … tés dans les interviews publiées … *l'Express*, le 8 mai, et par les … diens de province, le 21 : M. … est de nouveau investi d'un … politique et chargé de condui… majorité aux élections.

Ainsi est relancée l'idée … laquelle le chef du gouverne… pourrait avoir à examiner ce … M. Giscard d'Estaing nomme … *délibération commune de la … rité »*. Ainsi se trouve relancé … à la grande surprise de la p… des intéressés — le projet … que certains avaient baptisé … *états généraux de la majorité*…

Une thèse peu réalis…

En reprenant une thèse q… faits font apparaître peu réalis… *chef de l'Etat met dans l'em…* ses partenaires et ses alliés.

Le premier ministre, d'abord … avait bel et bien — quels q… pû être par la suite les démen… ses services — fait étudier p… cabinet un projet de grande … de la *majorité* et qui avait … en prenant connaissance des … sitions fermes que rencontrait … tentative. Voici l'affaire re… l'ordre du jour à l'heure mê… M. Barre commençait à reco… qu'il ne lui était guère facile d… raître comme le patron, alors … le plus important partenaire … de se plier au jeu.

Les centristes ensuite. MM. … nuet et Barrot avaient eu du … faire admettre, dans les rang… leur parti, l'éventualité d'un di… avec l'ancien adversaire qu'est … eux M. Chirac. C'est surtout … forme que, dans leur lettre a… sident du R.P.R., ils disaient a… la réponse définitive de M. B… leurs interrogations, avant de … dre définitivement oui à la pr… tion de concertation direct…

Les giscardiens, eux-mêmes … gênés. Des assises de … M. Jean-Pierre Soisson … deux résultats : une démon… de force de son nouveau … une manifestation de sa pr… berté d'action. Sur le premier … la déception est vive : on … tout au plus quatre mille à c… giscardiens à Fréjus et à … moments beaucoup moins … dire que le lieu était mal choisi … que les assises constitutives du … avaient, le 5 décembre 1976, … blé de cinquante mille à s… mille gaullistes. Sur le second, … c'est de M. Giscard d'Estai… vient ce qui est presque co… chez les ex-R.I. comme un … coup.

L'opportunité de la publica… l'interview est fort discutée : … éclipsé dans les journaux d… vince les comptes rendus … congrès. Surtout, son contenu … tait aux déclarations de M. S… un contrepoint quasi disc… Alors que le nouveau sec… général du parti républicain … rait une politique de « petits … en direction de la réconciliatio… M. Chirac et alors que ses r… ces à M. Barre étaient pré… comme des précautions orato… reprise insistante par le ch… l'Etat du thème de l'autorité … mier ministre et de celui … « *délibération commune* » … jeter le trouble dans les rangs … de la formation dont est issu … sident de la République.

Face à de telles hésitation… partis de la majorité sont eux … contraints à des atermoieme… leur font perdre, les responsa… sont conscients, leur temps … crédibilité. D'autant plus c… bénéficiaire de ces maladress… bien entendu, M. Chirac. Le… donc conviés en même tem… le premier ministre, qui n… mais, à une réunion qui ris… n'être que de pure forme. U… de plus, une directive présid… ambitieuse risque de buter … réalités. Les « états générau… la majorité pourraient fort b… réduire à une rencontre … nieuse, ne débouchant que … signature d'un docume… compromettant.

Les dirigeants des partis … majorité considèrent qu'au … où la nécessité commande de … à la négociation concrète de… tures de telles initiatives s… fait, fort risquées. Certains … eux ne sont pas loin d'e… désormais que le principal h… de la majorité présidentielle … élections législatives est p… bien le président lui-même.

NOËL-JEAN BERGER…
(Mercredi 25 mai.)

DIPLOMATIE

Après la rencontre Vance - Gromyko sur les armements stratégiques

« Une grande distance nous sépare encore du but »

déclare le ministre soviétique des affaires étrangères

De notre envoyé spécial

Genève. — Le ministre des affaires étrangères soviétique a jeté un froid, samedi 21 mai, à son départ de Genève, en commentant sur un ton tout différent *de son interlocuteur américain* l'accord que venait d'annoncer leur communiqué conjoint sur la poursuite et la *« conclusion rapide »* des négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT).

Au moment où le secrétaire d'Etat, M. Vance, soulignait devant les journalistes les aspects positifs des conversations, M. Gromyko insistait sur les difficultés qui restent à surmonter. Certes, M. Vance ne les avait pas minimisées, indiquant que les divergences sont encore *« substantielles »* et portent sur des questions *« sérieuses »*. Mais, pour M. Gromyko, on ne peut conclure du *« progrès »* enregistré sur *« quelques questions »* que *« nous ayons avancé vers la solution des questions principales. Une grande distance nous sépare encore du but. »* Le ministre soviétique se lança alors dans une attaque qui tranchait avec l'urbanité qu'il avait manifestée depuis le début des conversations. *« A notre connaissance*, dit-il, *les Etats-Unis n'ont pas renoncé à acquérir des avantages unilatéraux ni à porter atteinte à la sécurité de l'Union soviétique. Un accord de cette sorte ne serait pas acceptable. »*

Cependant, le communiqué de Genève et les propos de MM. Vance et Gromyko ne divergent pas : des progrès ont été accomplis dans la négociation SALT ; ils ne sont pas décisifs, mais un *« cadre »* a été tracé pour la suite et la fin de cette négociation. D'après le secrétaire d'Etat, ce cadre est le suivant : 1) un traité limitant les armements nucléaires jusqu'en 1985 ; 2) Un protocole valable pour trois ans à dater de la *signature* ; 3) Une déclaration des principes généraux qui régiront la négociation d'un futur accord SALT III.

Toute la tactique du secrétaire d'Etat a porté sur ce SALT III : faute de mettre dans SALT II des mesures de désarmement réel (que les Soviétiques ont repoussées en mars) MM. Carter et Vance espèrent les introduire dans SALT III. De là, l'insistance du secrétaire d'Etat dans sa conférence de presse sur *« l'interdépendance »* des trois volets de l'accord de Genève et sur la *« continuité »* entre SALT II et SALT III. Autrement dit : pas de nouvelle limitation des armements stratégiques sans l'engagement d'une réduction effective de ces armements.

Ce qu'on mettra dans SALT II proprement dit n'est pas encore clair. Nous avons, a dit M. Vance, arrêté *« une méthode »* pour *« mélanger »* les diverses propositions en présence : le « plafond » de Vladivostok (2 400 vecteurs nucléaires chacun), la proposition américaine de désarmement du mois de mars (1 800 vecteurs chacun), une contre-proposition soviétique, etc. La résolution sera un compromis sans doute plus près du chiffre de Vladivostok que des « réductions profondes » souhaitées par M. Carter et réservées à SALT III. M. Vance a cependant indiqué que des *« réductions »*, qu'il n'a pas qualifiées, *« pourraient peut-être intervenir dans SALT II »*.

Quant aux armes nouvelles, le super-bombardier soviétique Backfire et le missile de croisière américain Cruise, absentes aussi bien des SALT I que du projet de Vladivostok, elles feraient l'objet de restrictions pendant une période d'essai. C'est à leur intention qu'a été imaginé un protocole couvrant une période plus courte (trois ans) que le traité.

MAURICE DELARUE.
(Mercredi 25 mai.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 17 MAI

SANTIAGO-DU-CHILI. — *Le ministère chilien des affaires étrangères propose de libérer treize militants communistes actuellement emprisonnés si l'U.R.S.S. relâche un nombre égal de dissidents et les autorise à quitter le pays. Il précise que l'U.R.S.S., si elle accepte cet échange, doit libérer des intellectuels incarcérés depuis longtemps et en mauvaise santé.*

MERCREDI 18 MAI

PARIS. — *Les deux projets de loi relatifs au principe de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne et au mode de scrutin retenu sont de nature, tels qu'ils ont été adoptés par le conseil des ministres du 18 mai, à prévenir l'hostilité des gaullistes et des communistes.*

D'une part, le premier de ces textes préserve le principe de la souveraineté nationale en rejetant a priori *toute extension des compétences de l'Assemblée européenne qui ne serait pas approuvée, suivant les dispositions des traités en vigueur et en conformité avec la Constitution. (Le projet de loi fait référence à la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 qui, précisément, avait mis des verrous pour prévenir les éventuelles atteintes à l'exercice de la souveraineté nationale et à l'indivisibilité de la République.) D'autre part le second projet de loi choisit la représentation proportionnelle au niveau national pour mode de scrutin : ce sera la seule consultation nationale utilisant ce système électoral.*

GENEVE. — *Sous la présidence de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, MM. André Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, et Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, signent la* « convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à toutes autres fins hostiles » *(en d'autres termes la guerre météorologique). Cette cérémonie fait suite à l'adoption, le 3 septembre dernier, par la conférence du comité de désarmement, de cette convention, qui a été approuvée en décembre par l'Assemblée générale des Nations unies à New-York.*

JEUDI 19 MAI

PARIS. — *Les statistiques publiées par le ministère du travail confirment que la situation de l'emploi a continué à se dégrader en avril. En un an, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté d'un peu plus de 100 000 (103 000 à 108 000, selon que l'on prend les chiffres bruts ou la statistique corrigée des variations saisonnières) ; soit un peu plus de 10 %. A l'inverse, le nombre des offres d'emploi a diminué de 26 000 en un an, soit 20 %.*

Les mesures annoncées par le « plan Barre bis » pour stimuler l'embauche ont peu de chances d'empêcher une nouvelle aggravation de la situation à l'automne, puisque arriveront à ce moment sur le « marché » du travail 600 000 à 700 000 jeunes en quête d'emploi.

PARIS. — *Création du parti républicain, qui succède à la Fédération nationale des républicains indépendants. C'est à M. Jean-Pierre Soisson qu'est confié le secrétariat général. La nouvelle formation regroupe toutes les fédérations de la famille giscardienne (F.N.R.I., G.S.L., comités de soutien, Agir pour l'avenir), à l'exception des clubs Perspectives et Réalités, que préside M. Jean-Pierre Fourcade, et qui ont tenu à garder leur autonomie.*

GENEVE. — *Lors de débats houleux, l'Assemblée mondiale de la santé, qui termine ses travaux, a examiné les conditions médicales et sanitaires réservées à la population des territoires arabes occupés par Israël.*

Comme l'an passé, un groupe de pays arabes, africains et asiatiques soutenus par les Etats socialistes a soumis un projet de résolution « dénonçant les actes d'agression commis par Israël et déplorant les conditions médicales et sanitaires de la population arabe dans les territoires occupés ».

Les neuf représentants de l'Europe ne se sont pas, cette fois, abstenus comme en 1976, mais ont voté contre cette résolution qui, à l'extrême, eût pu conduire à l'exclusion d'Israël de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.).

La résolution a néanmoins été adoptée par 66 voix contre 23 et 16 abstentions. Elle exige que les autorités israéliennes permettent à un comité spécial d'experts d'enquêter sur ces conditions.

L'an dernier déjà, une commission d'experts (roumains, indonésiens, sénégalais) avait déposé à ce sujet un rapport particulièrement favorable à Israël, qui fut déclaré... « nul et non avenu ».

WASHINGTON. — *Fidèle à l'une de ses promesses électorales, le président Carter définit une nouvelle politique de ventes d'armes à l'étranger. Les dispositions annoncées visent à réduire les exportations américaines, car « la dissémination non contrôlée d'armements classiques menace la stabilité mondiale ».*

VENDREDI 20 MAI

MADRID. — *Le gouvernement espagnol adopte une série de mesures de grâce qui pourraient permettre la mise en liberté des quinze détenus basques qui attendent encore de passer en jugement et des huit condamnés à mort, dont la peine avait été commuée en prison à perpétuité. Cinq de ces condamnés se rendront en Belgique.*

Le gouvernement est, semble-t-il, disposé à accorder cette même « faveur » aux autres détenus qui en feront la demande.

Le gouvernement estime que toutes les manifestations pacifiques qui ont eu lieu ces dernières semaines en faveur de l'amnistie favorisent son propre objectif, à savoir la réconciliation nationale, ajoutant qu'il a déjà des preuves de sa bonne volonté, en adoptant diverses mesures d'amnistie et de grâce, depuis juillet 1976. Mais il signale que seules les Cortès issues des élections du 15 juin pourront résoudre les problèmes des peuples d'Espagne. (C'est la première fois que les mots « peuples d'Espagne » sont utilisés dans une déclaration officielle.)

NAIROBI. — *Le gouvernement kényan a décidé d'interdire la chasse sur tout le territoire du Kenya à dater du 20 mai. Toutes les licences de chasse sont annulées. Les détenteurs de concessions auront toutefois la possibilité de conserver leurs droits sur les zones, à condition de les consacrer exclusivement aux safaris photographiques.*

Aucune explication n'a été donnée jusqu'ici à ces décisions par les autorités kényanes.

NEW-DELHI. — *Quinze ans après avoir interrompu leurs échanges commerciaux en raison du conflit frontalier qui les opposait, l'Inde et la Chine signent un accord aux termes duquel New-Delhi achètera du zinc et du mercure à la Chine et lui vendra de la laque. Cet accord ne porte que sur des sommes modestes — environ 10 millions de francs — mais il pourra être étendu à d'autres matières si les premiers échanges sont satisfaisants, indique le* Financial Times *de Londres.*

DIMANCHE 22 MAI

PARIS. — *Mgr Lefebvre, déclaré « suspens a divinis », vient à Paris, malgré l'interdiction formelle du cardinal Marty, archevêque de Paris, pour administrer le sacrement de confirmation à cent quarante enfants dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, toujours occupée par des catholiques traditionalistes.*

JERUSALEM. — *Le leader du Likoud, M. Menahem Begin est hospitalisé d'urgence dans un service de cardiologie, à la suite d'un malaise.*

La nouvelle, diffusée dans la matinée du lundi 23 mai par la radio israélienne, suscite une très vive émotion. M. Begin avait, en effet, été victime d'un accident cardiaque assez sérieux il y a deux mois et n'a pu prendre part qu'assez tardivement à la campagne électorale.

Dans l'entourage du leader nationaliste, on affirme qu'il n'a pas été victime d'une deuxième crise cardiaque et que c'est le surmenage de ces derniers jours qui est à l'origine de son malaise. On ne sait pas encore quand le président du Likoud reprendra son activité normale, mais dans son parti, on indique que les entretiens prévus pour le 24 avec le parti Dash, en vue de la constitution d'une majorité parlementaire, auront lieu, même si M. Begin est encore contraint au repos

RABAT. — *Le roi Hassan II déclare que la guerre du Shaba « est finie ou sur le point de finir ». Toutefois, il ne précise pas à quelle date serait rapatrié le corps expéditionnaire marocain.*

LUNDI 23 MAI

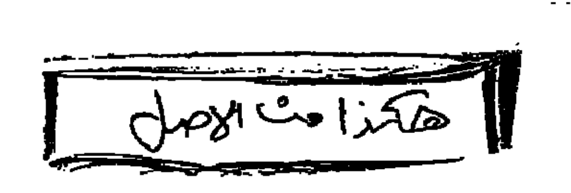
LA HAYE. — *Des extrémistes originaires des Moluques du Sud s'emparent d'un train et d'une école dans le nord des Pays-Bas. Ils détiennent en tout plus de cent personnes en otages.*

MOSCOU. — *Après la rupture d'une digue, les eaux de la rivière Tom, affluent de l'Ob, ont déferlé en une vague de 4 ou 5 mètres de haut sur des villes et villages du Kouzbass, une des grandes régions industrielles de Sibérie. La catastrophe s'est produite dans la nuit du 9 au 10 mai.*

De grandes villes comme Medjouretchensk, Novokouznetzk et Kemerovo ont été gravement touchées.

PEKIN. — *Huit hommes ont été condamnés à mort récemment à Shengyang, en Chine du Nord, dont l'un pour avoir « écouté une radio ennemie » et « fondé un parti contre-révolutionnaire disposant de son propre drapeau ».*





M. Chirac propose « la détente, l'entente la coopération » aux formations de la majorité

I. Jacques Chirac ne compte faire écho, directement, à terview accordée samedi mai par M. Giscard d'Es- ng à un groupe de quoti- es régionaux, mais il se pro- a de l'évoquer mardi 24 mai ant le bureau du groupe lementaire. M. Alain Pey- tte, garde des sceaux, a rmé, dimanche 22 mai à nce-Inter, que si M. Ray- nd Barre est « constitution- lement » *le chef de la majo- , M. Jacques Chirac en est* « principal leader ». *Il a mé que le problème des stitures électorales doit* « se er essentiellement entre les nations de la majorité ». *Chirac présidera, le 3 juin, meeting à Colombes uts-de-Seine), et il compte itte accélérer le rythme de déplacements en province.*

les contacts divers qu'il a *c les responsables des autres* ents de la majorité, M. Jac- hirac, président du R.P.R., a tactique. Son plan d'action ser à réaliser la détente, et la coopération, termes uels Charles de Gaulle défi- a politique à l'égard des pays

lésir de détente l'a conduit *ser le 18 mai aux dirigeants* es formations de la majorité e de pacte électoral déter- es règles de bonne conduite dans la campagne et qui nt très directement de celles it présentées pour les élec- nicipales parisiennes dès le M. Chirac a pri sconscience du dommage que le reproche M. Chirac a pris conscience diviseur de la majorité pou- causer. La proposition de ajoritaire tend à démontrer ord que les dissensions ne de son fait.

En trois temps

ise de l'« entente » ne pourra imée qu'après que les autres *res de la majorité auront fait e leur acceptation du prin-* pacte majoritaire. C'est alors conversations pourront s'ou- parti à parti ou entre toutes ations pour rechercher des ures communes et procéder amen complet des circons- M. Chirac a déjà fait *ses visiteurs que le R.P.R.* it pas « tentaculaire ». Il ans difficulté que les répu- indépendants, dont M. Sois- été l'interprète, souhaitent les soixante-cinq circons- qu'ils possèdent et y appa- mme les candidats uniques *ajorité. De même, le maire* n'a pas caché que l'exis- n groupe centriste lui sem- shaitable dans la future e nationale et qu'il était ire en sorte que les amis Lecanuet puissent disposer e députés qu'il faut réunir *stituer un groupe. Envers* ux, M. Chirac est beaucoup onspect, et il est vraisem- le l'aide qu'il pourrait ap- x candidats valoisiens sera éreuse pour les amis de Faure que pour ceux de -Jacques Servan-Schreiber. *des futures conversations,* t des divergences d'attitu- a être dressé d'autant plus que le « pacte majoritaire » souscrit au préalable et engagements de désiste- ciproques auront été pris es élections primaires.

lors que les différents par- pourront, selon le schéma hirac, passer au stade de la ation ». Il s'agira de l'appli- 'une des dispositions du *joritaire qui prévoit que les* et critiques entre parte- ivent être proscrites et que ent à la fois réserver leur à lutter contre l'union de et à défendre quelques-uns ds principes de la majorité. cependant pas s'agir d'un *ie commun puisque* chaque présentera, dans le cadre e ces principes, ses propres *t ses préférences.*

posant son plan en trois *I. Chirac se dit convaincu* pas en contradiction avec s du président de la Répu- est vrai que dans ceux-ci une sélection. Le pluralisme dont le chef de l'Etat a ns son allocution télévisée nvier correspond dans la *qu'en donne* M. Chirac, à de « détente », et l'offre majoritaire l'illustrerait par- L'accord entre « *les* eaders » des partis souhaité le 29 avril par M. Giscard d'Estaing ne saurait être mieux obtenu que *par l'« entente » entre eux pour la* conduite de la campagne électorale. Mais M. Chirac ne se réfère pas aux *déclarations du président de la* République des 8 et 21 mai, dans lesquelles celui-ci affirmait : « *Le leader de la campagne majoritaire sera M. Raymond Barre.* »

Le président du R.P.R. estime, pour plusieurs raisons, que cette *solution n'est pas praticable.* Selon lui, les investitures accordées naguère par les premiers ministres de la V[e] République aux candidats de la majorité l'étaient en fait au nom du président de la République, qui *s'engageait implicitement ou explicitement* mais sans équivoque dans les campagnes électorales législatives *et qui menaçait de se retirer si* la majorité sortante venait à être battue. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisque M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il poursuivrait son mandat quel que soit le résultat des élections. En conséquence, le premier ministre ne peut pas délivrer *d'investitures en son seul nom. Selon ce raisonnement,* la V[e] République aurait été fondée en 1958 par les *gaullistes pour un président gaulliste,* mais elle aurait changé de nature depuis 1974. Il convient donc d'en tirer les conséquences sur le plan électoral quant aux rapports entre le chef de l'Etat et le Parlement. De plus, l'acceptation du principe des élections primaires enlève *à l'arbitrage éventuel du premier* ministre une justification puisqu'un verrou supplémentaire est proposé par M. Chirac : les partis signataires du pacte majoritaire s'engageraient à dénoncer publiquement les candidats sauvages, indisciplinés ou dissidents.

Enfin, selon M. Chirac, le premier ministre, qui doit, ainsi que l'a rappelé *le président de la République,* gérer les affaires du gouvernement et conduire le redressement économique, n'aura guère le temps de conduire activement une campagne *électorale qui nécessitera des interventions constantes.*

Toutefois M. Chirac et ses amis sont conscients de la popularité que M. Raymond Barre connaît à travers le pays. Les parlementaires de province ont fait état, lors des réunions du groupe, du regain de faveur dont a bénéficié le premier ministre après son face-à-face télévisé avec M. Mitterrand. *C'est pourquoi, sans pour* autant lui rendre des hommages trop appuyés, les gaullistes se gardent d'adresser des critiques publiques à M. Barre. Le président du R.P.R. préfère insister sur l'importance de la tâche que le chef du gouvernement *doit remplir pour diriger l'administration et redresser la situation* économique.

La mise en condition du R.P.R.

En attendant que son plan reçoive l'accord de ses partenaires, M. Chirac a décidé d'intensifier la mise en condition du R.P.R. L'étude systématique de toutes les circonscriptions *électorales a été entreprise et,* avant la fin du mois de juin, le R.P.R. pense être en mesure de disposer dans chacune d'entre elles d'un candidat « investissable ». Dans les cent soixante-quatorze circonscriptions acquises en 1973, une priorité sera donnée aux sortants, mais, déjà, une *quinzaine d'entre eux ont décidé de* ne pas briguer un nouveau mandat. Ils seront remplacés par des candidats plus jeunes. *Une analyse plus* scientifique est conduite dans une centaine de circonscriptions où la majorité peut perdre ou gagner par un écart de 3 à 4 % des voix. Il s'agit alors, en fonction d'une étude rationalisée de l'évolution de l'électorat, des problèmes locaux de la situation sociologique, de définir un profil de candidat adapté.

C'est avec ce véritable bottin de candidats que M. Chirac veut se présenter à une éventuelle discus*sion avec ses partenaires lorsqu'il* faudra débattre des candidatures. Le R.P.R. veut surtout faire la démonstration qu'il est le seul *parti de la* majorité capable de recruter des candidats dans toutes les circonscriptions. C'est cette image, alliée à celle du dynamisme, que le président *du R.P.R.* veut imprimer à l'action de son mouvement en vue des élections. Il veut surtout débarrasser le *R.P.R. de la réputation de mouvement* conservateur que ses adversaires et même certains de ses alliés veulent lui attribuer. C'est donc en s'inspirant du réformisme et des notions de participation et de concertation que l'ancien premier ministre veut prendre de nouvelles *attitudes et s'efforcer même* de marquer quelque distance avec certains aspects de l'action gouvernementale actuelle. Trois axes d'action ont *donc été définis.*

Afin d'occuper le terrain, le R.P.R. va réagir systématiquement à tous *les événements* pour souligner que, sur toutes les questions qui se posent, il possède des réponses, des critiques, des suggestions ou des remèdes. C'est ce qu'il a fait récemment à propos de Concorde, de la sidérurgie, du Zaïre, etc. Ce seront la plupart du temps des com*muniqués du conseil politique ou* du secrétaire général du mouvement, M. Monod, des déclarations *du délégué politique, M. Guéna, ou* même des interventions de M. Chirac, qui fixeront ainsi la position du R.P.R. *au coup par coup.*

Trois axes d'action

Pour établir la doctrine du mouvement, un effort particulier est demandé à la délégation nationale aux études, aux groupes de travail spécialisés, au conseil économique et social qui vient d'être créé, afin qu'ils préparent des documents souvent accompagnés de propositions de loi et qui, édités en brochure, seront largement diffusés. C'est le cas déjà pour *la réforme du service national, l'indemnisation des rapatriés,* les relations avec l'administration, la réorganisation du ministère des finances, *la réforme des collectivités* locales d'après le rapport Guichard. D'autres documents sont en préparation.

Enfin, troisième volet de cette action, M. Chirac compte s'en prendre avec une vigueur renouvelée au *programme commun de la gauche.* Il va procéder à une analyse systématique des textes actuels — et, le moment venu, « *réactualisés* » — du programme de l'union de la gauche. Le président du R.P.R. veut leur apporter une critique circonstanciée et « *moderne* », qui s'appliquera à *chacun des chapitres. Au-delà de* tout « chiffrage », il veut montrer à sa manière les conséquences pratiques qu'aurait la mise en œuvre du programme commun non seulement au niveau politique et idéologique, mais dans les domaines les plus concrets et les plus quotidiens. *Il veut surtout souligner* que la solidarité et la cohésion que se sont imposées les signataires du pro*gramme commun accordent en fait* une prééminence au parti communiste, sans l'accord duquel ce programme ne saurait être mis en œuvre. M. Chirac veut poursuivre son entreprise anticommuniste en trouvant des arguments moins « primaires » que ceux que les gaullistes ont *bien souvent utilisés dans le* passé contre les « *séparatistes* ».

Le président du R.P.R. considère que depuis quelques semaines l'opinion publique se trouve à un point d'équilibre d'où elle peut basculer dans un sens ou dans l'autre. La *crédibilité d'une victoire de la gauche* en 1978 serait en léger recul. Il convient donc d'amplifier au plus vite une tendance qui semble un peu moins défavorable à la majorité. Sans doute, malgré les proclamations officielles, le vent n'est-il pas encore à la confiance ni à un *réel optimisme, mais il n'est plus à la* désespérance qui s'était abattue sur la majorité au lendemain des élections *municipales.*

N'ayant plus rencontré M. Giscard d'Estaing depuis le tête-à-tête du 29 mars à l'Elysée, ayant exposé ses intentions à M. Barre au cours du déjeuner du 6 mai à l'hôtel Matignon, ayant informé de ses projets les *représentants* des autres formations de la majorité au cours d'entretiens en tête à tête, M. Chirac est résolu à *ne pas se laisser détourner de* la voie qu'il a choisie et qu'il estime seule capable d'offrir à la majorité une chance de victoire.

ANDRÉ PASSERON.

(Mercredi 25 mai.)

Le programme commun de la gauche ne sera pas substantiellement modifié

MM. Fabre, Marchais et Mitterrand, qui ont siégé plus de quatre heures mardi 17 mai, sont tombés d'accord sur les modalités du processus d'actualisation *du programme commun.* Un groupe de travail de quinze membres a été créé et doit se réunir pour la première fois, en principe, *la semaine prochaine.*

Les socialistes ont insisté pour que les négociations portent sur un nombre limité de sujets et n'entraînent ni élargissement ni rétrécissement du texte adopté le 27 juin 1972. Les dirigeants de la gauche ont manifesté une fois de plus leur désir d'aller vite. Ils n'associeront pas *les gaullistes d'opposition à leurs discussions.*

Le « *sommet* » des dirigeants de l'union de la gauche a débuté, au siège du Mouvement des radicaux de gauche, par un exposé du président de cette formation. M. Robert Fabre (1) a remarqué que, avant même l'ouverture officielle de la négociation, chacune des formations s'est attachée « *à marquer son originalité, son indépendance* ». Il a ajouté : « *Nous estimons que le parti communiste avait parfaitement le droit d'établir des estimations chiffrées par ses propres experts ; mais, en livrant, prématurément et sans débat préalable avec ses partenaires, ses calculs à l'opinion, il n'a pas servi ce qu'il appelle lui-même l'élévation de la qualité de l'union. (...) Notons que la droite, si critique à l'égard de nos propositions, s'est toujours gardée de mettre noir sur blanc son propre programme, ni de le chiffrer, et que sa navigation à vue ne lui a jamais permis de tenir une promesse économique, ni de respecter les objectifs d'un Plan, ni même d'exécuter un budget selon ses prévisions.* »

Le président des radicaux de gauche a ensuite rappelé les propositions d'actualisation de son parti en insistant sur la nécessité de défendre « *la liberté d'entreprendre* ». Selon lui, le seul fait que socialistes et communistes soient d'accord pour intégrer dans le programme commun l'annexe signée par les radicaux de gauche en juillet 1972 « *entraîne la limitation quantitative des nationalisations au nombre initialement prévu* ».

M. Robert Fabre a également réclamé, une nouvelle fois, la suppression de la clause du programme commun qui permet aux salariés de demander la nationalisation éventuelle de leur entreprise.

M. Georges Marchais, pour sa part, a commencé par insister sur « *le nombre impressionnant des appels à la grève nationale du 24 mai* ». Il a également souhaité que la gauche mette le pays en garde « *contre les manœuvres des formations de la coalition gouvernementale qui — sous le drapeau du* « *pluralisme organisé* » — *s'évertuent à présenter des visages différents avec l'objectif de faire croire qu'il existe à l'intérieur même de la majorité une alternative à une politique actuelle* ».

L'actualisation du programme commun, a-t-il ensuite expliqué, ne constitue ni une « *négociation globale* » ni une « *refonte complète* ». Le secrétaire général du P.C.F. a également précisé que son parti entend « *assurer le succès et l'application pleine et entière du programme commun par un gouvernement d'union de la gauche dans lequel nous aurons la place qui nous revient* ».

M. Marchais a qualifié de « *sérieuses et raisonnables* » les propositions chiffrées du P.C.F., puis il a expliqué : « *A ce propos, je veux dire qu'à notre avis la publication par chacun de nos partis de ses propositions est une chose tout à fait normale et positive. Car, d'une part, les questions dont nous avons à traiter sont celles de la vie et de l'avenir des Français, et il est donc conforme à la démocratie de les en informer, et, d'autre part, nous conservons les uns et les autres — dans le respect de notre alliance — nos différences, notre originalité et donc notre liberté d'expression. Nous utilisons toujours cette liberté d'expression dans l'intérêt de l'union.*

» *Naturellement, cela ne doit pas conduire à une polémique stérile qui nuirait au succès des discussions.* »

Pas de polémique

M. François Mitterrand a répondu brièvement à ces deux interventions en expliquant que les socialistes ne veulent pas élaborer un nouveau programme commun tant que l'actuel n'a pas été appliqué avec succès. Le nombre des sujets à traiter au cours des négociations doit donc être réduit. Le meilleur moyen de montrer que le programme commun est un bon document consiste à le changer le moins possible. Les socialistes refuseront en conséquence tout élargissement ou tout rétrécissement de ce texte. Bien sûr, quand le P.S. parle du champ d'application du programme commun, il pense surtout aux nationalisations.

Sans évoquer le chiffrage publié par le P.C.F. à la veille de son débat avec M. Raymond Barre, le premier secrétaire du P.S. a indiqué qu'il est favorable à la mise au point d'un calendrier d'application du programme commun, mais que toute évaluation chiffrée dans le cadre même de ce programme lui semble inutile. M. Mitterrand a rappelé qu'un tel chiffrage avait déjà été effectué en 1972. Cette question n'a pas été vraiment tranchée au cours du « sommet », mais le communiqué final ne mentionne que la mise au point d'un « calendrier ».

Toute la négociation entre MM. Fabre, Marchais et Mitterrand a donc porté sur la définition de l' « actualisation ». Le secrétaire général du P.C.F. s'est étonné de la position restrictive de ses alliés socialistes, se demandant même si le P.S. cherche à esquiver la discussion en imposant un « diktat » à ses partenaires.

M. Mitterrand a récusé ce terme et expliqué que les socialistes sont prêts à *discuter,* mais qu'ils entendent, dès le départ, marquer nettement les limites qu'ils fixent à cette négociation.

De ces analyses différentes résultent des propositions divergentes concernant les modalités pratiques de l'actualisation. Communistes et radicaux de gauche souhaitaient mettre en place quatre groupes de travail. Le P.S. a refusé en estimant que par ce biais s'ouvriraient des négociations sur différents sujets. Il a imposé la constitution d'un seul groupe composé de cinq représentants de chacun des trois partis. En principe, ce groupe comprendra les délégués des partis au comité de liaison de la gauche, MM. Beregovoy (P.S.), Fiterman (P.C.) et Loncle (M.R.G.), ainsi que les animateurs des trois groupes de travail — libertés, économie, politique étrangère et défense — mis en place après l'élection présidentielle de 1974. Il s'agit donc de responsables politiques et non d'experts. Ce groupe de quinze personnes (que les socialistes souhaitaient réduire à douze) doit se réunir pour la première fois la semaine prochaine. Chacun des participants a en effet confirmé sa volonté de ne pas faire traîner une discussion dont la clôture reste prévue fin juin-début juillet.

A la demande de M. Georges Marchais, le problème des gaullistes d'opposition, qui souhaitent participer aux négociations, a été abordé. MM. Mitterrand et Fabre ont estimé que ce courant n'est pas aujourd'hui suffisamment homogène pour être en mesure de prendre part à la discussion, mais ils n'ont pas exclu qu'il s'associe par la suite au nouveau texte du programme commun. Si la nouvelle Union des gaullistes de progrès se déclare prête à devenir sans attendre la « quatrième composante » de la gauche, la Fédération des républicains de progrès, que préside M. Jean Charbonnel, est plus réservée. Avant d'engager un dialogue avec les partis de gauche, elle propose aux autres groupes de gaullistes d'opposition de passer entre eux des « contrats d'association ».

Le 11 juin, l'ancien ministre gaulliste proposera en outre une charte qui, selon lui, devrait permettre que se concrétise le dialogue entre la gauche et les gaullistes d'opposition.

Il n'a, en revanche, pas été question au cours du « sommet » du P.S.U., dont l'éventuelle participation aux discussions avait été un temps envisagée par le P.C.F.

L'union de la gauche, fruit d'un équilibre fragile, ne souhaite donc *ni élargir ses frontières politiques, ni remettre en chantier son* programme. Ce manque d'audace contraste avec le dynamisme de *tous ceux qui préparent la grève* nationale du 24 mai. Une journée dont les trois dirigeants de *l'union de la gauche se sont déjà* déclarés solidaires, à la demande du P.C.F., et dans laquelle ils voient par avance une preuve de « *la force du mécontement populaire* ».

THIERRY PFISTER.

(Jeudi 19 mai.)

(1) M. Fabre était entouré de MM. Gaston Pams, sénateur ; Marcelli et Bredin, vice-présidents ; *Loncle,* Bracque, cadre administratif, et Bonacossa, administrateur civil au ministère des finances, membres du secrétariat ; Schwartzenberg, délégué général ; Luchaire, membre du bureau.

M. Marchais était accompagné de MM. Fiterman, Claude Poperen, Laurent, membres du secrétariat ; M. Kanapa et Mmes Bertrand et Vincent, membres du bureau politique ; MM. Juquin et Herzog, membres du comité central.

M. Mitterrand avait auprès de lui Mme Cresson et MM. Mauroy, Bérégovoy, Pontillon, Rocard, membres du secrétariat ; Chevènement et Joxe, membres du bureau exécutif ; Defferre, président du groupe de l'Assemblée nationale.

Pour M. Marchais, l'actualisation du programme commun suppose aussi l'extension des nationalisations

M. Georges Marchais est devenu une véritable vedette de télévision. I est à lui seul un spectacle, comme le mercredi soir 18 mai, sur Antenne 2. Il contribue tout autant à animer l'écran qu'à faire progresser le débat politique. Alternant mimiques et maintien *sévère, usant* d'un langage et de tournures très populaires, il ne tarde pas à prendre en main le déroulement des opérations, ordonnant même les mouvements des caméras. Cette vitalité, qui éclipse ses interlocuteurs, provoquait mercredi soir les rires d'Alain Duhamel, tandis que Jean-Pierre Elkabbach lançait des regards tantôt désespérés, tantôt amusés. Manifestement, le secrétaire général du P.C.F. aime la télévision, et il ne le cache pas. N'a-t-il d'ailleurs pas exprimé le souhait que les « *sommets* » *des dirigeants de l'union de la gauche* soient retransmis en direct ?

M. Georges Marchais n'était pas précisément venu à Antenne 2 pour répondre à des questions. Il était là pour faire passer un certain nombre de messages qu'il a lancés, sans autrement se soucier de ses interlocuteurs. Le secrétaire général du parti communiste voulait notamment suggérer que s'il s'était trouvé face à M. Raymond Barre le 12 mai il s'en serait mieux tiré que M. François Mitterrand. Sur ce point, il n'a guère été charitable pour le premier secrétaire du parti socialiste en expliquant que l'analyse des causes profondes de la crise économique actuelle n'avait pas été vraiment menée à bien au cours de ce face-à-*face.*

Il est vrai que le parti communiste ne se préoccupe guère de ménager ses alliés. Le long silence de M. Marchais qui a suivi une question sur « la loyauté » de M. Mitterrand a *été particulièrement* significatif, même si la réponse a été finalement positive.

Les communistes veulent d'abord montrer leur originalité et apparaître comme les meilleurs défenseurs des couches les plus défavorisées. Pour y parvenir, le secrétaire général n'a pas hésité à recourir aux arguments économiques les plus simples, pour ne pas dire les plus simplistes. En affirmant, par exemple, qu'il convient d'aller « prendre l'argent dans les coffres-forts des riches ».

Pour ce qui concerne l'actualisation du programme commun, M. Georges Marchais reste ferme, aussi bien sur l'extension des nationalisations que sur le maintien de la clause qui prévoit qu'une telle mesure puisse être demandée par le personnel d'entreprise. Mais il a, si l'on peut dire, « banalisé » cette dernière procédure. En revanche, il a admis que la gauche puisse faire preuve de souplesse dans l'application de la nationalisation de l'*enseignement privé. Le secrétaire général* du P.C.F. se dit également étonné de la prise de position du bureau exécutif du parti socialiste, qui a refusé, le 18 mai, toute restriction ou élargissement du programme commun. « Ça veut dire tout et rien », a estimé M. Marchais, en oubliant qu'au « sommet » de la gauche les négociateurs n'avaient pas consacré moins de deux heures à essayer justement de préciser la notion d'actualisation.

Si le P.C.F. est décidé à mettre en avant *son originalité* et à mener la négociation avec ses partenaires de la manière la plus publique, il entend aussi faire préciser la place qui lui reviendra dans un *éventuel gouvernement de* gauche. M. Marchais, en estimant qu'il n'existe pas de « ministère tabou », récuse par avance toute discrimination dont son parti pourrait être victime lors des attributions de portefeuilles. Pourtant, il n'exige rien de plus et reste dans une position assez proche de celle qu'il avait adoptée à la veille de l'élection présidentielle de 1974 en expliquant qu'à ses yeux il n'existe pas de ministères essentiels ni de ministères subalternes. — T. P.

(Vendredi 20 mai.)

La mer d'empoigne

La sixième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'est ouverte le 23 mai à New-York pour une durée de huit semaines. Après les trente-trois semaines d'âpres négociations qui, en quatre sessions, ont déjà été consacrées au droit de la mer (Caracas en 1974, Genève en 1975, New-York deux fois en 1976) — pour ne pas parler de la première session préparatoire de New-York en 1973, — nul ne peut encore dire si — et quand — le nouveau droit de la mer sera codifié par une convention internationale et si, dans l'affirmative, celle-ci sera ratifiée et observée...

Ces réunions sont loin cependant d'avoir été stériles : en trois ans, elles ont engendré un nouveau droit coutumier qui a bouleversé le droit maritime traditionnel. Depuis 1945, la propriété des richesses minérales du plateau continental était reconnue à l'Etat côtier. Depuis 1952, plusieurs pays, surtout d'Amérique du Sud, s'étaient adjugé la propriété des ressources vivantes des eaux jusqu'à 200 milles nautiques (370,4 km.) de leurs côtes : certains avaient même proclamé cette large bande « eaux territoriales ». Depuis 1958, la première conférence des Nations unies sur le droit de la mer avait codifié l'appropriation et l'éventuel partage du plateau continental. Depuis 1974 est apparue, enfin, *la notion de zone économique exclusive* de 200 milles, qui implique la propriété des ressources vivantes et minérales des eaux, du sol et du sous-sol, quelle que soit la profondeur de la mer. En trois ans, il s'est dégagé un consensus tel que la plupart des Etats côtiers — même ceux qui y étaient opposés au départ — se sont appropriés ou vont s'approprier unilatéralement soit des zones économiques exclusives, soit des zones de pêche exclusives larges, les unes et les autres, de 200 milles.

I. — A quoi sert l'océan ?

par YVONNE REBEYROL

La Terre devrait plutôt s'appeler la Mer, 71 % de sa surface (soit 362 millions de kilomètres carrés) sont en effet recouverts par les eaux de l'océan mondial. Le volume total des mers du globe (1 362 200 000 kilomètres cubes) est tel qu'il rassemble 97,3 % de l'eau de notre planète. L'océan mondial est un monde énorme qui conditionne les climats et la météorologie, et donc la vie, sur l'ensemble de la Terre : il joue le rôle de réservoir et d'agent de répartition d'une partie de l'énergie solaire reçue par notre planète. Cette énergie, transportée par la circulation océanique, puis transférée dans l'atmosphère, est à nouveau transportée par la circulation atmosphérique. Aucune région continentale, si éloignée soit-elle de la mer, n'échappe à l'influence de l'océan.

Le monde océanique est encore fort mal connu. L'étude de la mer a commencé il y a plusieurs siècles et s'est intensifiée pendant les premières décennies du dix-neuvième. Mais la recherche systématique et scientifique à l'échelle du globe remonte à cent ans seulement : les spécialistes s'accordent pour la faire débuter avec la croisière du navire britannique le *Challenger* (1872-1876). Encore a-t-il fallu attendre la seconde guerre mondiale pour que les progrès scientifiques et technologiques comme l'organisation de vastes campagnes nationales ou internationales améliorent nettement la connaissance du monde marin, contenu et contenant : d'une part l'eau, avec ses éléments minéraux et sa matière vivante, d'autre part le sol et le sous-sol sous-marins. L'eau de mer ne contient pas seulement du chlorure de sodium ; la plupart des éléments naturels y sont présents en proportion constante (1). Seule change la salinité globale : de 35 pour 1 000 elle peut atteindre *40 pour 1 000 en mer Rouge* et 30 pour 1 000 devant les côtes septentrionales de la Sibérie.

Les différents éléments de l'eau de mer se combinent pour donner des sels minéraux variés : certains constituent le point de départ d'une chaîne alimentaire qui se termine par les grands carnivores marins. Or l'abondance de ces minéraux-nourriture n'est pas uniforme. Elle est conditionnée par la circulation océanique : par exemple, les remontées d'eaux profondes froides (les *upwellings*) sont toujours riches en sels minéraux, et donc toujours poissonneuses : tel est le cas des mers situées devant les côtes du Pérou, de l'Equateur, de la Mauritanie, du Sud-Ouest africain. De même, la rencontre d'une masse d'eau froide avec des eaux plus chaudes favorise-t-elle la vie marine : c'est ce qui fait la richesse de l'Atlantique du côté de Terre-Neuve.

La profondeur de la mer conditionne elle aussi l'abondance des ressources biologiques. Comme toutes les plantes, les végétaux microscopiques qui forment le phytoplancton (le maillon primaire de la chaîne alimentaire) (2) ont un besoin absolu de lumière. Sans lumière, pas de photosynthèse. Sans photosynthèse, pas de vie végétale. Or la lumière ne pénètre guère au-delà de 200/250 mètres dans des eaux spécialement limpides. Ces 200 mètres, les plus superficiels, sont donc les plus riches, tout particulièrement aux abords des continents, d'où *arrivent d'abondants apports* terrigènes et organiques. En outre, les mers peu profondes recyclent plus vite la matière vivante morte, qui ne va pas ainsi se perdre sur les grands fonds océaniques ; sur leurs sols, se développent une flore et une faune benthiques (3), en général elles aussi riches.

Deux domaines

Curieusement, à l'exception, bien entendu, de l'eau, les mers peu profondes appartiennent au domaine continental par la composition de leurs fonds. Les continents et les grands fonds océaniques sont, en effet, de natures géologiques fondamentalement différentes : les premiers sont faits de roches acides et relativement légères (du granite en surface) qui, à cause de leur moindre densité, « flottent » sur une couche de roches ultra-basiques ou basiques relativement lourdes. Les seconds sont faits de ce *même matériau ultra-basique ou* basique (basalte en surface). Les rebords des continents constituent des zones de transition encore assez mal connues — les marges continentales — où le domaine continental fait place au domaine océanique.

● AU DOMAINE CONTINENTAL appartiennent les 72 millions de kilomètres carrés (20 % de l'océan mondial) du plateau continental et de ses abords immédiats.

— *Le plateau continental*, de même nature géologique que le continent émergé est une plate-forme d'abrasion submergée actuellement, créée très probablement par les variations du niveau de l'océan mondial au cours des âges géologiques. Sa pente est très douce (de l'ordre d'un dixième de degré en général) et il s'étend vers la haute mer jusqu'à une brusque rupture de pente qui se situe le plus souvent à une profondeur voisine de 200 mètres. De la ligne de rivage actuelle à cette rupture de pente, *la largeur du plateau continental* est très variable : de quelques kilomètres le long des côtes montagneuses (Côte d'Azur, côtes chiliennes et péruviennes, par exemple) à plusieurs centaines de kilomètres (comme au large de certaines côtes australiennes, argentines, canadiennes ou soviétiques).

— *La pente continentale*, généralement comprise entre 200 et 2 000 mètres de profondeur, fait suite, vers le large, au plateau continental. Sa déclivité est, en moyenne, de l'ordre de 5°, mais elle peut être plus raide et atteindre 25° et même 35°. Elle se prolonge par le glacis continental, qui est fait d'une accumulation de sédiments provenant, pour l'essentiel, de l'érosion des terres émergées et qui masque le passage effectif d'un domaine à l'autre.

● AU DOMAINE OCEANIQUE appartiennent les fonds marins qui s'étendent au-delà du glacis sur 240 000 000 de kilomètres carrés. Les mers sont alors profondes, atteignant 2 000 à 3 000 mètres, et leurs fonds descendent très doucement vers les 4 000 mètres, voire les 5 000 mètres, des plaines abyssales. Seuls sont plus profonds les fossés océaniques — presque tous situés dans le Pacifique — qui se creusent jusqu'à *7 000* mètres, voire 8 000 mètres, et même exceptionnellement au-delà (le plus profond fossé connu atteint une profondeur de 11 516 mètres).

Toutefois, il existe certains grands bassins sédimentaires sous-marins, engloutis actuellement sous plusieurs milliers de mètres d'eau mais reposant sur une croûte continentale qui s'est effondrée progressivement au cours des âges géologiques.

Ces distinctions sont capitales non seulement pour les ressources *vivantes mais plus encore pour les* ressources minérales. Les hydrocarbures ne se trouvent en effet que dans les grands bassins sédimentaires, émergés ou non actuellement, et sont donc du ressort exclusif du domaine continental. Au contraire, les nodules polymétalliques (appelés communément nodules de manganèse), d'où l'on peut espérer tirer cuivre, nickel, cobalt et, éventuellement, manganèse, tapissent les grands fonds marins appartenant au domaine océanique.

Depuis des dizaines de millénaires, les ancêtres de l'homme — au moins ceux qui vivaient sur les côtes — ont commencé à tirer de la mer une partie de leur subsistance. Au début, très probablement, cette « exploitation » était fortuite : comment les hominiens vivant il y a environ un million d'années dans la grotte du Vallonnet (près de Roquebrune-Cap-Martin) auraient-ils *pu aller* à la pêche à la baleine dont on a retrouvé des vertèbres parmi les débris de cuisine ? Ils se contentaient sans doute de profiter de l'échouage d'une baleine sur la plage. Pour la « vie courante », peut-être ramassaient-ils des coquillages sur le rivage ? Vers 115 000 avant J.-C., l'« exploitation » de la mer est de plus systématique : les habitants de la cabane aménagée dans la grotte du Lazaret (près de Nice) dormaient probablement sur des litières d'herbes marines. Certes, on n'a pas retrouvé ces végétaux. Mais plusieurs zones de la cabane étaient tapissées d'amas de coquilles minuscules qui vivent accrochées sur des plantes marines.

Ramasser des plantes ou des animaux marins sur les plages ou dans quelques décimètres d'eau est facile. S'aventurer sur la mer hostile est beaucoup plus malaisé. Et, pourtant, l'homme a dû le faire alors qu'il ne disposait que de techniques fort rudimentaires. Le plus vieux bateau connu date d'environ 1400 avant Jésus-Christ et il a été trouvé sur la côte turque. Mais il est probable que l'homme s'est risqué sur la mer bien avant cette époque en chevauchant un tronc d'arbre ou en prenant place dans un tronc creusé ou sur un radeau. En tout cas, l'homme a « navigué » très tôt en haute mer. Sans cette audace, comment des îles du Pacifique occidental auraient-elles été peuplées dès 2000 avant Jésus-Christ, sinon à une période encore plus reculée ?

La poubelle universelle

La pêche (y compris le ramassage des coquillages côtiers) et le transport des personnes et des marchandises ont été les premiers usages de la mer. Ces deux activités continuent de nos jours... à une tout autre échelle, bien évidemment. Aux transports « civils » se sont joints très tôt les transports militaires et la guerre navale. Mais cette dernière a pris, de nos jours, avec l'apparition des sous-marins, une troisième dimension : on se poursuit et on se combat non plus seulement en surface mais aussi en profondeur, bien que la « tranche » d'eau « intéressée » par la guerre navale moderne soit encore très superficielle (500 à 600 mètres). On parvient même à naviguer sous la banquise de l'océan Arctique. Avec les sous-marins lance-missiles en service depuis une quinzaine d'années, la guerre navale est devenue planétaire : aucun point des continents n'échappe plus à la menace venue de la mer.

En dehors de ces utilisations traditionnelles, l'océan, ou tout au moins le plateau continental, est maintenant le cadre de bien d'autres activités : en 1975, on a extrait des gisements « offshore » 440 millions de tonnes de pétrole (soit environ 16 % de la production mondiale). Actuellement, on en est à 20 %. Les placers sous-marins sont exploités pour l'étain (au large de l'Indonésie et de la Thaïlande) et l'ont été pour les diamants pendant quelques années (au large du Sud-Ouest africain). Des quantités im*portantes de sables et de graviers* sont extraites des fonds marins proches, notamment, des côtes britanniques et américaines.

Pour les grands fonds océaniques, on est beaucoup moins avancé, mais, déjà, on s'intéresse aux nodules polymétalliques et, dans une moindre mesure, aux gisements de phosphorites. On a aussi de bonnes raisons de penser que le sous-sol contient du pétrole, et on travaille à mettre au point les techniques nécessaires. En outre, on commence à envisager l'exploitation des boues métallifères des fosses de la mer Rouge.

Enfin, on ne peut oublier les activités — industrielles ou touristiques — qui s'exercent de plus en plus sur les côtes. Le développement du tourisme a entraîné celui de la navigation de plaisance, tandis que la multiplication des industries a fait croître les tonnages des transports maritimes.

Les concentrations humaines ont une incidence importante sur la pollution de la mer. L'océan joue, en effet, le rôle de poubelle universelle où aboutit directement ou indirectement (par les fleuves) la majeure partie des résidus de l'activité humaine. Notons que ce rôle de poubelle n'est pas toujours négatif. Tant que le volume et la nature des déversements ne dépassent pas les capacités de « digestion » des eaux marines, les rejets constituent des apports qui contribueront activement au développement du milieu vivant. Mais les déversements sont concentrés trop souvent dans des zones précises : dans ce cas, ils ont bien évidemment des effets nocifs par leur seule surabondance et, éventuellement, par leur toxicité.

Il convient d'ajouter à cette énumération les accidents, en particulier ceux qui surviennent à des pétroliers ou à des navires transportant des matières dangereuses. Pour spectaculaires qu'ils soient, ces accidents sont heureusement fort rares. La plus grande partie de la pollution des mers est d'autant plus insidieuse qu'elle est routinière : déballastage des cuves de tankers, rinçage des moteurs, déversements des effluents urbains et industriels. Il serait possible de tarir ces sources de pollution, mais, pour cela, il faudrait faire respecter, même en haute mer, hors de toute juridiction nationale, les conventions internationales et imposer, même si elle est coûteuse, l'épuration des effluents rejetés depuis la terre ferme.

Certes, l'océan mondial est énorme et a une bonne capacité de « digestion ». Certes, les régions marines les plus polluées sont encore localisées à certaines zones côtières, aux grandes voies maritimes et aux mers fermées. Mais il ne faut pas oublier que les eaux océaniques sont brassées par une circulation perpétuelle et complexe, et que, tôt ou tard, la *même molécule* d'eau *se promènera* du Pacifique à l'Atlantique, en surface ou en profondeur.

(Mardi 17 mai.)

(1) L'eau de mer de salinité moyenne (35 pour 1 000) contient 19 pour 1 000 de chlore et 10,5 pour 1 000 de sodium. A eux deux, ces éléments constituent 84,3 % de la salinité de l'océan. Bien loin derrière eux, viennent en premier le magnésium (1,35 pour 1 000), le soufre (0,885 pour 1 000), le calcium (0,4 pour 1 000), le potassium (0,38 pour 1 000) et en queue de liste l'uranium (0,000 003 pour 1 000), le manganèse (0,000 002 pour 1 000), l'argent (0,000 000 3 pour 1 000), l'or (0,000 000 004 pour 1 000).

(2) L'abondance du phytoplancton rend l'eau de mer verte et peu transparente. Pour savoir si des eaux sont riches, au moins potentiellement, il suffit de regarder sa couleur : une eau verte et relativement opaque peut être poissonneuse, une eau bleue et limpide est pauvre.

(3) Le benthos est constitué par le milieu vivant qui se développe sur le fond ou à la proximité immédiate de celui-ci.

Prochain article :

PETIT POISSON DEVIENDRA GRAND...

LA COURSE AU NUCLÉAIRE

Les Britanniques trottinent mais les Allemands galopent

par XAVIER WEEGER et MARC AMBROISE-RENDU

principaux pays du sont aujourd'hui lan- s la course à l'énergie tre ; et l'industrie ato- mondiale reste, pour à temps encore, sous mination américaine. précédent numéro.)

ande-Bretagne est une tres puissances nucléai- du monde ». Même bouche d'un spécialiste des questions nucléai- affirmation peut sur- Le Royaume-Uni, ces années, est resté lar- l'écart des puissants « actualité nucléaire » : testation « écologique » e, pas d'exportations nantes ou contestées, les de l'industrie fran- Afrique du Sud ou au de l'Allemagne fédé- rale.

e cette puissance 33 réacteurs, 8380 MW) ant tout appartenir au ne et, recourant pour % à la fission atomique, ctricité britannique est ourd'hui une des plus du monde.

particularisme bri- Contre vents et marées, e-Uni est, avec le n des rares pays déve- voir jusqu'ici échappé on de s'aligner, comme a fait dans les années technique américaine. re 1956, la première trale au monde à pro- électricité est britan- stallée à Calder-Hall, sance électrique de le réunit quatre réac- type « graphite-gaz », de ceux développés dans la filière fran-

rguments qui ont em- sion du gouvernement lui ont fait adopter es américaines à eau pas eu d'effet outre- a bien essayé de nouvelle filière, utili- urde (Steam Genera- Water Reactor — et proche de la dienne CANDU. En ccès technique d'un 100 MW, cette filière d'hui pratiquement

été poursuivi, en re- la filière britannique, et a conduit à la mise au point de l'Advanced Gascooled Reactor (A.G.R.), qui utilise de l'uranium enrichi à 2 % au lieu d'uranium naturel ; cinq réacteurs de ce type (deux fonctionnent déjà) sont en cours d'achèvement.

Mais cette intense activité industrielle *ne doit pas faire illusion* : elle cache, pour l'avenir, des carnets de commande désespérément vides, et c'est avec une certaine amertume que certains responsables font remarquer qu'il n'y a pas eu de centrale commandée depuis... 1971.

C'est que la situation énergétique et économique a bien changé depuis dix ans : toutes les prévisions de consommation, en raison notamment de la crise économique qui a durement frappé et frappe encore le Royaume-Uni, ont dû être considérablement rabaissées.

La découverte des gisements de gaz et de pétrole de la mer du Nord a complètement brouillé les cartes. Et, comme dans bien d'autres pays industrialisés (Allemagne fédérale et, surtout, Etats-Unis), on regarde d'un œil nouveau les immenses réserves domestiques en charbon, qui pourraient durer plus de deux cents ans au rythme actuel d'extraction de 125 millions de tonnes par an.

On comprend alors le flegme qu'affiche *le département de l'énergie* pour ce qui concerne le recours au nucléaire : au mieux espère-t-on, en 1990, recourir à la fission pour produire 30 millions de tonnes équivalent-charbon (30 Mtec) contre 11 Mtec en 1975. Et la « fourchette » pour 1995 (25 à 45 Mtec) fait même apparaître, dans son hypothèse basse, la possibilité d'une *baisse* de la production d'énergie nucléaire, c'est-à-dire l'arrêt total de tout nouveau programme nucléaire : c'est donc sans scrupules que les Amis de la Terre britanniques peuvent réclamer l'arrêt de toute construction de nouvelle centrale.

Tel n'est cependant pas l'avis général de la population, dont un récent sondage, publié par la revue *New Society*, fait apparaître que 49 % est favorable à la construction de nouvelles centrales (32 % lui sont opposés ; 19 % sans opinion). Ce n'est pas *non plus, bien sûr, l'opinion* de l'industrie nucléaire.

L'heure est aujourd'hui à la réflexion. *Réflexion* sur les développements du programme classique : l'unique constructeur de centrales, Nuclear Power Company (1), effectue actuellement une étude comparative sur les différentes filières de réacteurs, qui doit être terminée au début de l'été prochain. Cette étude *devrait*, en particulier, éclairer les pouvoirs publics sur un éventuel abandon de la filière britannique pour la *filière américaine* à eau légère pressurisée (P.W.R.), peut-être plus facile à « placer » à l'exportation.

Réflexion également sur le nucléaire de la seconde génération, et en particulier les surrégénérateurs. Conscients du fait que les réserves de gaz et de pétrole auront une durée de vie limitée (30 à 40 ans), les experts britanniques s'interrogent encore, et le gouvernement avec eux, sur l'opportunité de mettre en chantier un *surrégénérateur* de 1 300 MW, comparable à Super-Phénix, le Commercial Fast Reactor (C.F.R.), pour, comme le font les Français, passer à une nouvelle étape après la réalisation du prototype de 250 MW qui fonctionne à Dounreay.

De même faut-il agrandir l'usine de retraitement de Windscale en y construisant une unité pour le traitement des combustibles sous forme d'oxyde, comme on le fait en France, à la Hague ? Une *enquête publique doit s'ouvrir* le 14 juin prochain et durera tout l'été. C'est sur elle que les écologistes, pour l'instant, concentrent leurs efforts. Et ils ne désespèrent pas de pouvoir arrêter le projet.

Il reste qu'un développement massif de l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne est plutôt pour après-demain que pour demain.

Les bulldozers à l'œuvre

Assurément, à l'est du Rhin, à quelques centaines de kilomètres du pittoresque siège londonien de Friends of the Earth Limited, le sentiment est tout autre : l'« ennemi » n'est pas pour demain, il est là ; les bulldozers sont, ici et là, à l'œuvre derrière des rangées de barbelés bien gardés.

L'Allemagne fédérale n'en est pas pourtant à construire ses premières centrales nucléaires : *elle possède déjà un « parc » installé* de douze réacteurs de 6 740 MW (soit le double de la capacité française), et deux nouveaux réacteurs à eau légère du type BWR (à eau bouillante) et de 1 300 MW de puissance totale doivent démarrer au cours de cette année.

Jusqu'en 1955, pour des considérations politiques compréhensibles, la République fédérale d'Allemagne a été « interdite d'atome ». Mais dès la levée de cette interdiction — levée limitée au domaine civil — elle met les bouchées doubles, bien que, désormais fidèle au libéralisme économique et au fédéralisme, elle ne juge pas utile de se doter d'un organisme central de recherches nucléaires comparable au C.E.A. français ou à l'A.E.A. britannique. Dès 1956, une série de plans quinquennaux — le quatrième, 1972-1977, est en cours — tendent à essayer de réduire *la dépendance* énergétique du pays vis-à-vis des pays tiers d'où il importe 50 % de ses besoins. Et le gouvernement fédéral crée un ministère de l'énergie nucléaire, devenu plus tard ministère de la recherche et de la technologie, lequel finance une part des recherches.

L'industrie allemande de l'atome se caractérise cependant par le dynamisme des entrepreneurs privés. Les deux groupes industriels qui mènent la danse, A.E.G.-Telefunken et Siemens, prennent respectivement des licences auprès de General Electric (filière à eau bouillante : B.W.R.) et de Westinghouse (filière à eau pressurisée : P.W.R.). Ces deux sociétés fondent, en 1969, une filiale commune, Kraftwerke Union, *qui emploie plus de douze mille personnes*. En proie à des difficultés financières, A.E.G. se retirera au début de 1977 et laissera Siemens maître du jeu.

K.W.U. est aujourd'hui le troisième constructeur mondial de centrales nucléaires, le premier en Europe, grâce à une politique forcenée d'exportations : en 1972, l'industrie allemande avait déjà vendu des réacteurs en Argentine, aux Pays-Bas et en Autriche. En octobre 1974, le chancelier Schmidt signe à Moscou un accord prévoyant la vente à l'Union soviétique d'une centrale que K.W.U. aurait construite à Kaliningrad. L'U.R.S.S. aurait payé « en nature » — en courant électrique qui aurait transité vers Berlin-Ouest par la Pologne et la R.D.A., — *les Etats-Unis y mettent* leur veto.

Enfin, cette politique d'exportations à outrance trouve son point culminant avec le « marché nucléaire du siècle » que la R.F.A. conclut en juin 1975 avec le Brésil, et qui prévoit la livraison par K.W.U. de huit centrales, d'une usine d'enrichissement et d'une installation de retraitement. *Ce contrat sera très vraisemblablement honoré, en dépit de l'opposition affichée des Américains pour ce qui concerne sa* partie de retraitement.

Au total, avec ces contrats et d'autres (l'Iran par exemple), le groupe allemand a actuellement en poche pour près de 40 milliards de francs de commandes.

Au développement foudroyant et commercialement agressif de l'industrie électronucléaire répond cependant, depuis 1975, une *contestation non moins* agressive. Alors que rien ne l'avait laissé prévoir, elle démarre en *février 1975* sur le site de Wyhl (Bade-Wurtemberg) dans la vallée du Rhin. Avec l'aide des Français et des Suisses, les comités d'environnement et les vignerons occupent le site. Ils en sont brutalement chassés par la police et — événement incroyable dans cette Allemagne où l'on respecte l'autorité — réoccupent le chantier et s'y maintiennent pendant *deux mois*, chaque village des environs assurant un tour de garde. Les manifestants n'évacuent qu'avec la garantie que les travaux seront stoppés jusqu'au jugement du tribunal administratif de Fribourg.

En novembre 1976, c'est à Brokdorf, près de Hambourg (Schleswing-Holstein), que se porte la contestation. Huit mille manifestants sont une nouvelle fois victimes de brutalités policières. Un *mois* plus tard, le tribunal administratif de Kiel ordonne de stopper les travaux à Brokdorf jusqu'à ce qu'une solution *satisfaisante* ait été trouvée pour les déchets radioactifs.

En février 1977, quinze mille personnes manifestent contre un *projet de centrale à Grohnde* (Basse-Saxe). Le même mois, le tribunal administratif de Fribourg, après s'être transporté sur le site et avoir organisé des auditions publiques (« *hearings* » à l'américaine) — *procédure* unique en R.F.A., — interdit la construction de la centrale de *Whyl qu'il considère comme insuffisamment sûre.*

La contestation, qui s'exprimera encore, en mars, contre le projet d'usine de retraitement à Gorleben (Basse-Saxe), s'appuie sur deux éléments : les comités de citoyens — *Burgerinitiativen* — très actifs dans le domaine de l'environnement, et des groupes politiques maoïstes, souvent violents.

Les opposants sont cependant moins isolés aujourd'hui. Après avoir été nettement dépassés par les événements, les partis ne peuvent plus se désintéresser de la contestation : à Brokdorf, la fédération locale du parti social-démocrate, les jeunes socialistes *et les jeunes démocrates (proches* des libéraux) ont appelé à manifester.

Est-il pour autant possible de ralentir le programme nucléaire ? Le chancelier Schmidt, le ministre *fédéral* de la recherche, M. Matthofer, et le ministre fédéral de l'économie, M. Friderichs, sont convaincus du contraire.

Pourtant, les prévisions de ces dernières années ont pratiquement été ruinées par des problèmes financiers, et, surtout, par la *contestation antinucléaire* et les décisions des tribunaux. En 1974, le ministre de l'industrie prévoyait pour *1985* quarante réacteurs de 45 000 MW installés ; dès novembre 1976, M. Friderichs ne comptait plus que sur trente-cinq réacteurs et 35 000 MW.

Ce qui n'empêche pas le gouvernement fédéral, suivi d'ailleurs — d'après un sondage publié en février dernier par *Der Spiegel* — par plus de la moitié de la population, de voir dans le nucléaire la seule solution pour demain ; plus même, le développement des surrégénérateurs et le recours au retraitement sont, dans l'esprit du gouvernement, des options irrévocables (2). Bien des indices montrent cependant que le temps des incertitudes est *venu : le S.P.D. ne vient-il pas,* à l'instar des gouvernements américain et suédois, d'entamer une réflexion sur la politique énergétique ?

(Vendredi 12 mai.)

(1) N.P.C. est une filiale de la *National Nuclear Corporation*, dont 35 % du capital appartient à l'Atomic Energy Authority (le C.E.A. britannique) et 30 % à la *General Electric Company.*

(2) L'Allemagne construit, en collaboration avec la Belgique et les Pays-Bas, un surrégénérateur de 300 MW et participe à la réalisation du projet français Super-Phénix.

La Suède fait la pause

par MARC AMBROISE-RENDU et ALAIN DEBOVE

ois *consomment* par ant six fois et demi ricité d'origine nu- es Français. Certains La plupart l'ignorent apprenaient, ne s'en guère. Non, sans ugeraient qu'une fois pays a *quelques* avance sur le reste énergétique du pays. *Sans charbon*, sans pétrole et sans gaz, il avait fallu faire tourner au maximum les turbines des barrages, brûler du bois et même de la tourbe. En 1947, une société privée, Atoménergi, se lançait donc dans la recherche. Elle n'est passée *sous le contrôle de l'Etat* que vingt-deux ans plus tard. Dans ses laboratoires de Studsvik, sur un *rivage* planté de conifères, neuf cents personnes travaillent autour de trois réacteurs. C'est l'équivalent, en beaucoup moins ambitieux de notre Commissariat à l'énergie atomique.

a en effet délimité sur ses rivages — Baltique, à Forsmark nn, deux autres sur Nord, à Ringhals et les *ingénieurs y ont* 1972 six réacteurs sance totale de Six autres y sont en i, s'ils sont achevés, capacité nucléaire 0 000 MWe en 1983. ournirait alors pour icité *et pour* 8 % ule consommée dans s de ces chaudières tinghouse à eau pres- nception américaine, à eau bouillante, ont point par les Suédois

Atoménergi vit des subventions de l'Etat et à 50 % des contrats de recherche passés avec les constructeurs de centrales. Car, dans le *nucléaire* comme ailleurs, la social-démocratie suédoise est restée fidèle à son grand principe : *chacun est libre d'entreprendre*. L'Etat n'intervient qu'*a posteriori* pour encadrer, contrôler, soutenir les initiatives et, si nécessaire, corriger leurs excès. Exemple : la direction nationale de l'énergie électrique appelée là-bas Vattenfall (l'E.D.F. suédoise), pourtant fondée en 1909, *n'exploite que le réseau de* haute tension et ne produit que 45 % des besoins électriques. Le reste est entre les mains d'une vingtaine de grosses sociétés communales ou privées et de deux cents petits producteurs. Vattenfall construit pour son *propre* compte une centrale à quatre réacteurs (Ringhals) et a pris une participation de 75 % dans une autre centrale (Forsmark), qui comptera trois tranches. Les deux autres centrales suédoises et leurs cinq réacteurs ont été ou sont édifiés par des sociétés mixtes où l'on trouve pêle-mêle des communes, des intérêts privés et même des *coopératives. Ainsi point de monopole* ni de lobby s'abritant derrière la raison d'Etat.

1977, les citoyens ombre de 8 millions) d'un parc de six mogènes, *bien grou-* une puissance et ion équivalentes à réacteurs de quatre rents que les Fran- bre de 53 millions) s en huit points de ourtant, la Suède ne bombe atomique ni ucléaire, ni labora- ni usine de retrai- imetière à *déchets*, rateur. La maîtrise y est point considé- le terrain privilégié scientifiques. Elle ne plus à nourrir des ndeur.

roche très pratique nucléaire a permis partis très tôt dans on avec tout leur de « grande puis- ielle », de se placer ations avec 470 watts tallés par tête d'ha- avance ne les grise ncite, au contraire, ause et à *réfléchir*. , c'est-à-dire collec- mocratiquement, et Hommes politiques le pays, sans s'aban- hobies des écologis- aux pressions du re, se pose les vraies

le ces interrogations à les Suédois il y a inq *ans d'isolement* lligérants leur avait trême dépendance

En revanche, les conditions du développement de l'énergie atomique *ont été définies dès 1965* par une loi. Un second texte complétant le premier a été adopté le 14 avril dernier. C'est encore le Parlement qui, après débat, a autorisé l'ouverture des quatre sites nucléaires et a décidé qu'il n'y en aurait pas d'autres...

Finie la belle époque

Le développement des centrales a démarré en Suède avec l'assentiment général et, au pire, dans *l'indifférence. En 1964*, commençait à fonctionner dans la banlieue de Stockholm le petit réacteur d'Agesta fournissant à la fois de l'électricité et de l'eau chaude. Jugé peu rentable et peu sûr, il a été stoppé en 1974 et muré dans son cercueil de granit.

Au début des années 70, c'était l'euphorie nucléaire. En additionnant *les intentions des différents* promoteurs, on arrivait, pour 1990, à un total de vingt-quatre réacteurs *concentrés* sur une demi-douzaine de sites. Le « programme » sans doute le plus ambitieux du monde. Mais, en 1971, eut lieu le premier incident de parcours. Vattenfall annonça son intention de construire un réacteur à Haninge, à 35 kilomètres au sud de la capitale. La section suédoise des Amis de la Terre (mouvement écologiste international) *venait de* se fonder. Elle fit immédiatement campagne contre ce projet et, à la surprise générale, retourna l'opinion des populations et des élus locaux. Vattenfall retira son projet, persuadé qu'il s'agissait là d'un accident, presque d'une bizarrerie locale. En fait, la belle époque était finie : rien ne serait plus comme avant.

Car, devant la marée nucléaire, les digues allaient se dresser les unes après les autres. En 1972, *c'est à Stockholm* que se tient la première conférence des Nations unies sur l'environnement. Au forum parallèle où se retrouvent tous les contestataires, la « pollution nucléaire » est vigoureusement condamnée. Cette même année, le Parlement réduit à quatre le nombre des sites. L'année suivante, quelques parlementaires du parti centriste (dans l'*opposition*) réclament un supplément d'information sur les dangers de l'atome civil et, en *attendant*, la *suspension* de son développement. Surprise : ce moratoire est voté.

Le nucléaire retrouve-t-il toutes ses chances ? En 1974 et 1975, le premier ministre, M. Olof Palme lance un vaste débat sur l'énergie. Partis, syndicats, associations, organisent des cercles d'études. Aux cours du soir, dont raffolent les Suédois, on ne parle que de cela. Près de 80 000 personnes, estime-t-on, ont participé à ce remue-ménage. Les quatre grandes associa*tions d'écologistes* — les Amis de la Terre, l'Association de protection de la nature, les Biologistes de terrain et la Confédération des comités locaux — prennent position pour la croissance énergétique zéro et l'arrêt définitif du programme nucléaire.

Au printemps 1975, M. Olof Palme présente au Parlement un programme « énergie » valable pour dix ans et tout à *fait* révolutionnaire. Les Suédois, dont la consommation d'énergie augmentait de 4,5 % par an jusque-là, sont invités à réduire cette boulimie à 2 % par an jusqu'en 1985. Ensuite, on leur propose la croissance énergétique zéro vers 1990. *Conséquence : les économies* d'énergie doivent devenir le souci numéro un à la maison comme à l'usine. Un programme de recherches assorti de 366 millions de couronnes pour trois ans est lancé. Seconde retombée : pour le programme nucléaire on en *reste à treize réacteurs*. Sociaux-démocrates et conservateurs approuvent, mais les partis d'opposition (libéraux, centristes et communistes) trouvent que c'est encore trop.

Sur le terrain, la contestation se développe. A Barsebäck, en face de la côte danoise, une manifestation réunit pendant plusieurs jours, en avril 1976, cinq mille jeunes, dont certains venus de Norvège et du Danemark.

A l'automne, voici les élections législatives. Pour *la* première fois au monde, une campagne se fait pour ou contre le nucléaire. On gratte la corde sentimentale des Suédois, profondément amoureux de la nature. L'opposition va profiter de ce levier pour chasser la social-démocratie, au pouvoir depuis quarante-quatre ans. Pour cela, il suffira d'un déplacement *de 4 % des voix. M. Fälldin,* leader du parti centriste, qui ne promettait rien moins que ce démanteler les centrales en fonctionnement, se retrouve premier ministre... et bien embarrassé. Par quoi remplacer les 15 milliards de kilowatts-heure qu'elles ont fourni en 1976 ? Peut-on stopper les chantiers en cours ? Quinze des plus grandes entreprises suédoises participent à la construction des réacteurs ; plusieurs d'entre elles exportent la technologie *qu'elles ont* mis au point à cette occasion : deux centrales « clés en main » ont été *vendues à la Finlande ; quatorze* mille travailleurs et techniciens seraient menacés de chômage. Aussi M. Fälldin est-il obligé de laisser charger en combustible le second réacteur de Barsebäck et d'accorder 266 millions à Vattenfall pour continuer l'édification de Forsmark.

En revanche, il reprend le plan d'économie de son prédécesseur et l'une de ses idées : créer une commission « énergie ». Mission : préparer pour l'automne 1978 plusieurs scénarios de politique énergétique parmi lesquels le gouvernement et le Parlement feront leur choix. Moyens : cinq groupes de travail mobilisant tout *ce que la Suède compte* d'experts publics et privés. Détail typiquement suédois : les fonctionnaires du ministère de l'industrie ne figurent pas dans la commission. Ils seront entendus comme experts au même titre que certains membres des Amis de la Terre.

Deuxième coup de frein du premier ministre : il fait voter, le 14 avril 1977, une loi conférant aux constructeurs de centrales *nucléaires* la responsabilité du retraitement des barreaux d'uranium usagés, de leur stockage s'ils ne sont pas retraités et du stockage des déchets de haute activité. Toute autorisation sera suspendue à la présentation de contrats en bonne et due forme garantissant de manière satisfaisante la réalisation de ces opérations. Les Suédois restent dans *la logique du système libéral*. Les « résidus » de l'électricité nucléaire ne seront pas à la charge de l'Etat.

L'industrie nucléaire suédoise se *trouve maintenant* en position d'attente. D'un bout à l'autre de la chaîne, tout peut changer selon *les circonstances* et *la* volonté du nouveau gouvernement.

● *Approvisionnement en combustible.* — Jusqu'à présent, la Suède achetait l'uranium à la France. Atoménergi possède à Ranstad, dans le centre du pays, un gisement à faible teneur (0,03 %) qui n'a été exploité qu'à titre expérimental parce que, jusqu'ici, non rentable. Mais les ingénieurs ont imaginé de tirer parti de tous les composants du schiste uranifère. Oxydes d'aluminium et de fer, engrais, sulfates de potasse, phosphore, chaux, *soufre*, *métaux* lourds et charbon seraient extraits du minerai en même temps que l'uranium. *L'exploitation respecterait* scrupuleusement l'environnement : talus antibruit, reconstitution du sol, récupération des eaux usées, etc. S'il était réalisé, ce projet, extrêmement sophistiqué, permettrait à la Suède de couvrir ses besoins en uranium et probablement d'exporter de nouvelles technologies.

● *Enrichissement du combustible.* — Il a été assuré jusqu'à présent par les Etats-Unis, mais des contrats ont été signés avec l'Union soviétique « pour ne pas mettre tous les œufs dans le même panier ».

● *Centrales.* — Six produisent de l'électricité, quatre sont en construction, deux en projet avancé, une seule paraît abandonnée. Mais le gouvernement ne délivrera les autorisations qu'au coup par coup. Tout est suspendu au *choix d'une nouvelle politique* énergétique à l'automne 1978. Philosophes, les industriels affirment qu'ils s'adapteront. « *Le pire*, disent-ils, *serait de tout stopper, puis de repartir.* »

● *Retraitement des barreaux usagés.* — *Tous les partis sont* d'accord pour renoncer à construire une usine de retraitement. Les premiers barreaux usagés sont à Windscale, attendant que l'usine britannique redémarre. La Suède vient de signer un nouveau *contrat avec la France* pour faire retraiter d'autres combustibles jusqu'en 1985. Des négociations sont en cours pour faire traiter à la Hague tous les combustibles suédois jusqu'en 1990. Le plutonium revenant de France et de *Grande-Bretagne pourrait* être brûlé dans les centrales ordinaires, car il n'est pas question que les Suédois se lancent dans l'aventure, jugée trop périlleuse, du surrégénérateur.

● *Déchets.* — Les déchets de faible et de moyenne activité sont stockés sur le site même des centrales. *Les déchets de haute activité* retour de Windscale et de la Hague seront traités selon une technique mise au point par les Suédois. On les confinera dans une double enveloppe de céramique et d'acier inoxydable. Puis ils seront enfouis dans des terrains stables à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Les Suédois envisagent même de ne pas faire *retraiter les combustibles* irradiés et de les considérer comme des déchets. En ne produisant plus un gramme de plutonium, ils s'aligneraient sur les Américains, qui redoutent la dissémination de cet explosif.

Partis en tête dans la course au *nucléaire*, les *Suédois* freinent donc de plus en plus fort depuis deux ans. Avec pragmatisme, démocratiquement, ils cherchent une voie raisonnable, originale, entre le nucléaire « à tout va » et la pénurie de kilowatts. Bien avant le président Carter ils ont déjà donné aux nations industrialisées une leçon de sagesse en stoppant la course à l'énergie. *L'an prochain*, ils proposeront peut-être — et une fois de plus — un nouveau « modèle suédois » de politique énergétique.

FIN

(Lundi 16 mai.)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 16 AU 20 MAI

ERRATIQUE

« SOUVENT femme varie. Bien fol qui s'y fie. » Ce proverbe fameux pourrait fort bien s'appliquer à la Bourse de Paris, dont le comportement, au désappointement général, s'est révélé une fois encore assez erratique au cours de la semaine écoulée, réduite à quatre séances par les fêtes de l'Ascension.

Assez erratique en effet à en juger par l'évolution générale des cours, qui, d'abord en léger repli le 16, fléchissaient vivement le lendemain, pour se redresser tout aussi brutalement ou presque le 18. A la veille du week-end, jour de liquidation générale, comme dans le ciel de Paris, la grisaille s'installait de nouveau sur un marché redevenu apathique et plutôt enclin à s'effriter. Bref, de rechute en saut de carpe, les différents indices s'inscrivaient le 20 en clôture à 1,4 % environ au-dessous de leurs niveaux du 13 mai dernier.

Décidément, les bonnes nouvelles exercent sur la Bourse un effet qui tend à se dissiper de plus en plus vite. Déjà, l'influence bénéfique causée le 6 avril dernier par la décision surprise du gouvernement de reporter d'un an l'application de la loi sur les plus-values avait été de courte durée. Plus rapidement encore est retombé l'enthousiasme soulevé par le résultat du duel télévisé Mitterrand-Barre, nettement en faveur du premier ministre si l'on en croit un sondage récent. Serait-ce le phénomène d'accoutumance ? Un débat télévisé, il est vrai, ne suffit pas à inverser un mouvement, surtout quand son origine est politique, et dix mois nous séparent encore de la prochaine consultation électorale. « Au train où vont les choses, faisait remarquer un boursier, il faudra bientôt une bonne nouvelle par jour pour doper le marché. » Mais est-ce vraiment le cas ? Cette semaine, ne l'oublions pas, n'a pas été tout à fait comparable aux autres.

D'abord à cause des opérations de liquidation : leur approche, après la forte hausse du vendredi précédent, a provoqué des ventes bénéficiaires dont le flot, grossi par les dégagements des opérateurs à découvert, peu désireux de maintenir leurs engagements, a déferlé sur le marché ; puis des fêtes de l'Ascension. Beaucoup ont fait le pont et en feront sans doute un deuxième en prévision d'un arrêt des cotations le 24 en liaison avec l'ordre de grève générale lancé par les syndicats. Ces explications suffisent-elles à justifier le repli du 17 ? Pas entièrement sans doute. La Bourse, ne l'oublions pas, a les nerfs à fleur de peau, et la moindre contrariété la déprime. La rumeur d'un relèvement sensible du montant autorisé de l'emprunt national, demandé de toutes parts, ne pouvait la réjouir. En revanche le cocktail composé de trois ingrédients : l'annonce de M. Boulin de la mise à l'étude de mesures destinées à la revivifier, la réaffirmation par M. Chirac de son désir de signer un pacte majoritaire, l'amélioration du climat des affaires dans l'industrie, était de nature à la revigorer. Au-delà de ces mouvements contradictoires quelque chose semble avoir changé autour de la corbeille. Le phénomène ne se manifeste pas encore de façon très franche mais il n'en est pas moins perceptible. Dans les conversations, l'on recommence doucement à parler d'achats et le mot « vente » revient moins souvent. Bien sûr, il ne s'agit encore que d'intentions. Tout de même, le sentiment est, sinon meilleur, du moins infiniment moins mauvais. C'est déjà une consolation pour les habitués du palais Brongniart, dont les nerfs ont été mis à rude épreuve ces dernières semaines.

ANDRE DESSOT.

Calme

Contrastant avec le regain de tension observé précédemment, le calme a régné cette semaine sur les marchés des changes, où les transactions se sont nettement ralenties. Plusieurs places continentales ont chômé pour la fête de l'Ascension, et une bonne partie des cambistes et courtiers d'Europe étaient réunis à Montreux, en Suisse, pour l'assemblée annuelle des clubs « Forex ».

Dans ces conditions, l'atmosphère était à l'attentisme, avec la hausse du coût de la vie a atteint 0,8 % outre-Atlantique pour le mois d'avril, essentiellement à cause des produits alimentaires (+ 1,5 %), ce qui oblige le gouvernement à relever à 6,7 % contre 6 % ses prévisions en matière d'inflation pour 1977.

Le florin a encore été très demandé, s'établissant derechef au sommet du mini-serpent européen et atteignant l'écart maximum avec le deutschemark (2,25 %), qui, lui, est au plancher : la rumeur courait que le taux d'escompte de la Bundesbank serait ramené de 3,5 % à 3 % ce qui accentuerait les pressions sur le deutschemark au profit du florin.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	$ U.S	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres ..	—	1,7178	8,5091	4,3340	4,0540	62,0125	4,2171	1521,97
	—	1,7196	8,5188	4,3385	4,0582	62,0775	4,2216	1524,25
New-York .	1,7178	—	20,1877	39,6353	42,3728	2,7700	40,7331	0,1128
	1,7196	—	20,1857	39,6353	42,3728	2,7700	40,7331	0,1128
Paris	8,5091	4,9535	—	196,33	209,89	13,7216	201,77	5,5908
	8,5188	4,9540	—	196,35	209,91	13,7229	201,79	5,5888
Zurich ...	4,3340	2,5230	50,9336	—	106,9067	6,9889	102,7698	2,8476
	4,3385	2,5230	50,9285	—	106,9067	6,9889	102,7698	2,8463
Francfort .	4,0540	2,3600	47,6430	93,5394	—	6,5373	96,1303	2,6636
	4,0582	2,3600	47,6382	93,5394	—	6,5373	96,1303	2,6624
Bruxelles .	62,0125	36,1000	7,2877	14,3083	15,2966	—	14,7046	4,0744
	62,0775	36,1000	7,2870	14,3083	15,2966	—	14,7046	4,0726
Amsterdam	4,2171	2,4550	49,5609	97,3047	104,0254	6,8005	—	2,7708
	4,2216	2,4550	49,5559	97,3047	104,0254	6,8005	—	2,7693
Milan	1521,97	866,00	178,86	351,16	375,42	24,5429	360,39	—
	1524,25	866,40	178,92	351,32	375,59	24,5340	361,05	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires

quelques mouvements erratiques de-ci de-là.

Ainsi le dollar, plus ferme en début de semaine après sa baisse antérieure, perdait à nouveau du terrain mercredi et jeudi pour se redresser légèrement à la veille du week-end. A court terme, le raffermissement des taux aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale semble avoir encore un peu « relevé la barre » en laissant le taux de l'argent entre banques atteindre 5,50 %, est de nature à doper un peu la monnaie américaine. En revanche, les prévisions à moyen terme ne lui sont guère favorables.

L'institut britannique Forex Research (à ne pas confondre avec les clubs Forex) voit le dollar fléchir vis-à-vis des monnaies fortes (deutschemark, florin, franc suisse et yen) pour plusieurs raisons : le déficit commercial des Etats-Unis atteindra 20 milliards de dollars en 1977 (chiffre confirmé par M. Schultze, président des conseillers économiques de la Maison Blanche) ; l'inflation américaine sera plus forte que celle de la R.F.A., et même du Japon. Effectivement,

En revanche, toujours suivant les pronostics de Forex Research, le dollar s'apprécierait vis-à-vis de monnaies dites « faibles », livre sterling, franc français, lire italienne et dollar canadien.

Dans l'immédiat, la livre a un peu baissé, tandis que le franc français se maintient assez aisément, suivant le dollar dans ses fluctuations, mais ne variant guère vis-à-vis des monnaies fortes, du moins pour l'instant. A relever, enfin, que les milieux financiers s'attendent toujours à un « décrochement » de la peseta espagnole après les élections législatives de juin, destiné à stimuler l'économie de la péninsule Ibérique, fort mal en point.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de métal a évolué entre 147,50 et 146,80 dollars dans un climat très calme.

F. R.

SPORTS

KARATÉ

La génération des experts comptables

Malgré deux titres individuels obtenus par Saïdane (poids légers) et Montel (lourds), l'équipe de France de karaté (huit médailles) n'a pu retrouver une réelle suprématie aux 13es championnats d'Europe disputés les 21 et 22 mai au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris. Neuf nations ont eu accès au podium : l'Angleterre (sept médailles, dont le titre par équipes), l'Italie et les Pays-Bas (trois médailles), l'Autriche et l'Espagne (deux médailles), la République fédérale d'Allemagne, l'Ecosse et le Luxembourg, troisième de l'épreuve par équipes, ce qui illustre bien le nivellement des valeurs.

Exception faite de quelques combats de poids lourds et de certaines finales, l'esprit du judo, qui imprégna durant plusieurs siècles, tant de combattants japonais, ne fut pas souvent au rendez-vous de ces championnats d'experts-comptables en karaté. Sans remonter aux samouraïs, qui auraient été scandalisés par le comportement dans les épreuves par équipes de ces karatékas fuyant au quatre coins du tatami dès qu'ils avaient un avantage (waza ari) à préserver, on chercha en vain parmi la centaine de compétiteurs un digne émule de Dominique Valéra, voire de Guy Sauvin, qui menaient leurs combats sereinement en exerçant sur leurs adversaires un ascendant psychologique sensible pour le plus profane des spectateurs.

Depuis la retraite de Dominique Valéra, en 1975, et de ses partenaires, qui furent champions du monde par équipes, en 1972, la Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires (F.F.K.A.M.A.), se trouve confrontée à deux phénomènes apparemment contradictoires : progression des effectifs et du niveau moyen des licenciés, mais disparition d'une véritable élite.

En fait, on peut se demander si ce phénomène, constaté aussi dans d'autres sports, comme le tennis, n'est pas au contraire un résultat logique des progrès enregistrés dans *les méthodes d'enseignement* et des conditions de préparation à la compétition. Il faut en effet constater que, dans la plupart des sports, les champions s'accommodent assez mal de la facilité et ont même besoin d'une certaine adversité pour se révéler, se forger, et exprimer un tempérament. *Art martial, le karaté* échappe moins que d'autres à cette règle.

Soixante mille licenciés

Avec soixante mille licenciés, mille deux cents clubs et autant *d'enseignants, dont cinq cents ont* le diplôme d'Etat, le karaté dispose désormais en France de structures incomparables avec celles des années 60 où il fut introduit en Europe. Henri Plée, qui fut le premier président de la Fédération française de karaté et de boxe libre, et *Dominique Valéra découvrirent* et durent même apprendre le karaté dans des ouvrages japonais traduits à grands frais. Longtemps contraints à un travail personnel, ils apprécièrent et tirèrent d'autant plus de profit des premiers stages ou séjours en France de quelques grands maîtres japonais comme Oshima ou Kase.

« *Quand un maître nous montrait un mouvement ou corrigeait sans un mot une position*, raconte Guy Sauvin, le directeur technique national, *il était même inconcevable de lui demander une explication. C'était à nous de méditer le pourquoi.* » Ces méthodes d'enseignement et les contacts diversifiés avec des maîtres représentatifs de plusieurs écoles amenaient inévitablement les meilleurs karatékas français à une réflexion qui favorisait la découverte et l'adaptation des techniques convenant le mieux à leur propre tempérament.

« *Comme tous les arts martiaux le karaté est un domaine où se rive la personnalité de chacun*, estime Guy Sauvin. *Pour tendre à la perfection, vous devez avoir votre opinion et ne pas suivre à la lettre ou copier strictement ce qu'exécute quelqu'un d'autre. On a copié maintes fois la Joconde et pourtant il n'y en a qu'une...* »

Aujourd'hui le karaté est devenu en France un sport de masse. Pour faciliter son développement, la *F.F.K.A.M.A. a demandé à son directeur* technique, Guy Sauvin, d'élaborer une méthode française en tenant le plus large compte du tempérament et de la morphologie des Occidentaux (1).

En optant résolument pour la compétition, la F.F.K.A.M.A. a donc mis au point une méthode avant tout axée sur la recherche de l'efficacité en combat qui néglige quelque peu l'essentiel de la philosophie des arts martiaux. Dès lors faut-il s'étonner si on assiste à une certaine dépersonnalisation des nouvelles générations de karatékas et à la disparition des « samouraïs » au profit des experts comptables, plus préoccupés par la victoire que par une réelle démonstration de leur supériorité ?

GÉRARD ALBOUY.

(1) *Karaté, la technique, la tactique, l'entraînement*, par Frank Morvan-Denègre et Guy Sauvin, Editions Robert Laffont, 243 p., 49 F

AUTOMOBILISME

La consécration de Jody Scheckte[r] et de Walter Wolf

De notre envoyé spécial

Monaco. — La recette pour construire une bonne voiture de course de formule I est apparemment simple. Vous prenez un ou deux ingénieurs dont les capacités correspondent à leur réputation, vous leur demandez de concevoir un châssis simple et robuste, vous achetez quelques moteurs Cosworth, comme le font la plupart des constructeurs de formule I, et vous engagez une équipe de mécaniciens compétents qu'il convient de placer sous la responsabilité d'un chef expérimenté. Tous ces éléments réunis, vous qui ne connaissez rien à rien ou pas grand-chose à la course automobile, faites en sorte de recruter le meilleur pilote disponible sur le marché. Si tout marche comme vous l'entendez, vous voilà constructeur arrivé, patron d'un pilote victorieux en Grand Prix, et, pourquoi pas, en passe de gagner le championnat du monde. Et de dire : « *Ferrari, connais pas !* »

A quelques nuances près, c'est ainsi qu'a procédé Walter Wolf, constructeur de la voiture du Sud-Africain Jody Scheckter, vainqueur, dimanche 22 mai du Grand Prix de Monaco. Il manque cependant à ce tableau, vite tracé, une touche essentielle. Il s'agit de l'argent. Apparemment, et jusqu'à preuve du contraire, ce n'est pas un problème trop préoccupant pour Walter Wolf. Il a quitté l'Autriche sans un sou en poche pour s'installer au Canada, où il a fait fortune dans les forages sous-marins. Comme il aime bien le sport automobile, et que la course est sans doute le meilleur moyen pour un industriel de se faire un nom et de sortir de l'anonymat du monde des affaires, Walter Wolf mène rondement son entreprise.

En quelques mois, la Wolf passe de la planche à dessin à la concrétisation sur quatre roues. L'argent facilite d'ailleurs les choses. La Wolf est classique, ne recèle aucune solution originale, aucune innovation, mais toutes ses pièces ont été réalisées avec soin, avec aussi ce qui se fait de mieux en alliages et matériaux coûteux. Et, sur la balance, elle accuse le poids minimum. C'est un premier succès.

La chance est d'ailleurs au rendez-vous. L'un des meilleurs *pilotes du monde, Jody Scheckter* est en « délicatesse » avec Ken Tyrrell, son constructeur. Les deux hommes, pour beaucoup de raisons, ont décidé de se séparer. Incompatibilité d'humeur et d'intérêts. Scheckter veut gagner beaucoup d'argent. Wolf en a et il sait aller droit au but. Une *fois qu'il* a pris *connaissance* de l'équipe réunie par Wolf, Jody Scheckter a ce qu'il fau[t] deuxième sens pour pense[r] la voiture sera réussie. Elle pour la première fois à la [...] 1976 et reçoit le baptême [...] course le 9 janvier en Arge[ntine] à l'occasion du premier [...] prix de l'année.

Personne à l'époque ne [...] vraiment aux chances de [...] Wolf. Le monde de la cour[se] volontiers conservateur, e[t] nouveaux venus font to[...] l'objet de beaucoup de conde[scen]dance et sont accueillis [...] circonspection. L'opinion qu[i] vaut est que Walter Wolf, c[omme] d'autres avant lui, s'est [...] une sorte de gadget, un [...] jouet, et qu'il y renoncer[a] qu'il prendra conscience de[s dif]ficultés à surmonter. Chac[un a] encore en mémoire l'expé[rience] vécue par un autre mécèn[e for]tuné, lord Hesketh (1), ve[nu à] la course comme Walter W[olf], qui a dû changer de métho[de et] même un temps renoncer [après] avoir dépensé une belle fo[rtune].

En somme, Wolf est atten[du au] tournant. On sait qu'il [a les] moyens de ses ambitions (le [bud]get d'une saison de form[ule I] tourne autour de 5 millio[ns de] francs). Mais, de l'avis gé[néral], ce n'est pas suffisant pour [espé]rer rompre des lances av[ec les] grands noms de la compéti[tion], Ferrari, Lotus, McLaren, Bra[bham], Tyrrell. Eux ont un pass[é], l'expérience, des références [...]

Pour sa première cou[rse]

Il faut croire que le no[u]venu n'est cependant pas de [ceux] auxquels on cloue le bec. Fai[t sans] précédent, pour sa prem[ière] course, la voiture gagne à [Bue]nos-Aires. C'est, à la ronde, [un] coup de surprise et un p[eu de] dépit. On y voit l'interventi[on de] la chance, un exceptio[nnel] concours de circonstance[s], comme il est vrai que Sch[eckter] a bénéficié d'heureuses cond[itions] de course — tous ceux qu'i[l pré]cédait ont été contraints à l'[aban]don. — chacun attend conf[irma]tion avant de porter un juge[ment].

Naturellement, Jody Sch[eckter] et Walter Wolf ne partagent [pas] ces sentiments. Ils savent [que la] voiture est bien née, qu'[elle a,] dans sa relative simplici[té, un] potentiel de premier ordre [et ils] sont sûrs de pouvoir le [prouver] par la suite. Pendant tro[is...] Scheckter se bagarre aux [...] postes sans victoire vraim[ent en] vue, mais, le 3 avril à Long [Beach,] au grand prix des Eta[ts-Unis] côte ouest, le voilà à nouv[eau au] tout premier plan. Il mèn[e] la course devant Andretti et [...] et, sans des adhérences dé[...] matiques dans les derniers [tours,] nul n'aurait pu l'empêch[er de] remporter une deuxième [...] avec sa Wolf.

C'était partie remise et, d[iman]che soir à Monaco, il n'[a] trouvé personne cette fois [pour] émettre la moindre réserv[e sur] son succès et sur celui de s[a voi]ture. Du premier au dernie[r tour] il a fait la preuve que Mar[io An]dretti et Nicky Lauda dev[ront] compter avec lui pour la co[nquête] du titre mondial. Wolf avec [...] et Ferrari, la compagni[e est] bonne pour un débutant.

FRANÇOIS JA[...]

(1) Lord Hesketh a cessé [son] activité en compétition en [...] est revenu à la course cette [...] d'une manière moins somp[...] C'est lui qui avait donné sa [...] en 1975 à James Hunt, qui [...] remporter le championnat du [...] l'année suivante avec McLaren.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO

1. Scheckter (Wolf Ford), 1 h. 57 min. 52 sec. 77 (moyenne horaire 128,119 km-h.) ; 2. Lauda (Ferrari), 1 h. 57 min. 53 sec. 56 ; 3. Reutemann (Ferrari), 1 h. 58 min. 25 sec. 57 ; 4. Mass (Mc Laren), 1 h. 58 min. 27 sec. 37 ;

Classement provisoire du championnat du monde des conducteurs : 1. Scheckter, 32 pts ; 2. Lauda, 25 ; 3. Reutemann, 23 ; 4. Andretti, 22 ;

Basket-ball

L'équipe de France a obtenu, au tournoi d'Helsinki, sa qualification pour les prochains championnats d'Europe, prévus en Belgique du 15 au 24 septembre. Pour leurs deux derniers matches, les Français ont battu les Polonais (95 à 81) et les Néerlandais (72 à 67)

Cyclisme

BORDEAUX-PARIS

1. Van Springel (B.), les 597 kilomètres en 14 h. 35 min. 35 sec. ; 2. Godefroot (B.), à 3 min. 25 sec. ; 3. Chalmel (Fr.), à 9 min. 45 sec. ; 4. Pescheux (Fr.), à 13 min. 38 sec. ; 5. Priem (P.-B.), à 29 min. 27 sec. ; 6. Hézard (Fr.), à 32 min. 5 sec. ;

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
(trente-quatrième journée)

*Lyon b. Sochaux	3-0
*Nancy b. Rennes	3-2
*Nîmes b. Troyes	2-0
*Reims et Bastia	1-1
Metz b. *Nice	4-2
*Bordeaux et Valenciennes	0-0
*Lens et Saint-Etienne	1-1
Nantes b. *Laval	2-1
Marseille b. *Angers	2-1
*Paris-S.-G. b. Lille	2-1

Classement. — 1. Nantes, 52 pts ; 2. Bastia, 43 ; 3. Lens, 42 ; 4. Lyon, 41 ; 5. Nancy et Nice, 40 ; 7. Saint-Etienne, 39 ; 8. Metz, 38 ; 9. Paris-S.-G., 36 ; 10. Marseille, 34 ; 11. Bordeaux, 33 ; 12. Sochaux et Reims, 31 ; 14. Troyes, 30 ; 15. Valenciennes, Nîmes et Laval, 29 ; 18. Angers, 26 ; 19. Lille, 19 ; 20. Rennes, 16.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION
(trente-troisième journée)
GROUPE A

*Martigues et Cannes	1-1
*Toulon et Monaco	1-1
*Gueugnon et Bourges	1-1
*Sète et Avignon	0-0
*Ajaccio et Auxerre	0-0
*Angoulême b. Béziers	1-0
*Tavaux et Red Star	1-1
Paris F.-C. b. *Fontainebleau	4-1

Remis : Toulouse-Arles.

Classement. — 1. Monaco, 46 pts ; 2. Gueugnon et Toulon, 43 ; 4. Avignon, 38 ; 5. Auxerre et Angoulême, 37 ; 7. Martigues, Cannes, Red Star et Béziers, 35 ; 11. Toulouse, 34 ; 12. Paris F.-C., 32 ; 13. Fontainebleau, Arles et Ajaccio, 29 ; 16. Tavaux, 21 ; 17. Bourges, 19 ; 18. Sète, 15.

GROUPE B

*Strasbourg b. Brest	5-0
*Dunkerque et Rouen	1-1
*Besançon b. Tours	2-1
*Boulogne b. Lucé	3-2
*Quimper b. Epinal	3-1
*Châteauroux b. Caen	1-0
*Hazebrouck et Chaumont	2-2
*Saint-Dié et Nœux	0-0
*Lorient b. Amiens	3-0

Classement. — 1. Strasbourg, 47 pts ; 2. Rouen, 42 ; 3. Tours, 37 ; 4. Quimper et Besançon, 36 ; 6. Lucé, 35 ; 7. Châteauroux, 34 ; 8. Epinal, 33 ; 9. Chaumont, 32 ; 10. Dunkerque, Nœux et Saint-Dié, 31 ; 13. Boulogne et Brest, 30 ; 15. Caen et Lorient, 28 ; 17. Hazebrouck, 27 ; 18. Amiens, 26.

Handball

Strasbourg a gagné la finale du championnat de France, disputée le 21 mai à Orléans, en battant l'A.S.P.T.T. Metz par 21 à 15

Jeu à treize

Albi est devenu champion de France en battant Carcassonne par 19 à 10, le 22 mai à Albi.

Judo

Le championnat de France par équipes a été gagné par le Racing-Club de France, vainqueur en finale de l'A.C.B.B. par trois succès à un

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE

250 cm3. — 1. Katayama (Yamaha, Japon), 59 min. 10 sec. 6, moyenne 120,808 km-h. ; 2. North (Yamaha, Afr. Sud), 59 min. 36 sec. 5 ; 3. Chevallier (Yamaha, Fr.), 59 min. 43 sec. ; 4. Sarron (Yamaha, Fr.) ;

350 cm3. — 1. Rougerie (Fr.), 1 h. 5 min. 18 sec. 9, moyenne 118,837 km-h. ; 2. Sarron (Fr.) 1 h. 5 min. 41 sec. 5 ;

Natation

Patricia Clug a établi deux nouveaux records de France en nage papillon sur 100 mètres (1 min. 5 sec. 33) et 200 mètres (2 min. 20 sec. 13). La meilleure performance de cette réunion de Mulhouse a été réussie par l'Américain Jim Montgomery sur 100 mètres en 50 sec. 93.

Rugby

En finale du challenge Yves-du-Manoir, Béziers s'est imposé devant Lourdes par 19 à 18, le 21 mai, à Colombes.

Tennis

L'Américain Gerulaitis a gagné les championnats internationaux d'Italie en battant en finale l'Italien Zugarelli 6-2, 7-6, 3-6, 7-6.

Tennis de table

Jacques Secrétin et Claude Bergeret ont retrouvé leur titre national en battant respectivement en finale, à Tours, les vainqueurs de l'an dernier, Patrick Birocheau (22-20, 21-14, 21-19) et Brigitte Thiret (22-20, 21-10, 16-21, 21-14)

CYCLISME

Van Springel comme Bernard Gauthier

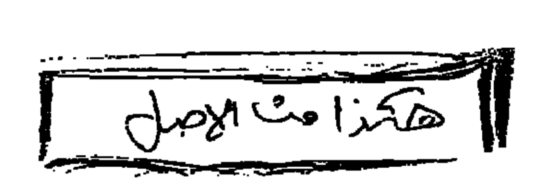
Vainqueur de Bordeaux-Paris pour la quatrième fois, [le] Belge Herman Van Springel prolonge la tradition des fam[eux] marathoniens du vélo en des temps où cette épreuve au p[...] prestigieux semble rebuter les vedettes du cyclisme. Il jus[tifie] sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une désaffec[tion] profonde auprès d'une majorité de professionnels installés [dans] un système de facilité

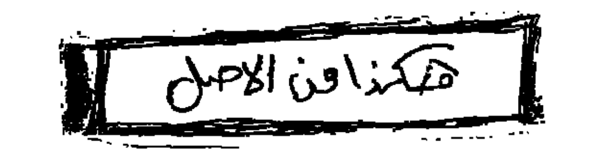
En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai[, le] routier flamand, qu'on tenait naguère pour un cham[pion] sans personnalité, s'est hissé au niveau de Bernard Gauth[ier,] victorieux à quatre reprises lui aussi. On n'affirmerait [pas] pour autant qu'il s'identifie à son prédécesseur. A l'inv[erse] du Français qui procédait par coups de pédales agressif[s et] qui exprimait son talent de façon spectaculaire, Van Spri[ngel] évolue dans un style sobre et économique, et c'est sans d[oute] ce qui lui permet de s'accommoder aussi aisément des lon[gues] distances. Mais il est certain que l'on retrouve chez l'u[n et] l'autre une résistance foncière comparable et que leurs [qua]lités physiques s'accompagnent des mêmes vertus. Car [pour] prétendre à la première place dans Bordeaux-Paris, [...] parcourir 600 kilomètres (dont la moitié derrière motocycle[tte] à 40 kilomètres de moyenne horaire, et pour être capabl[e de] se surpasser après quatorze heures d'efforts, il faut aj[outer] à la valeur musculaire une singulière obstination.

La preuve est faite une fois de plus qu'une course d[e ce] genre ne tolère pas l'improvisation. Jean-Pierre Danguilla[ume,] qui avait décidé tardivement de sa participation, ayant [jugé] sa condition satisfaisante à l'issue des Quatre Jour[s de] Dunkerque, n'a pas atteint le vélodrome du bois de Vincen[nes]. En revanche, le « chômeur » Jean-François Pescheux, s'était imposé d'importants sacrifices pour consacrer tout [son] temps à une préparation spécifique, a terminé quatri[ème].

Comme l'an passé mais dans un ordre différent, [Van] Springel, Godefroot et le Français André Chalmel occu[pent] le haut du classement. Ils ont devancé la totalité de [leurs] adversaires au nombre de neuf après avoir affirmé une [...] supériorité dans le secteur décisif, c'est-à-dire à part[ir de] Poitiers où s'effectuait la prise des entraîneurs. — J. A.







ULTATS

La consécration de J... et de Walter ...

...deries aux Arts décoratifs

...s cesse sur le métier...



...ER... Il faut du temps, ...la patience, de l'atten-... beaucoup de soin, ...qualités qui, d'ordinaire, ...ibuées aux femmes. ...ception ! Car, si on ...que la broderie n'est ...ut ce que l'on croit, ...l en tout cas, à savoir ...res domaines réservés ...ession féminine, on ...aussi que la grande ...a toujours été, ou ...le fait des hommes, ... cuisine, en somme ! ...l avait un brodeur ...non une brodeuse. Et ...r notre siècle, le plus ..., le seul peut être ...a broderie, est encore ...sculin : René Begué, ... dont certaines des ...our Dior, Fath, Given-... Saint-Laurent, ont ... d'une donation au ... arts décoratifs, qui ...tle exposée.

... Il reste que les ...rtisans ? créateurs ?, ...on qui pourra se ... plus d'acuité quand ...rée dans le même ... exposition intitulée ...san ?), au moins ... siècle dernier, sont ... exclusivement des ...ont l'anonymat n'est ... après tout qu'une ...olémentaire de phal-...

... Le mot s'associe à ... la femme au foyer, ... de tous côtés à ...n ouvrage. La brode-...lle pas une manière ...noins autoritaire de ...e ceinture de chas-... mais l'aiguille et les ...uvent être vengeurs. ...t-ils pas à leur ma-... ces superbes ... petits points, dans ...be façon aussi d'am-...oroche du mâle, sous ...u'il va perturber le ...

***

...enons à l'exposition ...rie au passé et au ...ui est très bien pré-...itaire n'était pour-...imple. Exposer des ...'était composer avec ...ents, des tentures, ...es d'ameublement, ...es difficiles à met-...ir, si l'on veut évi-...ber dans l'étalage ..., ou de friperies. ...nir compte de l'état ... pièces qui ne sont ...e première fraîcheur, ...ment des fils, de ... trames, notamment ...roderies liturgiques ...es datent du qua-...cle.

...le de broderies à la ...'Eglise est la plus ...ment faite, avec les ...es dalmatiques, les ...s bannières, qui ont ... sur des supports à ...doré. Elle réunit une ... de pièces du qua-... dix-huitième siècle. ...iennes sont les dos ... d'origine allemande ... brodées au point ...e Christ et les saints ... relief de tissu bourré ... Si ces broderies ...ar une certaine ru-...ois sculptés de la ...e en Allemagne, la ...llaise contemporaine, ...t, fait penser par sa ...ion élégance à l'art ...re. Ainsi cet « Arbre ... (Musée du tissu de ...lus belle pièce de ... dont l'iconographie ... du songe de Jessé, ...nnages représentés ...daillons formés par ... la vigne, est traitée ...uplesse, une subtilité ...s, qui laissent pan-...

... français est repré-...des broderies dans ...lus tardives, de très ...eaux du dix-septième et du dix-huitième siècle, où triomphent le décor floral, les acanthes et les éléments de rocailles dans une chape sur fond de drap rouge, et les grands rinceaux chargés de bouquets et de fruits dans les chasubles brodées de fils d'or, d'argent et de soies polychromes.

Dans le domaine de l'ameublement, en France particulièrement, c'est sous Louis XIV que culminent les fastes de la broderie. Un exemple parmi d'autres, et après quelques morceaux plus anciens (les belles gouttières de lit du seizième siècle) : ce lit à baldaquin entièrement paré de satin blanc à décor de guirlandes et de tiges, qui avait été exécuté pour Pierre de Filley de la Barre, maréchal de camp de Louis XIV (il provient du château d'Azay-le-Rideau). Mais il y a aussi de très brillants exemples plus tardifs : cette toile indienne du début du dix-huitième siècle brodée au point de Beauvais, à ramages magnifiquement stylisés ; ou encore la tenture de tulle sur fond de satin — brodée d'après un dessin de Bony, premier Empire — chargée de guirlandes nouées, de semis de feuilles, une merveille du genre ; et pour les prouesses de virtuosité, les deux petits paysages en tondo, des peintures à l'aiguille avec rehauts de gouaches pour le ciel et la mer.

Même luxe, mêmes richesses pour les broderies des costumes, avec les habits masculins du dix-septième siècle jusqu'au manteau de Napoléon Ier, les robes de toutes les époques, où l'on voit apparaître, au début de ce siècle, de nouveaux ingrédients, les paillettes de tous formats, les perles des tenues de soirées signées Worth, Poiret, Lanvin ou Vionnet. La broderie est partout, signe extérieur de la classe sociale, de la tête aux pieds. Voir les bas de soies, les souliers de satin, les sacs à main, les aumonières et les gants.

On finirait par s'ennuyer un peu, par se lasser de tout ce faste presque écœurant, s'il n'y avait, pour clore le parcours de la broderie d'hier, une étonnante salle de blanc, intitulée « Les âges de la vie ». Cette fois, c'est la lingerie de linon, des sous-vêtements aux robes de baptême, en passant par les mouchoirs, les bonnets et toutes les pièces des trousseaux, qui évoquent plus précisément peut-être ce travail si mal payé, où l'on s'abîmait les yeux à compter les fils un à un.

***

Que reste-t-il aujourd'hui de cet art de la broderie ? On n'a plus le temps, les couvents d'où sortaient souvent ces merveilles se vident, et la femme s'émancipe. On ne brode plus comme avant. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, on brode tout de même en simplifiant les points et les motifs. Plusieurs salles nous le montrent, où l'on voit notamment une très jolie robe brodée d'une guirlande de lierre — une des toute dernières créations d'Emmanuelle Khanh, — des petits tableaux naïfs tout en points de soies, et même des transats. Et puis, le fin du fin pour la nouvelle génération n'est-il pas d'avoir son jean rapé, mais néanmoins brodé ? On sait bien que la plupart des broderies, aujourd'hui, se font à la machine à coudre, même lorsque la chemise vient de Turquie, d'Inde ou du Pakistan, mais n'éprouve-t-on pas aussi le besoin de personnaliser sa tenue en prenant soi-même l'aiguille ? Ne serait-ce que pour retrouver le plaisir de perdre son temps.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Jeudi 19 mai.)

(*) Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, jusqu'au 18 juillet. Catalogue réalisé avec le concours de D.M.C. ; il faut le noter, c'est la première fois qu'un industriel soutient une exposition du Musée des arts décoratifs.

LE FESTIVAL DE CANNES

Jean Beaudin, cinéaste québécois

Aujourd'hui, on a peur d'être doux

IL ne fait pas partie des cinéastes québécois que l'on connaît en France mais le Festival a prononcé son nom et le voilà consacré : Jean Beaudin est le réalisateur de *J.A. Martin photographe*, présenté en compétition le 14 mai. Il a trente-huit ans et ce n'est pas son premier long métrage. Il ressemble à son film, c'est normal, on ne crée pas tendresse et chaleur si l'on n'est pas soi-même tendre et chaleureux, on n'invente pas le personnage de Rose-Aimée s'il ne vous accompagne pas toute votre vie.

Jean Beaudin préférerait que, à l'entrée du Carlton, le pistolet de Roger Moore ne soit pas braqué sur les passants, que la Croisette soit illustrée par « *autre chose que le sexe et la violence sur toutes les affiches* ». Ce qui l'intéresse, ce ne sont pas « *le spectaculaire, les situations spéciales, la glorification de la plus grande prostituée ou de l'homme le plus riche* ». Ses héros ont toujours été « *comme dans les films de Milos Forman au début, comme nous avec deux pieds et deux bras* ». Il tient à « *raconter des histoires sans que ce soit ennuyeux* », il évite les dialogues. « *Le « feeling » doit passer à travers des choses simples, comme le pliage des draps, doit venir du dedans.* » Bergman — (« *Scènes de la vie conjugale* » *aurait été mieux que le titre que nous avons trouvé* », regrette Jean Beaudin) — exprime par des gros plans la complexité des drames intérieurs, « *moi j'aime mieux faire une séquence qui, dans son ensemble, communique quelque chose. Et comme elle est précédée, et suivie, d'une autre séquence, le sentiment s'exprime dans la totalité du film plutôt qu'à un moment précis. Je n'aime pas que cela se passe au niveau d'un cri* ».

Le rythme de *J.A. Martin, photographe* est donc celui d'une grande unité, et aussi celui d'une grande discrétion. « *C'est difficile de toujours préciser*, dit Jean Beaudin. *Au cinéma, de toute façon, il faut préciser le moins possible. Les Américains imposent, tandis que les films d'Europe de l'Est laissent le spectateur à son cheminement. Ce que je raconte est arrivé à tout le monde, on a seulement des degrés de connaissance différents, on imagine ce que l'on veut à partir des éléments que je donne.* »

Pourquoi avoir choisi cette période (la fin du siècle dernier) ? Pourquoi avoir choisi un photographe et l'avoir négligé pour parler de sa femme ? « *C'est une question d'homogénéité*, dit Jean Beaudin, *entre l'époque et le sujet du film.*

« *Bien que les problèmes soient les mêmes, je n'aurais pas pu raconter la même histoire en 1976. Je n'aurais pas eu les mêmes gestes, la même lenteur. Il y a plus de violence aujourd'hui, et tout est plus superficiel. Les gens se téléphonent, se volent, se disent n'importe quoi. Autrefois, la communication devait avoir une qualité qui n'existe plus. Quand on voulait dire quelque chose à quelqu'un, c'était important, on attelait sa charrette, on parcourait une longue distance pour aller voir son voisin. Le peintre ne se déplace pas, le cultivateur n'a pas de clients à rencontrer. Voilà pourquoi j'ai pris un photographe. C'est un artiste, il voit la vie cadrée par lui, il ne photographie ni sa femme ni ses enfants, il est actif dans son travail, et passif dans la vie. Sa femme c'est tout le contraire. Ils vont se redécouvrir pendant le voyage qu'ils font ensemble. C'est leur relation qui compte, et pas tellement le fait qu'il soit photographe.* »

Nos grands-mères, nos mères

Jean Beaudin ne parle pas en termes de mariage, mais de couple : « *Un jour le bateau arrive dans un port et n'en bouge plus. Rose-Aimée est mariée depuis quinze ans, elle a cinq enfants, une belle-mère et un époux qui travaille. Ils sont installés, elle en a assez. Parce qu'elle l'aime encore, elle décide de prendre les grands moyens pour essayer de le retrouver. Mais ce n'est pas le changement qui améliore. C'est la qualité de la recherche, des efforts que l'on doit faire, de l'échange des regards, de l'observation. Aujourd'hui, on a peur d'être doux, de se parler. Même s'il y a des chicanes, des moments difficiles, la force d'une amitié et d'un amour vient du fait qu'on se parle.*

« *Avec Marcel Sabourin, qui, pendant quinze mois, a écrit le scénario avec moi, on ne voulait pas tomber dans le folklore et le romantisme. Moi j'aime beaucoup Rose-Aimée. On pensait à nos grands-mères et à nos mères. Chez nous, ce sont les femmes qui élèvent les enfants. Pendant que mon père était à la guerre, ma mère était seule avec sept enfants. C'est bien vu d'aller à la guerre, c'était dix fois plus pénible pour ma mère, mais le travail des femmes n'a jamais été payé, jamais valorisé par la société. C'est incroyable, presque inhumain, ce qu'on leur demande. Jamais un homme n'accepterait de le faire. De toute façon, une femme c'est plus important qu'un homme, puisqu'elle possède la vie. J. A. va voir Rose-Aimée à travers ce qui arrive, il voit sa force devant la maladie, la mort. Lui, il ne fait rien.* »

Jean Beaudin explique qu'il a « *regardé une quantité effrayante de photos de l'époque* », qu'il s'est éclairé chez lui trois jours et trois nuits avec une lampe à huile, retrouvant ainsi l'importance de la lumière qui arrive par la fenêtre, le rapprochement des gens qu'impliquait ce type d'éclairage et que l'on retrouve dans le film. Ce qu'il raconte aussi, c'est qu'il a appris tout seul à faire un scénario. Au Québec ce n'est pas comme en France : « *Nous n'avons pas de pères. Nous avons fait beaucoup d'erreurs, beaucoup de mauvais films.* » En 1969, il a « raté » son premier long métrage, ensuite il a fait des films de fiction qui duraient quarante minutes, puis une dramatique pour la télévision qui s'appelait *Cher Théo* et qu'il aime bien. Il est arrivé au cinéma par l'animation. Après, il a travaillé avec un professeur australien qui avait réinventé l'enseignement des mathématiques : il a tourné ainsi trente-cinq films « didactiques » avant de réaliser son moyen métrage en 1968 (*Vertige*). Ils n'ont pas de pères et pas de diplômes, au Canada, ils n'ont pas pu « *comme Bogdanovitch être l'assistant de Howard Hawks* », alors Jean Beaudin dit, en plaisantant un peu : « *On va peut-être inventer une autre forme de cinéma.* »

Propos recueillis par
CLAIRE DEVARRIEUX.
(Jeudi 19 mai.)

Les frères Taviani ou l'histoire d'une conquête

Padre Padrone, le film des frères Taviani, présenté, mardi 17 mai, à Cannes, avec un vif succès, est tiré *d'une histoire authentique, racontée* dans son livre par Gavino Ledda, un ancien berger sarde analphabète, devenu écrivain.

Un homme, une vie. L'intrigue est simple, qui nous fait passer de l'enfance de Gavino, son départ de l'école à six ans, sa solitude au milieu des moutons, la terreur que lui inspire un père despotique, à son adolescence — premières révoltes et premières tentations, puis à sa découverte de la culture, à ses efforts pour s'instruire, enfin à son combat pour échapper au travail de la terre et obtenir un diplôme de linguistique.

Sur ce schéma, Paolo et Vittorio Taviani ont orchestré des thèmes multiples qui transforment le film en une symphonie où le lyrisme relaie continuellement le réalisme, et où se mêlent la chronique et le poème, l'analyse sociologique et le discours politique, l'histoire d'une passivité et celle d'une conquête.

Le Sud, le Sud italien et sa misère. La terre est rude en Sardaigne, les mœurs le sont aussi, quasi moyenâgeuses. Le père de Gavino a enlevé son fils de l'école parce qu'il avait besoin du gamin pour garder son troupeau. Entre lui et l'enfant, aucune communication, sinon celle des coups.

Le silence, le travail, la servitude, *c'est tout ce que* connaît Gavino. Et la nature au sein de laquelle il est plongé. La nature, avec ses ombres et ses lumières, ses bruits mystérieux, cette sève d'amour qui brusquement secoue les plantes et les bêtes et qui rend les hommes fous. Un souffle panthéiste anime le film et, dans une suite de séquences enlevées comme un scherzo, un érotisme primitif qui est d'une *grande beauté*.

A la césure du récit, un élément capital : la découverte de la musique. C'est la musique qui sort Gavino de son isolement, c'est pour s'acheter un accordéon qu'il viole pour la première fois l'autorité *paternelle, et c'est en écoutant la* musique des voix de la vallée qu'il comprend que la parole existe.

Dès lors tout va s'accélérer. Gavino ne parle que sarde. Au régiment, on l'oblige à parler italien. Ainsi apprend-il l'existence des mots, des mots qui rompent les barrières, qui permettent à chacun d'affirmer sa *présence* et de *connaître* les autres. Pour Gavino, le muet, le silencieux, c'est une révélation. Ces mots, il les débite d'abord machinalement, il s'en nourrit, il s'en imprègne, *il les laisse* tomber en *lui* comme autant de gouttes d'eau sur un sol aride. Puis il les transforme en langage et, bientôt, prend conscience que ce langage peut devenir l'instrument de sa libération.

C'est alors — dernier aspect du film — que s'intensifie l'opposition entre Gavino et son père. Le père, « *pater familias* » mais également « patron » (« padre padrone »), lutte pour préserver son identité, face à ce fils prodigue, traître à la loi traditionnelle. Comme autrefois, pour *imposer sa volonté, il a recours à* la violence, mais Gavino aujourd'hui *n'a plus peur*. Il est fort de tout ce qu'il a acquis. Et il brise un pouvoir qui trop longtemps l'a étouffé.

Ce film puissant et passionnant, d'une richesse exceptionnelle, que lui *manque-t-il pour nous séduire* totalement ? La simplicité peut-être, un certain dépouillement. Il y a dans le style des Taviani une pointe d'emphase (on n'ose parler d'*esbroufe*) qui, *parfois, déconcerte ou* irrite. Pour nous convaincre ou pour nous émouvoir, ils en font toujours un peu trop. Mais c'est la leur manière. Ce sont des lyriques et des passionnés, et, tout compte fait, nous préférons cette passion à la tiédeur.

La magie de Marguerite Duras

Inlassablement, avec une sorte d'opiniâtreté paysanne, Marguerite Duras enrichit son œuvre cinématographique. Coup sur coup trois films : *Des journées entières dans les arbres*, *Vera Baxter* et ce *Camion* que nous avons vu mardi. Trois films qui ne ressemblent à aucun autre et dont le dernier s'impose comme un défi.

Moins un film, ce Camion, que la projection d'une idée de film. Un film en devenir. Des images au conditionnel. Une femme-écrivain (Marguerite Duras) lit à son futur interprète (Gérard Depardieu) le scénario qu'elle a l'intention de porter à l'écran. Des mots, des phrases, *une sorte de récitatif qui décrit des* paysages — la brume, le froid, la mer, une campagne, — *qui parle* d'un camion et de son conducteur, d'une passagère inconnue que le conducteur a pris à son bord. Parfois la narratrice interrompt sa lecture. « *Vous voyez ?* », demande-t-elle à son interprète. « *Oui, je vois* », répond-il.

Nous, ce que nous voyons, ce n'est que cette femme enroulée dans un châle noir, dont la voix musicale caresse ou fait vibrer les mots, et cet homme, de l'autre côté de la table, qui l'écoute. Et puis, parfois aussi, *le camion, seul élément matérialisé du film à faire*, le camion bleu comme un vaisseau fantôme, qui traverse des champs, des bourgades, des faubourgs, dont nous savons qu'il transporte — ou plutôt qu'il transportera, car jamais on ne *nous les montre — les deux personnages* de l'histoire.

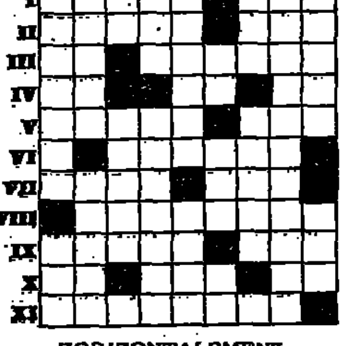
Dans *India Song* le temps était aboli. Dans *Son nom de Venise*, les protagonistes avaient disparu. En réduisant ici son film à la simple évocation de ce qu'il pourrait être, Marguerite Duras poursuit sa destruction des formes traditionnelles du récit cinématographique. Démarche si insolite, si contraire à la « *règle* », *qu'on s'étonne de* la fascination qu'elle provoque. Est-ce la qualité littéraire du texte qui nous séduit ? Est-ce ce qu'elle nous dit d'elle-même — et Marguerite Duras *semble alors parler en son nom*, — de son enfance, d'un engagement politique avec lequel *elle a rompu*, de la mort, de Karl Marx, de son œuvre, d'*Hiroshima* et de l'enfant Abraham ? Est-ce la poésie qui naît des images du camion ? Tous ces éléments sans doute concourent à créer la magie de l'œuvre, cette *magie « durasienne » à laquelle il* faut être réceptif pour admirer — voire pour supporter — les films de l'auteur.

Le *combie du dénuement rejoint* ici le combie de l'art. De l'anti-cinéma ? Qu'est-ce que cela veut dire ? *Le Camion* est un film admirable.

(Jeudi 19 mai.)
JEAN DE BARONCELLI.



PROBLEME N° 1 730



HORIZONTALEMENT

I. Est, pour certains, l'occasion d'un retour à la sagesse ; Abréviation. — II. Effectuait des liaisons ; Il en est question dans la Bible. — III. Permet d'écarter ; Position de repli. — IV. Fait partie du paysage audomarois ; Voie d'eau ; Saint. — V. Ville ancienne ; Préposition. — VI. Voilà qui nous montre combien la nature peut être capricieuse (pluriel). — VII. Ont des mâchoires extraordinairement solides ; Ont quelque chose de clinquant. — VIII. La peinture est parfois leur raison d'être. — IX. Après ; En fin de carrière. — X. Sigle : Conseil de détente ; Sur une carte d'Afrique du Nord. — XI. Ondulent naturellement.

VERTICALEMENT

1. Noble marotte de Cyrano ; Compagnon éventuel. — 2. Eau potable ; N'est pas clairvoyante. — 3. Participe ; A le pied sûr. — 4. Préfixe ; Sera comme saint Thomas. — 5. Exagèrent l'importance de bien des choses ; Devait souvent être dérangée ! — 6. Grecque ; Parmi les Cyclades ; Abréviation. — 7. Orne les saillies de nombreux ouvrages ; Sérieuse quand elle est grosse. — 8. Iras ailleurs. — 9. S'armer de patience ; Fin, chez les chansonniers.

Solution du problème n° 1 729

Horizontalement

I. Prochain. — II. Eure ; Soue. — III. Pi ; Poules. — IV. Inès ; Ers. — V. Ees ; AT ; Aa. — VI. Sale. — VII. Poussive. — VIII. Jarreta. — IX. Esses ; Ose ! — X. Us ; Plan. — XI. Xérès ; Art.

Verticalement

1. Pépie ; Jeux. — 2. Ruine ; Passe. — 3. Or ; Essors. — 4. Ceps ; Aure. — 5. Aisés. — 6. Asu ; Test. — 7. Iole ; Isola. — 8. Nuera ; S.A.R. — 9. Essayèrent.

GUY BROUTY.

Céline et l'hygiène

« *MA musiquette, dans vingt ans ?...* » C'était il y a vingt ans, justement. Nimier était monté à Meudon *parler de la prochaine parution de D'un château l'autre*. Céline nous raccompagnait jusqu'à la côte des Cardes. Les pouces aux entournures d'un drôle de gilet fourré, il plissait des yeux vers l'île Séguin en contrebas, ou plutôt vers on ne savait quel lointain intérieur, quel avenir calamiteux. *« Ma musiquette, dans vingt ans ?... Y feront tout pour qu'on s'en tape ! »*

Céline avait beau pester — une manie chez lui, le fond de sa « musiquette », — six ans d'exil et à peine autant d'oubli, était-ce si cher payé pour quelqu'un qui s'était proclamé en 1942 « le plus nazi des collaborateurs » ? Dès l'édition en « poche » du *Voyage au bout de la nuit* (1956), Nimier, et Bory pour la gauche, avaient commencé à le dédouaner au nom du génie. Dans les mois qui ont précédé sa mort, en 1961, la presse, loin de le bouder comme à son retour du Danemark (1951), se disputait ses imprécations (voir les *Cahiers* n°s 1 et 2). Quant à la postérité, elle n'aura été ni muselée ni chienne comme il l'annonçait. Le nombre des rééditions et des essais augmente chaque année. Une bonne douzaine d'ouvrages ont été publiés en 1976. Quatre paraissent en ce mois de mai, dont un seul refuse d'absoudre le passé politique.

Les lecteurs pour qui ce passé demeure imprescriptible et rédhibitoire s'indignent de tant de gloire posthume. Mais le silence servirait sans doute moins bien leur cause que la lumière apportée, de documents en documents, sur les aberrations idéologiques de l'auteur de *Bagatelles pour un massacre*.

TOUTE biographie, en particulier, est bienvenue. A force de « *raconter des légendes comme on pisse* » et de préférer « *une souffrance imaginée à la réalité morne* », Céline a en effet réussi, tout en ne parlant que de soi, à ne jamais renseigner de façon fiable sur la réalité d'où ont procédé, sources de tout le reste, son sens de la catastrophe et son dégoût de la vie — « *C'est naître qu'il aurait pas fallu* » (*Mort à crédit*).

Dans un premier tome s'étendant de la naissance (1894) aux débuts romanesques (1932), François Gibault complète utilement le *Céline raconte sa jeunesse* de Claude Bonnefoy. Ce n'est pas un historien littéraire de formation, mais ses réflexes d'avocat y suppléent, et sa proximité de la famille — il est le conseil de Lucette Destouches — lui donne accès à des sources inédites, sans lui faire perdre le recul critique.

La « misère digne » dont il ne cessera de se plaindre, le petit Louis-Ferdinand ne l'a pas inventée. Il y a bien eu la naissance en banlieue — « *Ce paillasson des villes où chacun s'essuie les pieds, crache un bon coup* », — la mère tuberculeuse, les séjours en nourrice, le passage Choiseul, où « *le soleil arrive si moche qu'on l'éclipse avec une bougie* », les nouilles à l'eau de peur d'imprégner les dentelles, à quoi l'écrivain assimilera ses brouillons : « *Un tas d'horreurs en souffrance que je voudrais rafistoler avant d'en finir !* » Il y a eu le père antisémite, les chiens qu'on faisait coucher pour demander pardon, la cousine roumaine atteinte de la peste puis tombée d'un train près d'Odessa, et aux malheurs de qui, exceptionnellement, Céline n'a pas fait un sort, lui qui s'entendait à tirer du dantesque et du goyesque d'une simple traversée Boulogne-Folkestone...

LA guerre de 1914, bien sûr, l'a marqué à jamais. C'est à cause d'elle qu'en 1939 le pacifisme « *lui remontera comme un vomissement* ». Si « *on est puceau de l'horreur comme on l'est de la volupté* », on peut dire qu'il en connaît un bout.

Mais, contrairement à ce que croyaient Henri Mondor ou Marcel Aymé, et à ce qu'il a fini par s'imaginer lui-même, il n'a pas été blessé au crâne ni trépané : tout en reproduisant en couverture la photographie d'oreilles bandées qui a étayé cette légende, François Gibault n'a retrouvé trace que de la balle dans l'humérus droit et du fameux « vertige de Ménière » qui donnait à Céline l'impression de « dégueuler dedans ».

L'abomination de la guerre ne faisait que confirmer, en grandiose, la « vacherie » humaine aperçue dès l'enfance et qu'allaient attester toutes les expériences ultérieures.

Que ce soit pendant ses études de médecine — « tout gras et glaires, mon affaire ! », — au dispensaire de Clichy — « *ce camp de travail !* » — ou lors de ses missions en Afrique et dans les usines américaines, Céline ne découvre pas le Mal : il le vérifie.

Les quelque quatre cent cinquante photographies ou documents rassemblés et légendés par J.-P. Dauphin et J. Boudillet dans l'*Album de la Pléiade* constituent une illustration idéale à la biographie de François Gibault et laissent la même sensation de familiarité fatale avec le malheur. Pour mesurer

par Bertrand Poirot-Delpech

les ravages de cette malédiction, il suffit de comparer le visage confiant de Céline à deux ans (page 16), la dernière fois, sans doute, qu'il sourit aux anges, et le masque traqué, matraqué, des derniers mois (pages 254-255). Rarement les marques de l'âge font autant ressembler la vie à un match de boxe perdu d'avance, à la montée d'un calvaire !

CETTE résignation presque voluptueuse aux maux qui accablent l'humanité ne va pas, chez Céline, sans un authentique espoir de les prévenir. Sur la vocation d'hygiéniste et les théories prophylactiques qui se sont ensuivies, le troisième *Cahier Céline*, où J.-P. Dauphin et H. Godard ont réuni les « écrits médicaux », apporte un éclairage précieux.

C'est évidemment par attirance psychologique plus que par curiosité scientifique que l'étudiant Destouches a choisi pour sujet de thèse le savant austro-hongrois Semmelweis (1818-1865), persécuté en raison de ses travaux sur la fièvre puerpérale et mort fou après s'être infecté volontairement lors d'une dissection. Il apparaît d'ailleurs que le futur écrivain s'est « projeté » dans le personnage du bienfaiteur martyr, qu'il a enjolivé dans le tragique. On voit poindre avec intérêt sinon sa prose, encore sage et ponctuée à l'ancienne, du moins les thèmes de désolation qui hanteront les romans et ce qu'il appellera lui-même son goût du « Grand-Guignol ».

Les autres textes médicaux ne présentent pas cette valeur littéraire : ce ne sont que des rapports rédigés comme expert de la Fondation Rockefeller ou de la Société des Nations sur *la prophylaxie sociale au Cameroun ou aux usines Ford de* Detroit. Mais certaines suggestions techniques, en particulier celles d'un mémoire inédit de 1932 sur la création d'un cours supérieur d'hygiène, donnent peut-être la clef, par leurs délires subits, des incohérences qui ont conduit à l'admiration du IIIe Reich et à l'antisémitisme.

BIZARRE *mélange de visées compétentes et d'absurdités !* Etrange parcours, toujours le même, de l'optimisme raisonné au fatalisme fou.

Au nombre des intuitions prophétiques : la crainte de la surconsommation pharmaceutique, l'espoir mis dans les femmes et l'imputation des maux sociaux aux conditions économiques. Céline manie les notions de classe, de capitalisme et de prolétariat en apparente solidarité avec les pauvres, auxquels il s'est toujours dévoué... Mais, soudain, le voilà qui déraille, qui prône sans rire la mécanisation à outrance, le restaurant d'entreprise obligatoire, une organisation militaire de la médecine, la nomination de « dictateurs » au chômage ! Tout en haïssant le capital et ses profiteurs, il trouve « l'intérêt patronal plus sérieux que *l'intérêt populaire* ».

Ces inconséquences s'expliquent par un attachement viscéral à l'ordre établi et par un réalisme cynique de l'efficacité : « *Prendre les hommes et l'argent là où ils sont.* » Mais ces rechutes dans le pessimisme reflètent plus profondément le flottement idéologique propre à sa classe. Ecrasée *de toutes parts, la petite bourgeoisie commerçante* du début du siècle ne voit d'explication à son déclin que dans l'omnipotence d'un hasard hostile.

La vie, pense-t-elle, n'est qu'une illusion ; le bonheur, une niaiserie ; la justice, un rêve démenti par la nature. La vérité, c'est la maladie, le pus, la vérole, la mort... « avec *ses clochettes autour d'elle* » ! Seule consolation macabre de Céline : *la constance* de cette finalité, inscrite dans le concept mythique et toujours dangereux de « nature humaine ». D'un tel néant de doctrine, on peut autant redouter que de l'excès d'idéologie : l'assimilation de l'Autre à un microbe, la tolérance au génocide, la danse de Saint-Guy sur fond de charnier.

UN certain public craint que de telles explications ne portent à excuser ce que ni l'art ni le temps ne rendent pardonnable à ses yeux. Il devrait se réjouir de l'initiative prise par les éditions Plasma d'exhumer *Céline en chemise brune*, le pamphlet-pastiche où H.-E. Kaminski, juif allemand réfugié en France, tirait dès 1938 les conséquences logiques de *Bagatelles pour un massacre*. Dans la mesure où les textes antisémites de Céline sont en grande partie introuvables, il est utile d'en rappeler la sinistre démence et d'affirmer que les écrivains, loin de mériter l'indulgence due aux irresponsables, savent mieux que personne le prix des mots.

Mais l'éditeur gagnerait à observer la sérénité méritoire que gardait Kaminski, au lieu de donner à sa réédition, et à la couverture imitée de celle des *Cahiers Céline*, le sens d'une réplique indignée à l'essor des publications céliniennes.

S'il est vrai que le ventre d'où est sortie la bête immonde est encore fécond, comme le laisse craindre le regain actuel de pessimisme historique à tout faire, ne vaut-il pas mieux *aller y voir de près que de se boucher les yeux ?*

(Vendredi 20 mai.)

★ **CELINE**, de François Gibault. Mercure de France, 334 p., 52 F.

★ **ALBUM CELINE**, Bibl. de la Pléiade. Gallimard, 294 p., offert temporairement par les libraires pour l'achat de trois volumes de la Pléiade.

★ **CAHIERS CELINE N° 3**. Semmelweis et autres écrits médicaux. Gallimard, 269 p., 45 F.

★ **CELINE EN CHEMISE BRUNE**, de H.-E. Kaminski. Plasma, 122 p., 25 F.

LES VÉRITÉS DE BARBARA

● ***Le mouvement des prostituées de Lyon, leur soumission et leur révolte.***

DEPUIS des siècles, la prostitution est un agent double. Celui d'une fatalité que d'aucuns jugent inhérente à la condition féminine, et celui d'une indifférence goguenarde. Aujourd'hui, les femmes, dans leur ensemble, sont devenues plus ambitieuses. Dès lors, le discours des hommes sur la prostitution cède le pas devant le témoignage des intéressées. Dans le sillage du mouvement des prostituées de 1975, Barbara, qui en fut l'un des porte-drapeau, raconte maintenant l'occupation de l'église Saint-Nizier, à Lyon, et les divers moments de la lutte menée pour obtenir plus d'indulgence de la part des pouvoirs publics et plus de respect de la part du public.

A travers son autobiographie, Barbara nous apparaît comme une pauvre phalène de l'année 1975, qui aurait miraculeusement survécu, bien qu'un peu déchiquetée, pour nous dire des choses essentielles. Par exemple, sur ce moment où la lutte pour les droits se transforme en révolte ; sur *l'envie d'être « vraiment une femme »*, qui, au cours d'une aventureuse « réinsertion », condamne celle-ci à vivre d' « expédients, de dépannages, de mendicités, de générosités, de gestes de charité, toujours au crochet des gens », tandis que l'angoisse de rester, malgré tout, une prostituée la tenaille.

Les souvenirs n'ont perdu ni leurs griffes ni leurs dents et continuent d'écarteler Barbara. Sa voix, poignante comme un alto, nous fait tout vivre, et tout y est : l'enfance à l'Assistance publique, le beau-père incestueux et le coup de couteau qui punit le violeur, mais enferme la violée à la Petite-Roquette pour quatre ans. Puis, c'est la sortie, le sursaut, le baccalauréat, le poste d'institutrice et la découverte des hommes. Un jour, Barbara se retrouve mère célibataire avec deux enfants, sans argent.

Un monsieur se présente. Il lui propose 500 F pour passer la nuit avec elle. Plus que la sexualité, il vient chercher le pouvoir sexuel. Réduite à une « apparence de femme », devenue simple objet à consommer, Barbara lui vend son sexe et surtout sa dégradation. C'est la rupture majeure. Mais elle est dans le prolongement logique de tout ce qui l'a précédée.

La jeune femme sent qu'elle est « passée de l'autre côté », celui « du vice, de la crasse, de la paresse, de l'amour, de l'argent ». Les hommes se partagent alors Barbara. « *Tout ce qui leur fait mal et qu'ils n'osent confier à personne, parce qu'ils auraient honte de montrer leurs faiblesses, ils le racontent à cette femme qui n'est pas vraiment une femme, mais qui lui ressemble et qui est tellement en bas de l'échelle qu'on ne se déshonore pas devant elle : elle sera toujours au-dessous de celui qui la paye.* »

Tandis que les lois codifiant la prostitution ont toujours eu pour but de protéger le client et d'enrichir l'Etat, la malédiction poursuit la prostituée. Pas seulement elle. « Toutes les femmes devraient mourir de honte à la pensée d'être *nées* femmes », disait saint Clément d'Alexandrie. Le malaise s'est inscrit dans leur corps et dans leur tête, reprenant vigueur chaque fois que se présentait une échappatoire à l'alternative de la mère et de la putain.

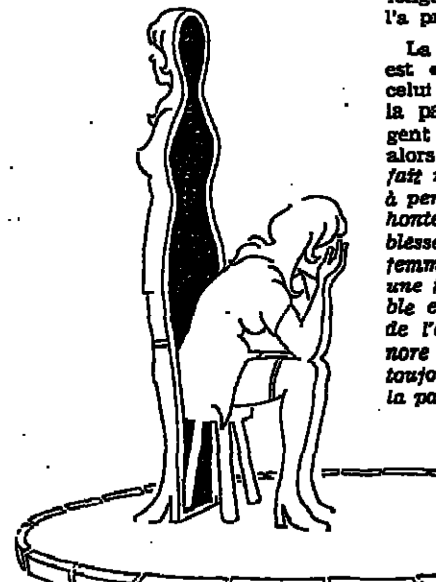
Du côté des hommes, les mots d'ordre étaient que l'on ne peut tout trouver chez la même femme, et que cette femme ne peut exister qu'à travers la médiation d'un homme. Or, Barbara sait qu'elle est mère *et* putain, *et* qu'elle n'a pas de « providentiel » souteneur. Cela pulvérise les idées reçues. Cela la fait hurler de rage. C'est son cri qui nous réveille, nous rappelle que la prostitution, loin d'être un phénomène isolé, reste au cœur de la condition féminine.

Avec sa voix rauque, Barbara n'est pas le personnage « négatif » *de la putain. Elle est nous* en négatif. Le personnage que nous pouvons être à tout moment et qui nous fait mal. A travers ce livre fort qui est le constat de ses dérapages, Barbara nous livre une vérité : que le rôle de la prostituée et celui de la femme sont emboîtés. Que l'on ne peut vouloir échapper à l'un sans bousculer l'autre. Dans un même mouvement.

MICHELE SOLAT.

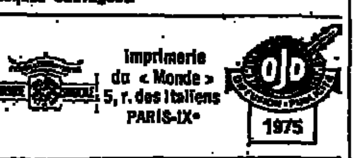
(Vendredi 20 mai.)

★ **LA PARTAGEE**, de Barbara et Christine de Coninck. Editions de Minuit. Collection « Autrement dites », 190 pages, 25 F.



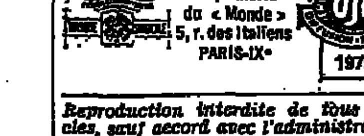
★ *Dessin de PLANTU.*

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1975



Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460

L'extraordinaire bric-à-brac de Michel Leiris

● ***Une nouvelle collection de Gallimard, « Imaginaires » (1), rappelle qu'*Aurora *reste un des grands textes du surréalisme.***

AURORA est, parmi les grands textes surréalistes, l'un des plus méconnus, sans doute en raison de sa publication tardive, en 1946, alors que, écrit en 1927 et 1928, il était le contemporain du *Paysan de Paris* et de *Nadja*, avec lesquels, d'ailleurs, il offre plus d'une affinité.

Unique « roman » d'un écrivain qui se déclare « *incapable d'inventer des personnages* », ce texte se révèle tout d'abord comme un extraordinaire bric-à-brac, mêlant récits de rêves ou de voyages imaginaires, longues descriptions d'objets hétéroclites ou d'affiches publicitaires, poèmes, chansons, contes, invocations, énumérations, traité d'alchimie, imitations burlesques de Sade ou de Lamartine, comparaisons à la Lautréamont, au fil d'un récit qui tient tantôt du roman noir, tantôt du roman populiste, tantôt encore du roman « colonial », du roman d'aventures, ou des Mémoires apocryphes, etc.

La traversée d'antichambres *où meubles et tapis n'en finissent plus de moisir* — marches grinçantes, cuirasses rouillées, draperies flottantes — se transforme bientôt en une descente à travers les propres viscères du narrateur, dans un corps retourné comme un gant. Mais ce retournement, c'est avant tout le langage qui l'opère, car le récit est à l'image du temple construit par l'un des personnages, Damoclès Siriel, *anagramme du nom de* l'auteur ; l'édifice contient, « *en dimensions réduites, une reproduction exacte de l'ensemble du tem[ple] avec une matrice recélant [...] même une reproduction [...] petite, et cela à l'infini* ».

Imbrications, enchâssem[ents], associations de mots pris d[ans] des sens différents, Raym[ond] Roussel n'est pas loin. Le [...] se constitue en fonction [des] avatars subis par Aurora, [...] jeune femme à la fois Au[rore] et Pandora, qui s'avance [dans] un labyrinthe de phrases, qui se métamorphose succ[essi]vement en spectre, en mét[...], en un rébus représentant [une] cuve remplie d'eau, *la* l[ettre] grecque rô et le dieu-s[oleil] égyptien Râh (et pouvant [se] lire eau-rô-Râh), en devis[e de] Paracelse (« Or aura »), [en] vocable « *extrait d'un* [...] *décadent et barbare* » (Horr[...]), en marque de cigare (« O'Ro[...]»), etc. Les épisodes naissen[t] chaque fois de cette manip[ula]tion du langage, de ce gl[isse]ment de sens, et dans l'écar[t des] sens s'engendrent l'un l'autr[e].

Métamorphose de récits, travestissements d'un récit [...]que, ce roman saturé de ro[...] est aussi un texte sur l'imp[ossi]bilité d'écrire des romans. [...] *[pressens] parfois tout ce q[ue le] mot « il » peut contenir [...] mot de châtiments vague[s] de menaces monstrueus[es].* D'où ce foisonnement de per[son]nages, cette « *dissolution* [...] *millions d'êtres, avec leur* [maxi]*mum de possibilités* », et [cet] incessant passage du « il » [au] « tu », du « il » au « je », en [une] folle sarabande qui annule [la] fiction : « *Il m'est toujours pénible qu'à quiconque de* [s'ex]*primer autrement que pa*[r le] *pronom « je »...* »

La traversée de l'empi[re du] récit débouche directemen[t sur] *l'Age d'homme* et *la Règ*[le du] *jeu* : l'aventure autobiograp[hique] peut commencer.

ALAIN-MICHEL BOY[...]

(Vendredi 20 mai.)

★ **AURORA**, de Michel [Leiris]. Collection « L'Imaginaire » [...] mard, 196 pages, 12 F.

(1) Autres titres déjà parus : *les Palmiers sauvages*, de Faulkner ; *L'homme qui était mort*, de D.H. Lawrence ; *le Cabinet noir*, de Max Jacob ; *Un rude hiver*, de R. Queneau ; *la Nuit de Londres*, d'Henri Thomas.

vient de paraître

Romans français

JEAN-MICHEL GARDAIR : *Chérubin*. — Le quatrième roman de l'auteur du *Corps de Louise*, où se conjuguent le vertige des mots et l'ivresse des sens. (Sagittaire, 110 p., 24 F.)

JEAN-LOUIS COTTE : *la Vallée des justes*. — De cet auteur, qui en est à son treizième roman, une épopée historique qui se déroule au Transvaal, à la fin du siècle dernier, peu avant le début de la guerre des Boers. (Albin Michel, 365 p., 39 F.)

MICHEL GRISOLIA : *l'Inspecteur de la mer*. — Le premier roman d'un critique cinématographique dont l'action se déroule dans un Nice transformé en Babylone, avec meurtres, baignades, dolce vita. (J.-C. Lattès, 300 p., 40 F.)

Histoire

PAVEL TIGRID : *Amère révolution*. — Une nouvelle étude des espérances démocratiques de l'Europe de l'Est. Préface de Vladimir Boukovski. (Albin Michel, 285 p., 45 F.)

SERGIO ROMANO : *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*. — Un diplomate et écrivain italien explique son pays et donne quelques clés. (Seuil, coll. « Points-Histoire », 366 p., 18,50 F.)

Sous la direction de GEORGES DUBY et ARMAND WALLON : *la Fin de la France paysanne*. — Le quatrième et dernier tome de la monumentale « Histoire de la France rurale ». De 1914 à nos jours. (Seuil, 667 p., 120 F.)



